

Femmes

PORTRAITS



ET GUIDES

SANS FRONTIERE

25.00 F

UNE AGENCE PHOTO SANS FRONTIERE

« Sans-Frontière » a lancé depuis le mois de janvier 1984 une agence photo avec trois objectifs.

— Constituer une bourse aux photos et un archivage des photos qui sont en notre possession.

— Monter des expositions thématiques sur la question de l'immigration aux différentes associations qui souhaiteraient en avoir pour leurs fêtes ou leurs débats.

— Organiser des stages de perfectionnement avec des professionnels en direction des jeunes qui souhaiteraient y participer.

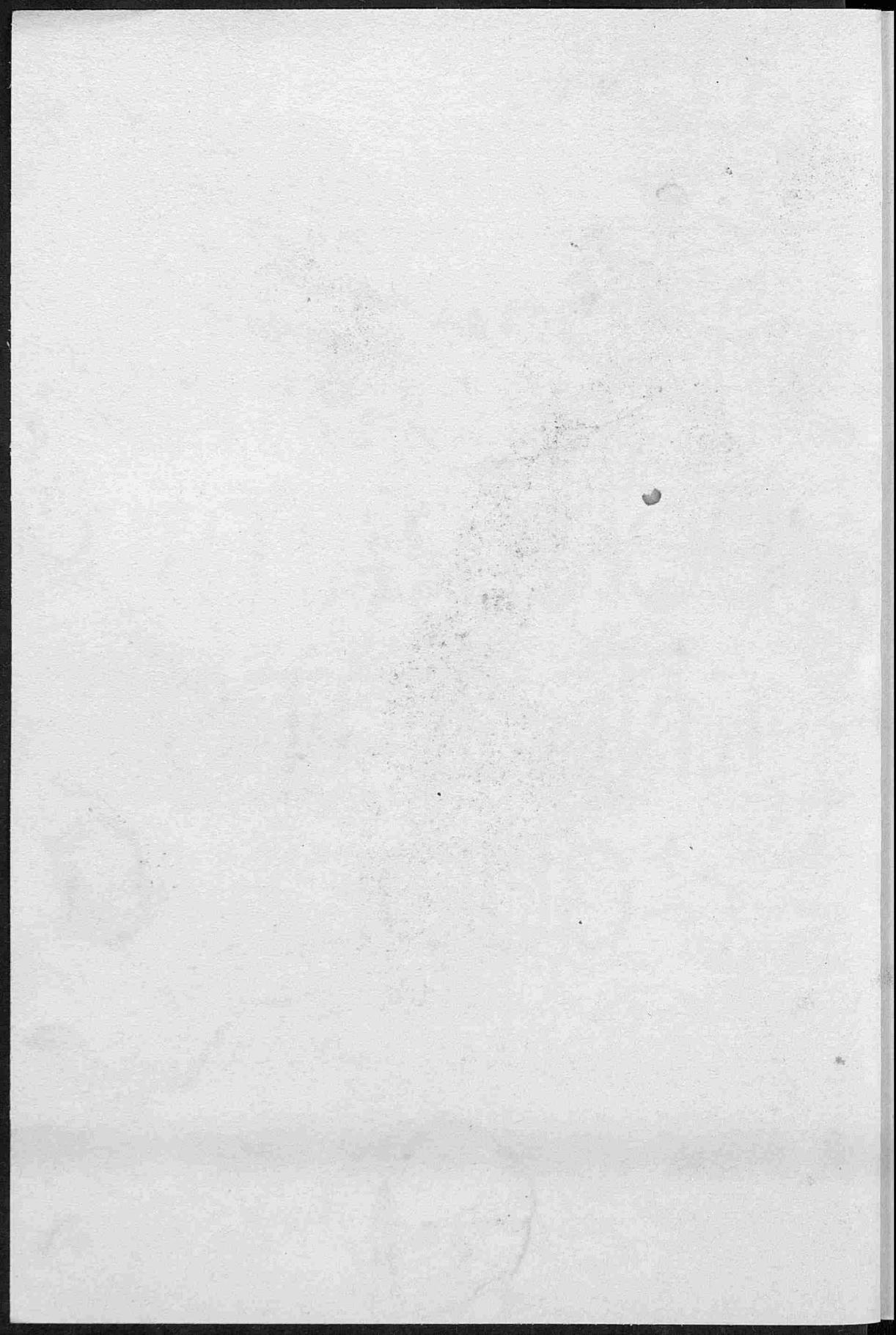
Si vous êtes intéressés par l'une ou l'autre de ces propositions, n'hésitez pas à nous écrire.



SF 33 Bd St MARTIN
75003 PARIS.

Femmes

PORTRAITS
ENQUETES
GUIDE



AUX LECTEURS

« En attendant l'hebdo », comme on dit dans la chanson, « en attendant la pluie », Sans frontière est heureux de vous présenter ce numéro spécial consacré à un thème : l'immigration du côté des femmes. On a tellement dit que l'immigration était plurielle, que l'immigration n'était plus affaire d'hommes célibataires, qu'il fallait bien un jour ou l'autre y consacrer un petit dossier. Car ce numéro est modeste dans ses objectifs. C'est tout simplement un premier travail et comme toujours dans ce genre d'affaires, il est et sera incomplet. Mais c'est un premier essai. Sera-t-il transformé ? Certainement pas. Si on songe simplement au casse tête que constitue le choix des personnes à présenter dans le chapitre Portraits et Itinéraires. Celà ne relève d'aucun choix pré-établi, mais d'une volonté de présenter des femmes anonymes ou connues de différentes communautés, en fonction d'impératifs très divers. Alors, ne vous étonnez pas de constater des manques, des oublis.

Le chapitre deux, présente des expériences ou des projets dits positifs. C'est un peu l'image de ce qui se passe un peu partout en France du côté des femmes. Le guide, à la fin de ce numéro, se veut exhaustif et pratique pour être un outil plus qu'autre chose. □

SOMMAIRE

ONT PARTICIPES A CE GUIDE :

Isabelle Taboada Léonetti — Michèle Rakotoson — Marie-Ange Cabasso — Michelle Schneider — Fancette Brun — Tanh — Meli K. — Anne Beaumont — Ysa Boulahbel — Assia Half — Lefla Sebbar — Cathy Bernheim — Juliette Rouillon — Maria Cunha — Virginie Barré — Fatima Belhadi — Driss El Yazami Khamar — Jean-Marie Barrère — Macoudou N'Daye — Mustapha Ammi — Ahmed K. — Slimane Tir — Marie Féraud — Marie-Christine Peyrrière. — **CONCEPTION GRAPHIQUE :** Isabelle Héraud — **MAQUETTE—** **MONTAGE :** Bruno Pietrantonio — **PHOTO—COMPOSITION GERMINAL :** Jacques Breton — **COUVERTURE :** Nidham Abdi.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
Safd Bouziri — **DIRECTEUR DE PUBLICATION** Farid Aïchoune

Commission paritaire N 61715 -
Diffusion N.M.P.P. Librairies diffusion populaire, 14 rue de Nanteuil, Paris 15ème.
Imprimerie E.T.C - 76 Yvetot.

PHOTOS Birame N'Diaye : *pages 40*
PHOTOS Brahim Chanchabi : *pages 44, 72, 74, et 110*
PHOTOS Poub's : *page 61*
PHOTOS Antonio Fernandes : *page 50*
PHOTOS Boris Collombet. JA : *page 22*
PHOTOS H. Elwing : *page 8*
PHOTOS Boris Collombet JA : *page 22*

CHAPITRE 1 : Portraits et itinéraires
pages 8 à 70

CHAPITRE 2 : Les expériences positives et les projets
pages 72 à 115

CHAPITRE 3 : Les enquêtes et témoignages
Pages 117 à 138

CHAPITRE 4 : Guide pratique
Les associations et les projets
pages 139 à 160

PORTRAITS
ITINERAIRES



MARYSE CONDÉ

PARIS

N'EST QU'UN

DECOR.

L

ANNEE 1985 DEVRAIT
MARQUER UN TOUR-
NANT DANS LA VIE DE
MARYSE CONDE. APRES
TRENTE ANS D'EXIL,
L'UNIVERSITAIRE-
ECRIVAIN RETOURNE AU
MOIS DE SEPTEMBRE
CHEZ ELLE, EN
GUADELOUPE.

L'année 1985 devrait marquer un tournant dans la vie de Maryse Condé. Après trente ans d'exil, l'universitaire - écrivain retourne au mois de septembre chez elle, en Guadeloupe. Dans son vaste appartement sobre du treizième arrondissement, Maryse Condé, la silhouette élancée, la poignée de main chaleureuse, se consacre désormais à préparer le grand « saut ». « *Je n'ai pas cherché à venir m'installer en France. Je me suis mariée très jeune et j'ai suivi mon mari en Afrique pendant douze ans. Après mon divorce, je souhaitais rentrer aux Antilles. Docteur d'Etat, j'ai déposé une demande de poste de professeur. En vain. J'ai donc commencé à enseigner à Paris VII puis à Paris X et au centre de Francophonie tout en menant parallèlement des activités de journaliste* ».

Spécialiste de littérature négro-africaine, Maryse Condé n'a pas eu le sentiment de subir d'ostracisme dans sa carrière : « *sur le plan professionnel, je ne me trouvais pas en concurrence. Mais je n'ai jamais réussi à m'intégrer* » tient-elle à préciser. « *Je ne me considère pas comme une française. Je revendique mon identité d'Antillaise* ».

Enfant, Maryse Condé s'est souvent trouvée en proie au racisme. Une grande partie de sa scolarité s'est déroulée en métropole. Jamais elle ne s'est trouvée à l'aise parmi ses petites camarades.

Et l'élève modèle garde un souvenir cuisant « *du racisme effrayant* » de certains profs du secondaire.

Expérience déterminante. Maryse Condé ne croit pas « *à la France du mélange* ».

« *Un immigré cherche volontiers à persuader la société d'accueil qu'il peut la féconder. Personnellement, j'estime que je n'ai rien à apporter. Je ne me sens nullement messenger d'union entre deux cultures.*

« *Ségou* », mon dernier roman n'est pas un livre d'échanges. Plutôt une réflexion personnelle sur mon histoire et celle de mon peuple ».

Mère de trois filles, Maryse Condé ne mène pas une vie publique très animée : « *je suis un peu popote* » avoue-t-elle en riant. Convaincue de la nécessité de l'indépendance matérielle, l'auteur de « *la parole des femmes* » reste attachée aux valeurs du couple, de la maternité, « *même si cela fait vieux jeu* ». Mais jouer un rôle de premier plan n'est pas incompatible, pour elle avec la condition féminine. Par tempérament, Maryse Condé s'inscrit dans une tradition : « *le dynamisme des Antillaises* ».

Son remariage avec un anglais ne l'a pas rapprochée de la société française : *La France reste pour moi un lieu de passage, un terrain vague dans lequel je vis avec mes préoccupations. Les créateurs sont tellement investis de leurs richesses intérieures qu'ils vivent souvent en vase clos, repliés sur eux-mêmes. Paris n'est qu'un décor dans lequel j'écris sur l'Afrique* ». Une capitale qu'elle quitte sans regret : « *je suis heureuse de dire enfin au revoir la France* ».

Marie-Christine Peyrière.

TABOADA~

LEONETTI

AUTO PORTRAIT

M

ES PARENTS SONT
ESPAGNOLS, REFUGIES
POLITIQUES. ON A
SOUVENT TENDANCE, ET
LES SOCIOLOGUES LES
PREMIERS, A CON-
SIDERER LES REFUGIES
COMMES DES IMMIGRES
A PART, PAR CERTAINS
CÔTES PRIVILEGIES.
POURTANT, ILS EN ONT
BAVE COMME LES
AUTRES, SINON UN PEU
PLUS.

En arrivant en France après la guerre d'Espagne, mon père et ses compagnons ont été « *accueillis* » dans un camp de concentration pour réfugiés. Il n'en est sorti que

quelques mois plus tard en échange de son engagement dans la Légion Etrangère. Pendant ce temps, ma mère, restée en Espagne, purgeait dans une prison franquiste son attachement à la liberté d'expression.

Après la guerre, mon père réussit à trouver des petits boulots, ma mère vient le rejoindre en traversant la frontière à pied, clandestinement. Mais la crise de logement est sévère alors, on me confie à mes grands parents à Madrid en attendant que la situation s'améliore ; j'y resterai toute mon enfance, séparée de mes parents.

Finalement, une usine de Moselle offre un emploi stable et un logement. L'usine est dans un petit village typique, le carré de fumier devant la porte et les regards soupçonneux derrière les volets. Nous sommes des étrangers, et le racisme, qui semble aujourd'hui réservé aux maghrébins, je connais aussi. Mais il s'agissait dans notre cas d'un racisme biologisant, sans aucun arrière fond historique. Dans ce village personne n'avait jamais vu un Espagnol et cela ne leur évoquait rien ; nous représentions tout simplement l'Autre, l'Etranger.

Un jour mon père avait eu un accident ; il avait saigné abondamment et on avait donné son linge à la laverie. La propriétaire s'était étonnée que son sang fût de la même couleur que celui des autres, mais elle avait tenu à laver ses draps séparément, on ne sait jamais... La différence est porteuse de germe. Quant à moi, qui avait 12 ans en arrivant, on avait décidé qu'il était impensable que je puisse suivre au lycée, et on m'a mise dans le CES. Mes parents n'ont pas insisté. Inconsciemment, ils trouvaient sans

doute que c'était déjà beau que l'Education Nationale Française m'intègre en son sein.

La carrière professionnelle de mon père s'améliorant, on a décidé de monter à Paris. Les premiers temps on n'a trouvé pour se loger qu'une chambre pour 4 personnes dans le 18ème, avec les WC sur le palier, et plus tard, un logement de fonction rue de Paradis, envahi par les assiettes que mon père vendait. Aujourd'hui, j'habite un appartement superbe, je ne manque de rien, j'ai un diplôme de doctorat et surtout, je fais un métier qui m'intéresse. J'aimerais pouvoir dire comme dans les contes de fées à l'américaine, qu'avec du courage et un travail acharné, tout le monde peut réussir. Dans mon cas, l'un des dés au moins était truqué dès le départ. Mes parents étaient instruits, non seulement ils savaient lire, ce qui n'est pas le cas de tous les immigrés, mais ils avaient fait des études supérieures et valorisaient la culture. En arrivant en France, à 12 ans, je ne parlais pas le français mais j'étais bilingue espagnol-anglais, et j'avais lu davantage que la plupart de mes camarades. A la fin de sa carrière, mon père était directeur dans l'usine où il était entré comme ouvrier, et moi à l'école en quelques mois j'étais en tête de la classe. Les lois sociologiques se vérifient : il est plus facile de réussir lorsqu'on bénéficie d'un capital familial-financier ou intellectuel ! C'est donc vrai, les réfugiés ne sont pas tout à fait des immigrés comme les autres, et nous pouvons le vérifier aujourd'hui avec les réfugiés du sud-est asiatique. Mais il existe néanmoins des similitudes qui les rendent comparables. Ma

« réussite » ne s'est pas faite toute seule et je n'ai pas suivi le cursus classique de l'étudiant français. Tous les jeunes connaissent des crises d'adolescence, mais ce qui me semble propre à l'immigration — comme aux enfants des classes populaires d'ailleurs — c'est l'autocensure qui s'opère sur les rêves et sur l'ambition. Quand on est une femme la censure est plus forte encore : on envisage d'être secrétaire plutôt que cadre, traductrice plutôt qu'écrivain, institutrice plutôt que professeur... (on remarquera au passage que ces fonctions — cadre, écrivain, professeur — n'existent pas au féminin).

Pour un enfant d'immigré il est difficile de s'en sortir sans une aide extérieure. La plupart de ceux que j'ai connus ont réussi grâce au soutien énergique d'une sœur aînée, d'un professeur qui croyait en eux, d'une mère ambitieuse. Dans mon cas, ce fut mon mari qui m'encouragea à reprendre mes études et qui, me considérant comme un individu, un être humain, plutôt que comme une femme ou une immigrée, me redonna confiance en moi. J'avais déjà un enfant lorsque je pris le chemin de la fac. Licence, maîtrise, doctorat, concours d'entrée au CNRS. Malgré les difficultés, les choses s'enchaînent d'elles-mêmes, et tout semble facile lorsqu'on est moralement soutenu, et financièrement sans souci.

Par rapport aux étudiants isolés qui doivent travailler pour payer leurs études, j'étais incontestablement privilégiée. Suffit-il de dire que j'ai eu de la chance ? Je ne crois pas au hasard. Si j'ai trouvé cet homme qui m'a aidée comme il l'a fait — à la fois dans mes études et dans ma

stabilisation dans la société française — c'est que je le cherchais. Je cherchais quelqu'un de bien intégré socialement, un français d'ancienne souche qui m'ouvrirait la porte de la France. Pour s'en sortir il n'y a pas trente six façons. Ou bien on accepte les règles du jeu de la société française et on tâche d'être gagnant ; autrement dit on participe pleinement de ses institutions et de ses ressources culturelles et sociales et on fait de qu'on peut pour réussir professionnellement et socialement, c'est à dire pour être reconnu par la société française. Ou bien on refuse ces règles et on joue entre soi, c'est à dire qu'on réussit à l'intérieur de la communauté nationale dont on est issu.

La première manière n'exclut pas le maintien de liens affectifs avec le pays d'origine, sa culture ou le sentiment d'appartenance à un ailleurs ; mais peut-on participer activement dans une société sans éprouver à terme un sentiment de communauté de destin ?

Quant à moi, j'ai choisi la première manière. J'avais refusé la nationalité française à 17 ans lorsque ma famille l'avait obtenue mais je l'ai demandée par la suite, par indifférence à la notion de patrie juridique. Aujourd'hui je ne me sens pas plus française qu'espagnole, je suis cosmopolite. Les notions de nationalité ou de race n'ont plus aucun sens pour moi, mes vrais compatriotes ce sont les gens qui ont les mêmes goûts, les mêmes lectures que moi, et qui, un peu déracinés comme moi, regardent plutôt l'avenir que le passé, auquel peu de choses les rattachent.



HORIA MASMI

MAITRE MASMI

ET LA

GRAND MERE

M

*OI, QUAND JE SERAI
GRANDE, JE SERAI
AVOCATE ».*

« *MOI* », C'EST HORIA,
PETITE ECOLIERE
ALGERIENNE DE
CACHAN, BANLIEUE SUD
DE PARIS, PAPA
OUVRIER, MAMAN A LA
SANTE FRAGILE, HUIT
FRERES ET SOEURS.

« *MOI* », C'EST MAIN-
TENANT MAITRE MASMI,
LA JEUNE AVOCATE
— ELLE A PRÊTE SER-
MENT LE 25 JANVIER
1984 — QUI ME REÇOIT
DANS SON CABINET DU
BOULEVARD SAINT
GERMAIN.

« Quand j'étais petite, je ne savais pas très bien ce qu'était le métier d'avocat. Mais, explique-t-elle en tirant d'un geste machinal son rang de perles, je sentais obscurément qu'il me permettrait de repartir en Algérie (pays qu'elle a quitté en 1959, à l'âge de trois ans et demi) pour y aider les femmes ».

Mais elle m'arrête : « Eh bien oui ! Je suis restée en France... pour le moment ! J'y ai un rôle à jouer ; j'ai très souvent affaire à la communauté maghrébine. Ils ont l'impression d'être mieux compris en venant ici ».

Ici, c'est le cabinet qu'elle partage entre autres avec Maître Oussedik. Ils sont associés : une chance unique pour une jeune avocate qui fait ainsi ses deux années de stage obligatoire dans son propre cabinet ; une chance « méritée ». Ses études, elles les a menées de front avec une vie d'épouse, de mère — elle a deux enfants — et de salariée.

C'est un chemin pas banal que celui qu'Horia a suivi pour devenir avocate. Et toutes les femmes, même celles qui choisissent leur époux, n'ont pas un mari comme celui de Horia. « Je suis tombée sur un homme compréhensif, il est devenu mon meilleur ami, et m'a laissée poursuivre mes études... après avoir vécu 18 ans en Afrique du Nord ».

Ce n'est pas tout. Maître Masmi est souvent absente plus de douze heures par jour. Le soir, son « électricien de mari » s'occupe de la maison avec l'aide de la grand mère des enfants qui habite... cinq étages au-dessus.

Cette grand mère est très fière de sa fille aînée — d'ailleurs les plus

jeunes, tentés, suivent son exemple —. C'est elle pourtant qui, en accord avec son mari, l'avait retirée du lycée en 1972 à l'âge fatidique de 16ans. Ils estimaient qu'une fille n'a pas à faire d'études. Cette décision, Horia la ressent alors comme une trahison : « J'avais tout fait pour mériter leur confiance, je leur avais toujours obéi et pendant l'hospitalisation de ma mère, en troisième, j'avais fait la preuve de ma capacité à m'occuper à la fois de la maison et de mes études ».

Ses parents se sont vite rendus compte qu'ils avaient été trop durs, une seule chose lui tient à cœur : étudier. Ils lui permettent donc de suivre des cours par correspondance, seconde A5 et CAP de secrétariat. C'est loin de correspondre à ses aspirations mais elle atteint le niveau nécessaire pour faire une capacité en droit (deux ans d'études préparant à l'entrée en première ou deuxième année dans une faculté de droit). La porte ouverte à la formation d'avocat.

Et c'est la formation qu'elle va suivre une fois mariée, après avoir donné un fils à son mari et travaillé quatre ans.

« Avant tout, a tenu à me préciser maître Masmi, il faut savoir que les filles nées en France de parents maghrébins ou venues ici très jeunes sont très vite confrontées à la réalité. Elles secondent leurs mères, sont un lien entre leurs parents et la France. Elles savent se débrouiller et s'en sortent pas mal du tout ». La preuve est là, sous mes yeux, sous les traits d'une jeune avocate souriante mais pressée : son prochain client l'attend.

V.B

CARMEN SOTA,
LA NOSTALGIE DE
"SON" CHILI PERDU.

D

IX ANS D'EXIL. CARMEN SOTA SOURIT CONSTAMMENT. MALGRE TOUT, MÊME SI CELA NE SUFFIT PAS A MASQUER DANS SES YEUX LA NOSTALGIE DE SON CHILI PERDU. DERRIERE SON BUREAU DE LA DIRECTION REGIONALE AU MINISTERE DES DROITS DE LA FEMME, ELLE LÂCHE SIMPLEMENT : « NOUS Y RETOURNERONS DE TOUTE FAÇON, UN JOUR ».

Pour l'heure, c'est Paris et la France, « *mon pays d'asile* » dit-elle en appuyant sur le « *mon* ». Carmen Sota aime ce pays et se réjouit à l'idée de le représenter bientôt à Nairobi, lors de la conférence qui viendra clôturer la décennie de la Femme placée sous l'égide de l'ONU. « *J'ai toujours travaillé pour les femmes, dit-elle, et c'est tellement naturel quand on est femme soi-même. Lorsque j'étais toute jeune, j'accompagnais ma mère dans des travaux d'action catholique pour aider les femmes dans les « poblaciones » (bidonvilles). Ensuite vers les années cinquante, j'ai commencé à militer sur un plan plus directement politique.* ». Avec l'arrivée de l'Unité Populaire au pouvoir, en 1970, Carmen Sota se voit confier un embryon de ministère chilien de la condition féminine : l'organisme du développement social. « *Mais jusqu'en 1973, date du coup d'état, nous n'avons pas pu créer véritablement ce ministère* » explique-t-elle. En 1974, au mois de janvier, c'est l'exil. Comme des centaines de ses compatriotes, Carmen Sota fuit la dictature de Pinochet ; comme Jacques Chonchol, avec qui elle avait travaillé sur les femmes paysannes lorsqu'il était ministre de l'agriculture. « *La galère* » en somme : un pays aimé mais étranger, pas de travail et une langue inconnue. Heureusement la solidarité des français à l'époque est grande et, après l'hébergement au foyer de réfugiés, des associations amies procurent un appartement. L'amitié, mais aussi le hasard ; alors qu'elle travaille comme

sociologue à la fondation pour la recherche sociale, Carmen Sota rencontre France Estrosi, la déléguée du ministère des Droits de la Femme pour l'île de France, au cours d'une interview. Séduite, France Estrosi propose à Carmen de travailler avec elle. « *J'ai eu immédiatement envie de recommencer en France ce que j'avais fait dans mon pays, raconte Carmen, et pour nous c'était aussi comme un nouvel espoir quand les socialistes sont arrivés au pouvoir ici : une deuxième naissance* ».

Curieusement, il y a autant de pain sur la planche qu'au Chili estime-t-elle : « *finalement les français sont parfois plus machistes que les sud-américains. Chez nous, par exemple, il y a beaucoup plus de femmes représentées au parlement. Il y a beaucoup à changer dans les mentalités, ici, en matière de femmes, même si l'on regarde souvent la France comme un modèle* ». Les mentalités, voilà ce qui compte aux yeux de cette chilienne de cinquante cinq ans ; et elle ne pense pas que la lutte politique seule puisse suffire à l'émancipation de la femme. C'est la raison pour laquelle, ici, Carmen Sota dialogue avec des femmes venues de tous horizons politiques, sans distinction.

« *On peut être également féministe et ne pas faire de politique, et on peut également faire de la politique sans s'intéresser aux femmes* ». Carmen Sota cherche les compromis... avec l'intelligence des gens qu'un destin accidenté ne désespère pas.

Jean-Marie Barrère.

HANH,
conductrice de bus.

J'AI MOINS LE

DROIT DE FAIRE

DES FAÛTES.

LES FEMMES CONDUC-
TRICES SONT RARES.
QUAND TOUT VA BIEN,
ON NE LEUR DIT RIEN.
MAIS DES QU'IL Y A UN
PEPIN, C'EST LA
GALERE. PARFOIS IL
FAUT QUE JE RAPPELLE
CERTAINS VOYAGEURS A
L'ORDRE. TU VERRAIS LE
SCANDALE QUE JE
DECLENCHE. J'AC-
CUMULE LES
PROBLEMES DES FEM-
MES QUI OCCUPENT UN
POSTE PLUTÔT
TRADITIONNELLEMENT
MASCULIN ET LES
PROBLEMES DES IM-
MIGREES. »

Hanh conduit des bus. Elle vient d'avoir trente et un ans.

« Les femmes conductrices sont rares. Quand tout va bien, on ne leur dit rien. Mais dès qu'il y a un pépin, c'est la galère. Parfois il faut que je rappelle certains voyageurs à l'ordre. Tu verrais le scandale que je déclenche. J'accumule les problèmes des femmes qui occupent un poste plutôt traditionnellement « masculin » et les problèmes des immigrées. Il y a des voyageurs super désagréables parce que je suis une femme. Et je vais te le dire: ce sont la plupart du temps des femmes. Il y en a qui ne me donnent pas l'impression d'avoir confiance. Pourtant j'ai eu la même formation que les autres. Mais tu vois, j'ai une certitude : c'est que en tant que femme et immigrée, j'ai moins le droit de faire des fautes.

Hanh ne veut pas me parler du passé, de l'itinéraire suivi pour arriver en France. Je sais juste qu'elle est arrivée en 74. Elle ne veut parler que du présent, de sa vie en France, pas de là-bas. Mais elle se rappelle bien de ses débuts. Tous les détails sont gravés dans sa mémoire... *« Il fallait voir les hommes quand je préparais mon permis de transports en commun... Tu te rends compte : une femme et en plus une chinetouque. Même maintenant avec mes collègues, ce n'est pas évident. Bien sûr, si j'étais mignonne d'aspect, ça irait mieux. Je ne ressemble pas aux masseuses thaïlandaises, ça les dérange. Tant pis pour eux. Rien que pour faire enrager tout le monde, tous les hommes que je connaissais, il fallait que je réussisse du premier coup mon permis.*

Les hommes représentent manifestement un sujet de conver-

sation inépuisable pour Hanh.

« Ma mère a connu le régime de polygamie. Elle n'était que concubine... c'est comme ça qu'on dit. De toutes façons les viets n'aiment pas les filles ». C'est l'expression qu'elle utilise en précisant que « c'est plus pratique » ! Sur l'aspect méprisant du mot, elle répond « non, pas pour moi ». Mais elle revient vite aux problèmes des filles.

On a parlé de sa famille mais là encore elle a préféré parler du présent.

« J'ai eu une fille que j'ai eue d'un viet. Il m'a plaqué. Si c'était un français, je me serais posée des questions. Ici non, c'est une histoire banale. J'étais pas préparée à rencontrer des hommes. Ma mère était très pudibonde. L'éducation sexuelle, je ne te dis pas.

Sur la vie en France, l'isolement et ses problèmes de fille-mère, elle compare avec sa société d'origine :

« Ce n'est pas la même chose, ici chacun a ses petites affaires, ses petits soucis, ses petits enfants et chacun se démerde comme il peut... Remarque bien, je suis contente de rencontrer mes amis. Je parle vietnamien avec eux de moins en moins parce qu'au travail je n'ai pas tellement l'occasion de parler viet... Ma fille ne parle que français, c'est foutu pour elle du moins pour l'instant. Peut être plus tard, elle voudra parler viet.

La question à ne pas poser arrive. Hanh marque un long silence avant de répondre.

« Si je veux revenir au pays ? Bien sûr. Pourtant je me sens bien ici, même si c'est dur. En voulant revenir au pays, je veux peut être retrouver mon enfance ? Va-t-en savoir... ».

EKANGA SHUNGU

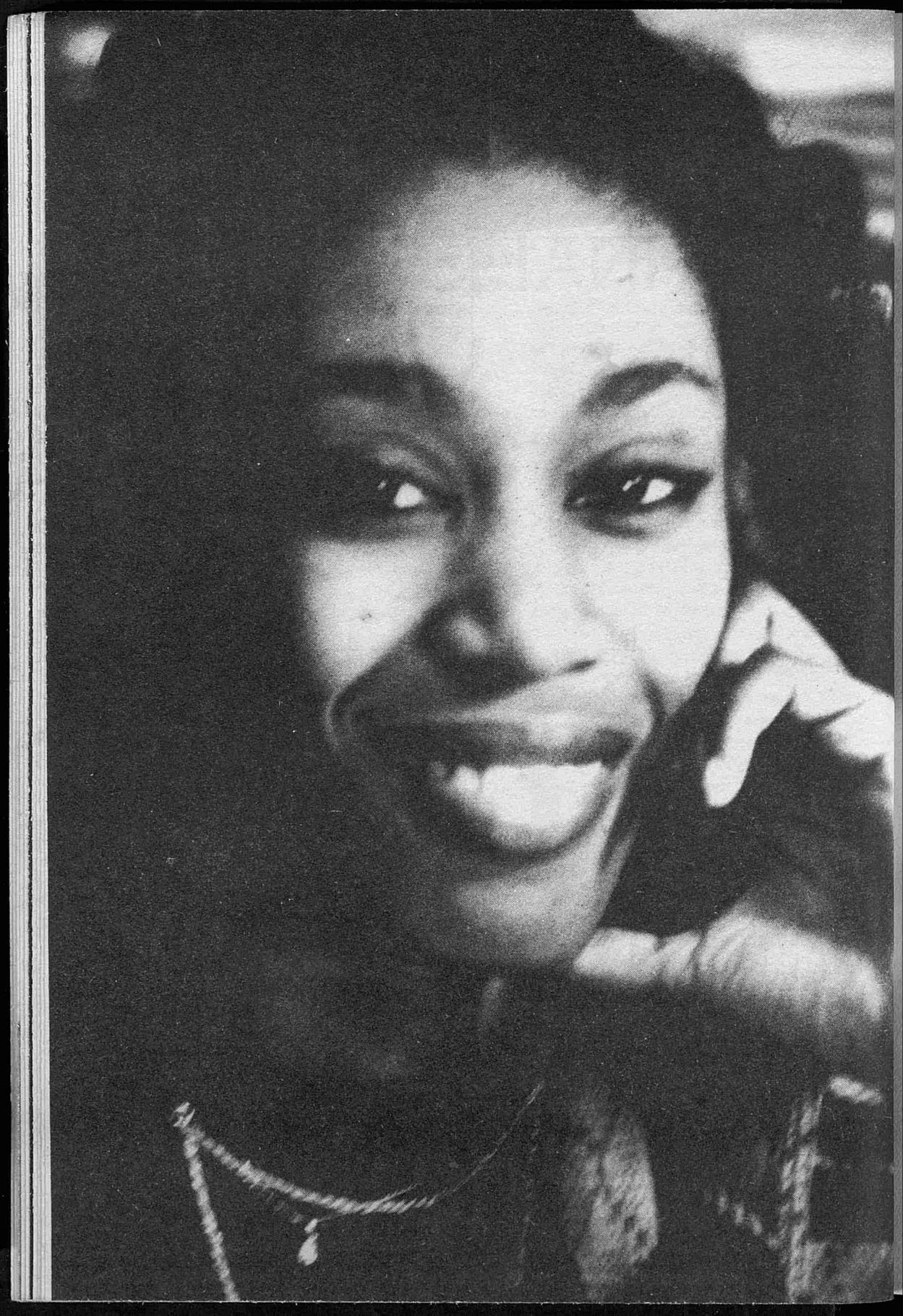
JOURNALISTE

SOUS

INFLUENCE

V

ENUE AU JOURNALISME PAR AMOUR DE L'ECRITURE, EKANGA SHUNGU, 26 ANS, CHARGÉE DE LA RUBRIQUE LITTÉRAIRE A « JEUNE AFRIQUE MAGAZINE », EST LE SYMBOLE DE CE QUE L'ON POURRAIT APPELER « *LA JEUNE AFRICAINE, DYNAMIQUE ET INDEPENDANTE* ». L'EQUIVALENT DE LA « YUPI » AMERICAINE (YOUNG, URBAN, PROFESSIONAL, INDEPENDANT).



Avec Ekanga, ce serait plutôt « *youpie* » tant ses fous rires sont célèbres et sa bonne humeur légendaire. Mais sous l'influence de la lune rousse, cette passionnée d'astrologie se révèle d'une violence inouïe. Elle ne dit rien, mais elle explose !

Zaïroise originaire du Kassaï, Miss Shungu a effectué sa scolarité en Belgique et au Luxembourg.

Secondaires classiques. Licence de journalisme. Entre deux cours, elle défile comme mannequin devant le gratin de la mode du Nord. Faut-il voir dans ce long transit, l'origine de cette faculté rare chez les latins : celle de s'étonner et de le dire, quitte à passer pour trop juvénile ou un peu naïve. Ainsi elle regrette qu'un livre soit aussi mauvais, alors que son auteur a l'air si gentil.

Fana de bouquins, elle est critique vis à vis de la littérature africaine, qu'elle côtoie de près, et trouve

qu'elle ne produit que trop fréquemment des œuvres de seconde zone. Aussi espère-t-elle prendre un jour la plume et s'atteler à la rédaction d'un ouvrage gigantesque et de bonne qualité, comme Maryse Condé, écrivain guadeloupéenne, une des rares personnalités qu'elle admire le plus.

Le journalisme n'étant pas toujours source de plaisir, Ekanga n'hésite pas à se lancer dans une danse effrénée pour sublimer colère et angoisse. Ou tout simplement y trouver l'inspiration. Sur un air de funky, de soul, de Millie Jackson ou de cette musique zaïroise qui fait transpirer de bonheur.

Adeptes convaincue du panafricanisme, Ekanga Shungu a choisi de consacrer ses aptitudes et son énergie à la renaissance du continent africain.

Noble tâche en perspective.

M.J.Serbin.

Madame

RAHOERSON

MALGACHE

MAIS GAULLISTE

AUSSI

M

ADAME RAHOERSON,
PRESIDENTE DE
L'ASSOCIATION CULTU—
RELLE FRANCE—
MADAGASCAR, MENE
AVEC ENERGIE LE PETIT
MONDE DE LA DIASPORA
MALGACHE A PARIS.

Comment devient-on et reste-t-on pendant 13 ans, Présidente de l'Association Culturelle France-Madagascar ?

Madame Rahoerson vous répondra, « *c'est facile (à dire)* »

*Il faut d'abord être une très forte personnalité :

petite, rablée, l'œil perçant, son autorité est imposante, et une fois que l'on a adhéré à son association, il ne faut pas lui faire faux bond.

*Il faut aussi être dynamique :

de l'énergie, elle en a à revendre : a celui qui ose lui demander si elle a dépassé les 50 ans, elle répond en éclatant de rire : « *Vous me flattez, cher ami* ». Et s'active encore plus. Dans ce milieu très fermé qu'est la diaspora malgache à Paris, elle fait pratiquement la loi et gère les relations des uns et des autres. Si certains arrivent à lui échapper, elle les enveloppe d'un regard condescendant et les raye de son existence, si ce n'est de toute existence.

*Il faut aussi savoir ce que l'on veut :

issue de cette grande bourgeoisie des hauts plateaux Merina de Madagascar, très puritaine et hostile à tout ce qui est étranger, elle épouse un français, à une époque où faire cet acte pour une femme était choisir de se mettre au ban de la société.

Mais elle s'affirme malgache et s'impose. Elle s'active au sein de la Croix Rouge, fonde une section malgache en province, dans une ville de la côte sud-ouest, Tulear. Dans les années 60, elle suit son mari en France, se retrouve dans un manoir dans le centre, avec toute l'aisance matérielle que cela comporte, s'ennuie et monte à Paris et là se réalise.

Elle est intérimaire pendant onze ans ? Qu'à cela ne tienne, c'est un support matériel qui lui permet de monter une chorale, de chanter, d'organiser des expositions, d'aider des talents...

C'est aussi le moyen qu'elle a trouvé de travailler pour son pays et d'y être encore un peu.

Et son choix politique est cohérent : elle est gaulliste. « *Parce que De Gaulle est le personnage historique de la France contemporaine, et en nous donnant l'indépendance à nous pays colonisés, il nous a permis d'accéder à la dignité* ».

Les héritiers de De Gaulle ? « *S'ils sont fidèles à l'héritage, et s'ils en ont la grandeur, pourquoi pas ?* ».

Elle ne cache pas sa préférence pour Chirac.

Les socialistes ? Elle refuse de répondre.

Le Pen ? « *Il y a toujours eu des modes en France et celle-ci est imposée par les médias, je crois quand même que les français sont plus intelligents que ça* ».

Le racisme ? « *Oui, j'ai eu à le vivre, mais c'était toujours le fait de petits français et de Dupont Lajoie, ils ne me concernent pas* ». Mais encore : « *Je leur réponds par du mépris, il ne faut pas faire le jeu des c...* ».

Et finalement pourquoi cette association culturelle ?

Issue d'une famille d'artistes, elle aime les arts, et aurait voulu être chanteuse lyrique. Pour elle son association est une politique de la main tendue ; coopérer pour vivre ensemble. Madame Rahoerson se sent des deux pays, mais pense qu'elle rentrera au pays un jour, pour y être enterrée dans le caveau familial.

FELICITE
DOS SANTOS
« ECRIRE, PEINDRE
ET DESSINER... »

T

RES BRUNE, YEUX NOIRS, FELICITE DOS SANTOS EST COMME ON DIT « *TYPEE* ». MAIS ELLE A L'AIR D'ÊTRE VENUE D'AMERIQUE DU SUD PLUTÔT QUE DU PORTUGAL.

Elle a une drôle de façon de raconter « *son histoire* », semblant ne pas vouloir s'attarder sur le passé, parlant plus de son « *présent* » et surtout, revenant à un coin de phrase, son fils Thomas qu'elle ne se lasse pas d'évoquer avec une infinie tendresse. « *Il a six ans, dit-elle, et c'est sans doute la plus belle chose que j'ai faite dans ma vie* ». « *Je suis venue en France en février 1965 (il y a presque 20 ans), j'avais*

alors 10 ans, et j'avais l'air d'un petit garçon. Ce qui d'ailleurs au départ m'a donné de l'assurance ; j'en imposais un peu et dans la cour de l'école, on n'osait pas s'attaquer à moi. Ma sœur, elle, était plus jeune et il fallait pas y toucher, sinon... » (grand éclat de rire).

« J'étais plutôt du genre grande gueule » dit-elle en jouant avec sa frange. « Mais à l'époque, j'adorais lire ; avec un bouquin, j'oubliais tout, la terre pouvait s'effondrer... d'ailleurs je me souviens une fois d'avoir lu tous les livres de la bibliothèque paroissiale : j'ai été obligée de m'inscrire ailleurs... ». « Mais, je me réfugiais surtout dans l'écriture ou le dessin. Quand quelque chose n'allait pas, je l'écrivais ; j'ai eu je ne sais combien de journaux intimes. Ecrire me donnait un réel plaisir, j'adorais jouer avec les mots. D'ailleurs, j'étais très bonne en français, ce qui ne m'a pas empêché d'atterrir en CET (nouvel éclat de rire). Je n'aimais pas beaucoup l'école, mais alors là, j'ai détesté... ».

A 18 ans la voilà aide-comptable, ayant un mal fou à supporter l'ambiance étriquée des bureaux. Elle partira plus d'une fois en claquant la porte. Elle continue à écrire et à dessiner : des textes longs, des textes courts (de ceux qu'on écrit sur le coin d'une table), de la poésie, de la création et du « défouloir ». A l'époque, elle commence à travailler avec le pastel et l'aquarelle. Alors qu'au départ l'écriture et le dessin servaient essentiellement de moyen d'expression, cette expression devient plus artistique : l'écriture, la peinture et le dessin deviennent des finalités en soi. A la même période, Félicité Dos Santos décide de reprendre ses

études ; n'ayant pas son BAC, elle passe avec succès un examen d'entrée à l'université de Paris III Sorbonne Nouvelle. Elle commence alors des études de lettre françaises et portugaises (elle prépare actuellement une maîtrise). Par ailleurs, elle travaille à mi-temps.

« Libraire, parce qu'il faut bien bouffer » dit-elle. Il faut dire qu'elle élève seule son enfant, « ce qui m'oblige à penser davantage au lendemain » fait-elle remarquer.

Son art devient de plus en plus précis et varié : pour l'écriture cela va de la poésie à la nouvelle, avec en ce moment une prédilection pour les contes d'enfants. Son dessin prend toutes les tailles, toutes les formes. Elle dit préférer travailler avec le pastel, mais utilise également l'aquarelle et l'encre de chine.

Dans ses dessins et peintures, ce qui frappe est une volonté évidente de jouer dans l'estompé, un refus de marquer les contours. Ses pastels sont remarquables, si les couleurs sont tendres, l'ensemble frappe, c'est comme un cri et on ne peut s'en détacher.

Plusieurs de ses textes ont déjà été publiés. Elle expose souvent dans les endroits les plus variés.

Lorsqu'on lui demande quels sont ses projets, elle réfléchit, puis répond : « écrire, peindre, dessiner chaque fois davantage. Bref, produire mais avec chaque fois plus de travail et de qualité : aller de plus en plus loin. Mais, dit-elle en souriant, je voudrais bien trouver un boulot mieux payé, comme ça je pourrais gâter Thomas davantage, j'aurais moins de préoccupations et pourrais donc avoir la tête plus libre pour me consacrer à ce que j'aime ». Puis, après une pause : « cette année, j'aimerais publier un recueil de

nouvelles (en français) et un livre de contes pour enfants, illustré (pastels) qui pourrait être bilingue (français-portugais) ».

Alors que je lui demande si elle a déjà pris des contacts à cet effet, elle répond en riant : « je ne suis pas très habile pour ces choses là. J'ai un mal fou à parler de ce que je fais.

Je sais bien qu'il ne faut pas que j'attende qu'on vienne me chercher chez moi, mais enfin, je ne sais pas... J'aurais l'impression de vouloir vendre mes trucs... ».

Alors ? Avis aux amateurs et aux maisons d'édition !

Anne Beaumont.

L'enfant aux ailes de poussière.



Il se lève la nuit
pour dessiner
des trous dans la lumière
des ailes de poussière
et puis
voler

C'est l'enfant de lune
le prince des brumes
affamé de brouillard
l'enfant bizarre

Il sourit au monde
pour effacer
les traces de rides
la douleur et le vide
et puis voler

C'est l'enfant de rien
la fleur du destin
que le ciel m'a donnée
l'enfant doré

Il bouge les doigts
pour jouer
la chanson du vent
sur le clavier du monde
et puis danser

C'est l'enfant poète
aux ailes de poussière
ma petite lumière
mon petit bien aimé

Félicité
L'enfant aux ailes de poussière

Félicité, le 02.01.85

JASNA ROMON :

IL Y A DES

PROBLEMES,

mais il y a des

solutions aussi

FEMME, JEUNE ET D'ORIGINE ETRANGERE, TROIS RAISONS POUR LESQUELLES LA NOMINATION DE Mme JASNA ROMON AU POSTE DE CONSEILLERE TECHNIQUE CHARGEE DE L'IMMIGRATION, EST UNE BONNE SURPRISE.

Pourtant rien ne destinait au départ, cette yougoslave d'origine à occuper des fonctions « *politiques* » en France.

Née à Belgrade, elle passe une enfance paisible au sein d'une famille nombreuse et chaleureuse.

Tout se précipite en 1960. Nantie d'un bac lettres, elle décide de par-

tir pour l'Angleterre, parfaire son anglais. Elle se retrouve à Londres, tour à tour serveuse de restos, et baby-sitter. Elle y reste deux ans et quitte Londres pour Paris. Ne parlant pas la langue, elle s'inscrit à l'Alliance Française.

C'est cette brutale prise de contact avec la France qui l'alerte sur les problèmes que vivent les étrangers, en particulier les yougoslaves. Mais elle ne s'y attarde pas, pensant à la fin de ses études, retourner en Yougoslavie. Ce n'était assurément pas là son destin. Elle se marie avec un français et décide de rester définitivement en France. Elle cherche et trouve difficilement du travail, à Lille — alors qu'elle vit à Paris — dans un service d'études de marché. Il y avait « *peu de femmes cadres à cette époque* » se rappelle-t-elle.

Mutée à Paris elle commence à militer dans les milieux immigrés. D'abord dans les associations de parents d'élèves. En 1975 elle est licenciée pour cause économique et est embauchée par une association de solidarité français-immigrés : « *j'appréciais le travail d'alphabétisation qu'on y accomplissait auprès des femmes immigrées* ». Elle y restera cinq ans : « *une expérience qui m'a beaucoup appris sur les réalités que vivent les immigrés* ». Alors qu'elle travaillait à une étude, elle se voit proposer le poste de conseillère technique auprès du Secrétaire d'Etat chargé des immigrés : Mme Georgina Dufoix. Passionnée, mais rigoureuse, elle travaille tous les jours de 9H à 21H t souvent les week-ends. A la question « *et la famille dans tout ça ?* », elle répond qu'un itinéraire brillant ne fait pas oublier

Pascal-Sacha 16 ans, Vesna-Hélène 14 ans, et Tatiana-Paule 10 ans. Mais comment fait elle ? Modeste, elle avoue « *on s'organise. Les enfants sont formidablement autonomes. Ils s'occupent de tout. Souvent quand je rentre tard le soir, je trouve le dîner prêt. Bien sûr, il leur arrive de râler. Mais ils savent que je m'épanouis dans le travail. C'est dû sans doute, à mon origine. En Yougoslavie, toutes les femmes travaillent. Il n'existe pas ce que l'on appelle ici les femmes au foyer.* » N'allez pas croire, pour autant, qu'elle sacrifie sa vie de famille, « *mon travail me laissant peu de temps, lorsque je suis avec mes enfants, je le leur consacre entièrement* ».

Quand je lui demande si elle songe à rentrer au pays, elle rétorque « *non ! Mon présent et mon avenir sont ici. D'ailleurs quand je me suis marié en 1966, il était évident pour moi que j'allais vivre en France. C'est dans ce sens que j'ai élevé mes enfants. Ils sont français* ». Et elle ajoute en souriant : « *mais je leur ai donnés des prénoms français et serbo-croates ; peut être qu'un jour ils voudront choisir...* » Et elle ? « *Je suis française au même titre qu'un français sur quatre, même si je suis née à Belgrade* ».

Elle y croit au « *melting-pot* » Mme Jasna Roman, malgré les dossiers épineux (logement, formation, éducation, santé et vie associative) dont elle a la charge. L'essentiel pour elle étant de ne pas nier les problèmes de cohabitation mais bien au contraire de trouver des solutions.

Fatima Belhadi.

ELLE S'APPELLE

KHEIRA

TOUT LE MONDE

L'APPELLE

MARIE.

ELLE S'APPELLE
KHEIRA, TOUT LE MON-
DE L'APPELLE MARIE.
TRENTE TROIS ANS,
DEUX ENFANTS, ELLE
EST EN FORMATION
D.E.F.A A MARSEILLE.
SON PROJET : CREER ET
ANIMER UNE
ASSOCIATION DE FEM-
MES DANS LE QUARTIER
DE BELSUNCE. DEUX
PRENOMS POUR DEUX
NAISSANCES, IL Y A DES
HASARDS QUI N'EN SONT
PEUT ÊTRE PAS.

1951. Kheira naît « *par hasard* » à Oran au cours d'un voyage entrepris par ses parents installés en France depuis un demi-siècle. Commerçant marocain, son père lui offre une situation matérielle plus que confortable. Algérienne, sa mère qui est au FLN, la nourrit d'idées de liberté. Ignorant misère et solitude, elle saura très vite ce que veulent dire réussite scolaire, formation professionnelle, libération des femmes.

L'idéal... presque.

« Jusqu'à vingt ans, je respectais certains principes islamiques à la maison, mais je ne savais pas pourquoi, dit elle, si ce n'est par respect pour mes parents. Alors, j'ai décidé à vingt ans d'aller voir l'Algérie pour me ressourcer, pour connaître enfin ce pays, pays du rêve. Il me fallait vérifier ce rêve sur place ».

Sans l'accord de ses parents, Kheira/Marie part pour Alger avec le projet de s'y installer et d'y travailler puisque c'est de là qu'elle vient. Elle le fait et ça dure deux ans. *« Là bas, je suis restée sur le cul, surtout pour tout ce qui concerne la vie des femmes ».*

Premier hasard, première solidarité : une histoire de valises volées lui fait rencontrer la personne par laquelle elle aura un poste de secrétaire à la société nationale d'électricité. Et c'est parce qu'elle en veut qu'elle est détachée de son travail pour mettre en place une maison d'accueil pour les enfants du personnel. Mais l'expérience du travail lui ouvre les yeux.

Elle s'enracine pourtant dans son pays jusqu'au jour où une histoire personnelle la fait revenir clandestinement en France pour y prendre la nationalité française



Pierre C'hol

après avoir mis au monde une petite fille. Dès son retour en France, celle que la vie avait épargné prend conscience qu'elle est une femme immigrée. Déclat. Deuxième naissance, celle qui a besoin du lait de la langue, de la tradition, des racines pour se fortifier.

« Ce fut une rupture psychologique avec tout ce qui est la France. Je refusais tout ce que j'avais vécu avant, je ne voulais plus rien lire, je voulais parler arabe et me promener en djellaba ». Et les ennuis commencent. Elle est devenue, elle s'est faite étrangère chez elle. Fille mère, elle est confrontée tout à coup à la société : les démarches auprès de la DDASS pour sa fille, le chômage, les problèmes de logement dans ce quartier « arabe » de Marseille en pleine rénovation. C'est là aussi que Kheira/Marie subit sa « première atteinte raciste » comme elle dit.

« Vous autres les arabes, vous faites des gosses et vous ne vous en occupez

pas... » ; c'est ainsi qu'un jour, la directrice de l'école accueille Kheira qui vient chercher sa fille avec cinq minutes de retard. Naïma, quatre ans, est renvoyée. De visites à l'inspection académique en convocations au commissariat, de jugement en appel Kheira est condamnée à 15 jours de prison avec sursis pour coups portés à la directrice. « *C'est à ce moment là que je me suis sentie immigrée, que j'ai senti que je n'étais pas chez moi* » dit Kheira qui décide de « *s'enfoncer dans ses racines* » en mettant son énergie au service des femmes qui habitent le quartier Belsunce. Tout doucement les activités se mettent

en place : tous les vendredis, une initiation au code de la route est assurée grâce à un moniteur bénévole d'auto école, la bibliothèque d'une école du quartier est ouverte aux femmes de l'association, une collaboration avec la SOMICA, organisme chargé de la rénovation, s'amorce...

A l'horizon, il y a le projet d'un salon de thé, géré par les femmes de l'association, pour se rencontrer et « *souffler* », le projet d'une halte-garderie, et une préoccupation lancinante : les problèmes scolaires des enfants.

F . R

BEATRICE N'JO LEA

DUR DE SE FAIRE

UN PRENOM

DUR DE SE FAIRE UN PRENOM QUAND ON EST L'EPOUSE D'EUGENE NJO LEA, LE CELEBRE FOOTBALLEUR CAME-ROUNAIS DES ANNEES SOIXANTE QUI, APRES AVOIR FAIT LES BEAUX JOURS DE L'AS SAINT-ETIENNE, SE RECONVERTIT DANS LA CARRIERE DIPLOMATIQUE.

Pourtant, Béatrice, sans atteindre la gloire de son buteur de mari, jouit d'une notoriété certaine : elle est chargée des relations extérieures pour l'Afrique du groupe Accor, un consortium de chaînes hôtelières

(Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis). Dans son bureau moderne du « Sofitel-Sèvres », au sud-ouest de Paris, on remarque tout de suite son élégance sobre. Costume deux pièces couleur or, cheveux tirés, quelques mèches scintillant à la lumière du jour. Maquillage discret, Béatrice Njo Léa allie sans problème rigueur et décontraction. L'Afrique chante autour d'elle : des affiches montrent des paysages du Cameroun, du Gabon et de la Côte d'Ivoire ; sur une petite table, deux statuettes se font face. La voix est plutôt douce, mais telle ou telle inflexion traduit une volonté de fer. Il faut dire que la jeune femme n'est pas arrivée sans bagage au « Sofitel-Sèvres ». A la Sorbonne, à Paris, elle a obtenu une licence, puis une maîtrise d'anglais avant de soutenir un doctorat ès lettres : « *Attirée par les carrières touristiques, j'ai alors effectué un stage de trois mois au « Sofitel ».* J'ai posé ensuite ma candidature au niveau du groupe. J'ai été acceptée ». Rigueur, vivacité d'esprit, charme, il est vrai que tout cela constitue un excellent passeport. Pour « *vendre son produit* » Béatrice est en contact permanent avec la plupart des ambassades africaines à Paris et les principaux organismes internationaux implantés en Afrique. Des clients potentiels en quelque sorte ! Elle

négoce l'hébergement d'éminentes personnalités ; ministres, ambassadeurs, membres de suites présidentielles. « *Je m'attache, raconte-t-elle à faciliter au maximum le séjour de tous mes hôtes. Quand les gens viennent dans nos hôtels en France ou en Afrique, il faut qu'ils soient attendus, accueillis, surtout sécurisés* ». Une mission quasiment diplomatique Nord-Sud, Sud-Nord.

Béatrice est fière d'avoir réussi dans un domaine qui n'est ni la mode ni le show-business. Pour elle, il n'existe pas de recette miracle.

« *L'important c'est ce savoir ce qu'on vaut et ce que l'on veut. Seule l'efficacité compte, c'est tout* »

rajoute-t-elle en me montrant divers prospectus vantant les Novotel, Sofitel implantés sur le continent africain.

Un petit chocolat en passant, puis deux... merci. Béatrice me parle alors de son unique fils, William, footballeur professionnel à Brest. De ses goûts musicaux qui vont de Manu Dibango à Michael Jackson en faisant un détour par Frédéric Chopin. En littérature également Béatrice est éclectique ! Ses faveurs vont aussi bien au dernier magazine de mode qu'à Sartre, Bergson ou Confucius... C'est sans doute cela, la sagesse !

Fancette Brun.

THUY TIÊN

RACONTES MOI

LE VIETNAM.

THUY TIÊN EST VIET-
NAMIENNE. PETITE ET
DETERMINEE. RESER-
VEE. ELLE EST A LA
FOIS REALISATRICE ET
DIRECTRICE DE
PRODUCTION DANS UNE
ASSOCIATION : « *OR-
CHIDEES* », UNE AGENCE
D'IMAGES DU TIERS-
MONDE A PARIS.

Pour retrouver le Vietnam, elle a commencé par explorer le patrimoine familial, sa mère et ses sept frères et sœurs en exil, puis la famille élargie à Saïgon, son père, des tantes, des oncles, des cousines. C'est ainsi qu'elle a commencé à accomplir le vœu et la prédiction de la mère.

La mère enceinte, seule avec six enfants arrive en France dans les années 50. Elle est lettrée en vietnamien, illétrée en français. Au Vietnam, c'est la guerre. La mère, en France, exerce divers métiers (la couture), elle brode de superbes robes pour les femmes riches de la communauté vietnamienne, elle apprend la cithare, compose des poèmes qu'elle publie et qu'elle récite à des fêtes. Elle élève ses enfants pour qu'ils soient utiles au Vietnam, lorsqu'ils y retourneront. Les enfants, les garçons sont ingénieurs, médecins, installés en France... Certains ont épousé des françaises. Pour Thuy Tiên, sa mère désirait qu'elle fasse des études de sciences économiques. La fille a préféré le journalisme, puis le cinéma. Utiliser les images, les médias, la communication, pour

faire connaître, comme elle dit, « *le vrai Vietnam* », la réalité vue par une jeune femme vietnamienne née au Vietnam, élevée en France, à l'école française avec dans la mémoire, le Vietnam maternel. C'est pour cela qu'elle écrit des scénarios, qu'elle réalise des films par exemple : « *Raconte moi le Vietnam* » qui est passé à la télévision en 1982. Son travail est à la fois créatif et militant, elle tient à ce double objectif, comme elle tient à sa double culture. Son fils s'appelle Valentin et Binh.

Elle prépare un film qui sera une production Franco-Vietnamienne, une fiction.

La mère se serait reconnue dans sa fille, sa sensibilité, ses choix professionnels et culturels, sa détermination inébranlable, sa ténacité.

Leïla Sebbar

N'guyen Thi Lai:

N'guyen Thi Lai anime bénévolement un atelier d'enfants à Metz, où elle est institutrice. Elle a dépassé la quarantaine.

« J'ai été institutrice par nécessité. J'aurais préféré être décoratrice, mais mes parents n'ont pas voulu. Il y a donc 15 ans environ, je me suis inscrite au rectorat pour des remplacements. Puis je me suis fait titulariser. Maintenant je ne peux pas m'imaginer dans un autre travail. Sans doute, je suis faite pour être enseignante. Comme quoi le hasard et la nécessité font parfois bon ménage ».

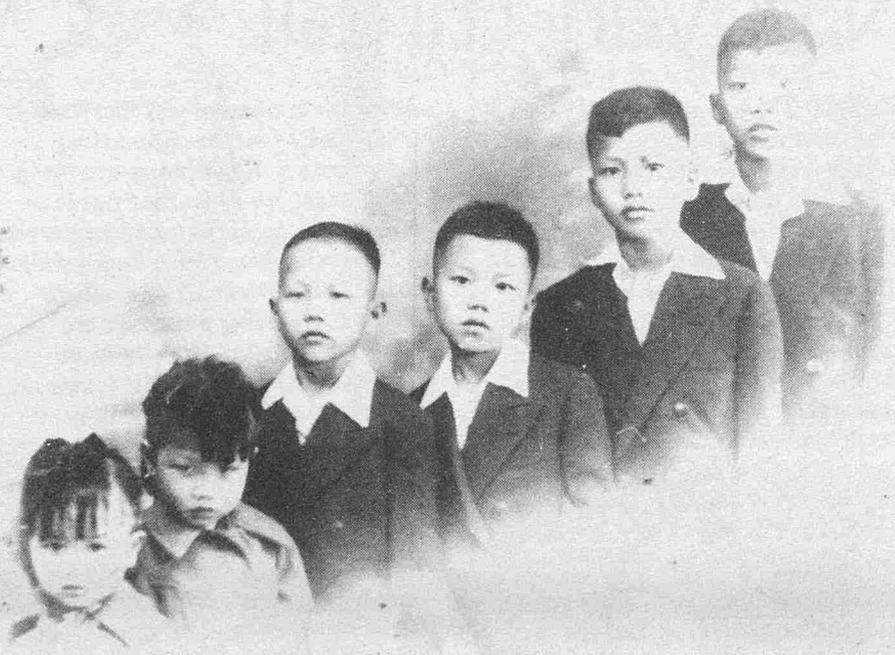
A propos de nécessité, elle évoque évidemment son émigration.

« C'est simple. Mes parents sont

arrivés au moment de Dien Bien Phu. Ils étaient fonctionnaires « français ». Ils ont toujours cru à la France ; alors ils sont venus avec leurs enfants. Ils ont été scandalisés à Marseille de voir des immeubles sales... et à Paris... Pour eux, la France, c'était le paradis avec pommes et raisins à volonté, en toutes saisons... On avait toutes ces images en tête, de même que le gaulois aux yeux bleus... Cela dit, c'est beau la France surtout sous la neige... J'adore même maintenant ». Sur son expérience professionnelle, Lai n'hésite pas une seconde : *« je suis très contente d'être à l'éducation nationale. A un moment je voulais rester à Paris ; j'ai cher-*



DR



DR

ché un poste dans une école privée ; je faisais ma deuxième année de licence de lettres. J'ai entendu des parents s'étonner auprès du directeur de voir une étrangère enseigner le français. J'étais vexée.

Aujourd'hui, je ne le serais plus, puisque je ne me sens pas française. ».

On en est venu bien sûr à parler du racisme.

« Le racisme, j'ai failli l'oublier. Car j'ai cru à un moment être française. À force, je me répétais : pourquoi en serais-je victime puisque tout le monde me prenait pour une française. J'étais si bien intégrée, un vrai poisson dans l'eau. Et puis un jour que je faisais visiter Paris à ma fille, une dame dans le métro nous a bien regardées et a dit : maintenant, c'est la France qui est colonisée. Ça m'a mise en colère, je ne sais pas exactement pourquoi. Enfin j'étais très montée. Elle m'a dit : vous ne serez jamais comme nous. J'ai pris la balle au bond et j'ai répondu : heureusement, vous vous êtes vus seulement. Et je suis sortie avec ma fille. La scène est encore très présente, tu sais. Et depuis ce jour-là, je ne me suis plus jamais sentie française. Je réapprends le vietnamien, je m'intéresse de plus en plus aux coutumes vietnamiennes. Je redeviens vietnamienne, ce qui n'est pas si mal que ça ».

Et tout va se résumer à cela, car elle répond : « le racisme ? Je suis pour. C'est grâce au racisme que je me suis retrouvée à ma place, une place inconfortable certes, mais une vraie place. Je ne me leurre plus maintenant ».

Lai vibre à ses propos. Elle ne peut s'arrêter, comme un être blessé, qui a en même temps vu le jour.

« Je ne suis contre la violence, pour

ceux qui ne comprennent que ça. Violence physique, violence économique... Tiens, si tous les « non français » qui vivent en France s'arrêtaient de travailler, rien qu'un jour, tu verrais le déficit économique ».

Retour aux élèves à qui elle enseigne le français et comment elle essaie de leur expliquer ce qu'elle a compris, subi...

Mais je ne leur dis pas non plus qu'ils sont tous égaux, parce qu'ils n'ont pas du tout les mêmes chances ».

De tels propos évidemment laissent rêveur. Pour calmer le jeu, je pose quelques questions qui l'engagent moins, mais Lai reste ferme.

« Ce qui se passe au Vietnam me préoccupe. Le Vietnam croit qu'il a gagné la guerre, alors que si victoire il y a, elle est celle du monde entier qui a soutenu le Vietnam ; elle est aussi celle d'une partie du peuple américain notamment. Et à dire vrai, je ne crois pas que la guerre du Vietnam soit aussi finie qu'on le dit... Quant à un retour au pays, je dis non, sauf peut être en touriste... J'ai trop vécu en France pour ne pas croire que ce pays est le

J'ai trop vécu en France pour ne pas croire que ce pays est le mien, même si je ne me sens plus française, mais le territoire vietnamien en lui-même ne m'obsède plus comme certaines personnes que je connais qui veulent revoir Saïgon ou rien du tout. Moi, un coin de l'Asie du sud-est me suffirait... ne serais-ce que pour retrouver les paysages gravés dans ma mémoire... Je dirais même plus : j'aurais peu de retrouver le Vietnam » □

Propos recueillis par Tanh.



Madame HACHICHI

"UNE FOLLE" DE LA
PLACE VENDOME

M

C'EST AVEC BEAUCOUP
D'ACHARNEMENT QUE
MADAME HACHICHI SE
BAT POUR LA MEMOIRE
DE SON FILS WAHID,
POUR QUE CESSENT LES
MEURTRES RACISTES.

« Je suis restée sous le choc pendant 7 mois, complètement abattue, dans un état second. Mon fils Wahid, je ne pouvais l'admettre, mort, assassiné. C'est mon autre fils qui m'a amenée à lutter. Pour la mémoire de Wahid et pour que cessent les meurtres de jeunes comme lui ».

« Nous avons créé l'association Wahid en 82. Pour que justice soit rendue et que la vérité apparaisse dans cette affaire. C'est dans ce sens que l'association a mené une contre-enquête qui a abouti aujourd'hui et a permis de prouver qu'il y a bien eu homicide volontaire et non pas légitime défense. Grâce à une reconstitution minutieuse dont les conclusions sont prises en compte dans le dossier. Le meurtrier, lui, est toujours en liberté. Comme souvent dans les affaires semblables. Un livre va sortir sur l'affaire de Wahid. Le jugement est prévu pour

1985, peut être en automne. Un rassemblement national aura lieu à cette date ».

Malgré sa douleur, Mme Hachichi trouve la force de parler encore, inlassablement pour que les autres, tous les autres, sachent. Elle est algérienne, a la quarantaine et travaille comme infirmière. Wahid voulait devenir médecin.

Elle s'exprime bien. Elle me dit qu'elle fait partie elle aussi de la « seconde génération » : ses parents étaient déjà là, à sa naissance. Elle a un passé militant, le FLN puis l'Amicale des Femmes Algériennes en France. Les jeunes filles maghrébines qui militent, qui luttent, ça ne la surprend pas : elle l'a vécu aussi.

Pourtant ses facilités d'expression ne sont pas le lot de toutes les mères et c'est là l'une des difficultés



Brahim Chanchabi

de l'association. C'est aussi pour cela que ce sont bien souvent les frères et sœurs de la victime qui prennent le relais. L'association des mères victimes, des crimes racistes et sécuritaires est ainsi devenue l'association des familles victimes des crimes racistes et sécuritaires. Créée en 83, elle regroupe 2 familles sur Marseille, 2 autres sur Lyon et 3 sur Paris. L'association compte 8 dossiers en instance. Elle effectue un suivi judiciaire pour chaque affaire. Elle a recensé en France, une cinquantaine de victimes de crimes racistes.

Les actions ? D'abord essayer d'alerter l'opinion publique. Pour cela 2 rassemblements ont eu lieu Place Vendôme, devant le Palais de Justice. Le 1er, le 21 mars 84 lors de la journée contre le racisme. Le second, le 27 octobre 84. A cette occasion, ils furent reçus par le directeur du Cabinet du Ministre de la Justice. Mais la déception fut vive dans les 2 cas. Dans le second cas, il leur a été répondu que la justice n'avait rien à se reprocher et que ce n'était pas au Ministre de la Justice de trancher. Les membres de l'association espéraient au moins que la dérogation à se porter partie civile serait accordée à leur association, étant donnée l'impossibilité qu'elle a de justifier de 5 ans d'existence, le droit de se constituer datant de 1981 pour les associations étrangères. Mais cette revendication a échoué. C'est pourquoi un autre rassemblement, mais cette fois devant le Ministère de l'Intérieur aura certainement lieu le 21 mars prochain. Et ce pour interpellier Mr Joxe et l'opinion

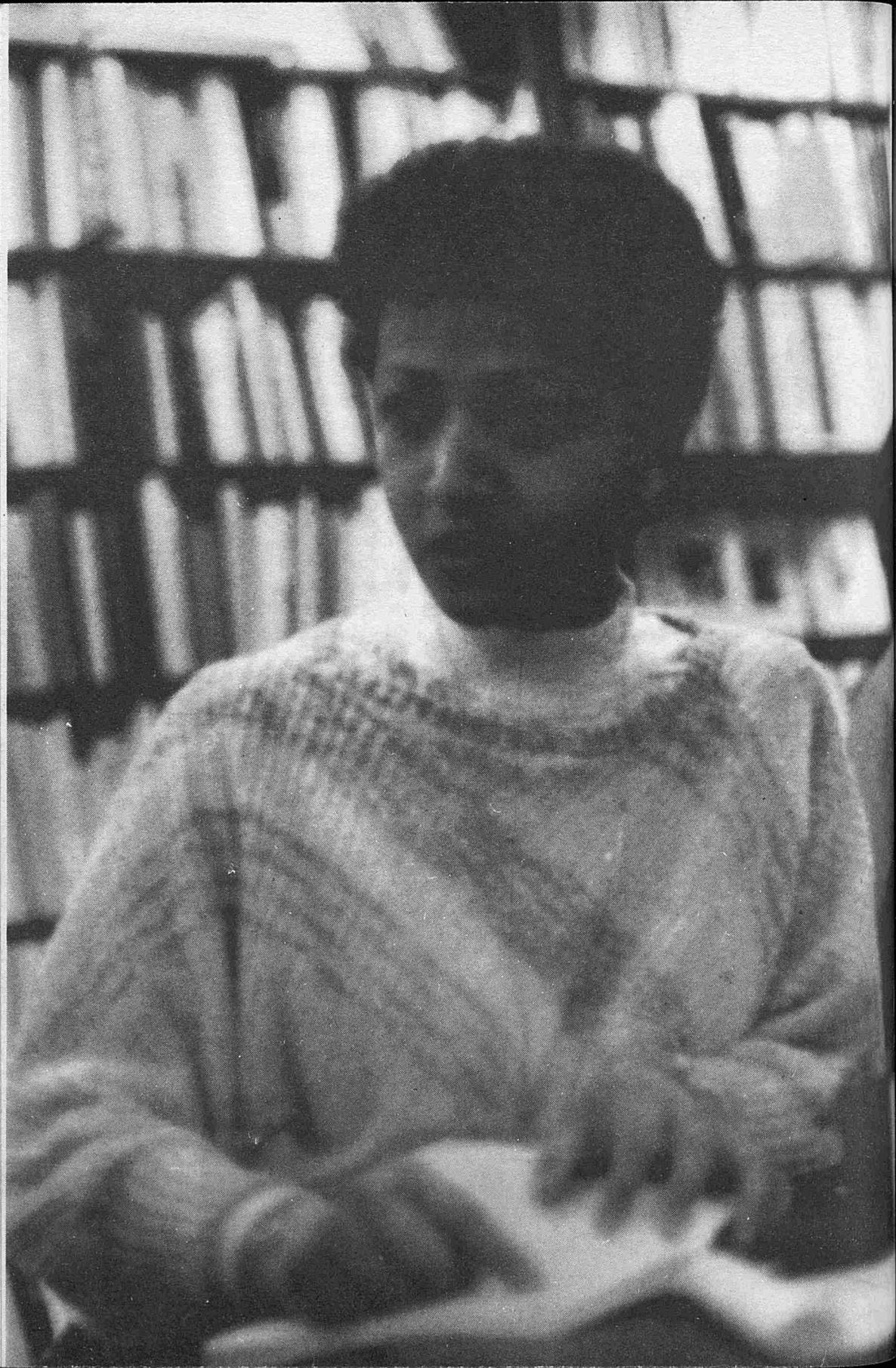
publique et faire aboutir certaines promesses, telles que la limitation des ventes d'armes.

Néanmoins, l'association se sent isolée et déçue par une relative indifférence à l'égard de ses préoccupations. Pourtant depuis sa mobilisation le nombre de crimes racistes est moins important : sur un an, entre 83 et 84, ils en ont dénombrés 8. De plus les médias (certains) et l'opinion publique ont été sensibilisés à ce problème. Mais peu s'engagent réellement.

Faut-il attendre d'être touché soi-même pour lutter contre les crimes racistes ?

Malgré toutes ces déceptions, beaucoup d'acharnement et quelques lueurs de changement et de compréhension. Tel cet exemple que me cite Mme Hachichi : récemment sur FR3 Rhône-Alpes, dans le journal régional ; à propos de statistiques alarmantes sur l'insécurité à Saint-Etienne, ce sont les images d'une commerçante, devant sa vitrine brisée et déclarant « *ce sont les maghrébins qui ont fait ça* », qui ont été choisies et diffusées. Mme Hachichi, outrée, appelle la directrice de l'information pour lui signaler que c'est à cause d'une présentation des faits aussi partielle que l'on retrouve de jeunes maghrébins une balle dans la peau. On lui répond qu'on est désolé... Le soir, lors du journal national, à nouveau l'on évoque Saint Etienne et Mme Hachichi avec stupeur revoit les premières images du reportage régional... mais cette fois sans les déclarations anti-maghrébines...

Méli. K



MICHELE
RAKOTOSON
SI ON PARLAIT
DES AUTRES
FEMMES

C

EST AVEC BEAUCOUP
DE TENDRESSE QUE
MICHELE RAKOTOSON
RACONTE SON
MADAGASCAR, SON
ESPOIR D'Y REVENIR ET
SON DESIR DE
TEMOIGNER SUR LA
SOCIETE PAYSANNE DE
SON PAYS.

Tailleur chanel et talons hauts, une jeune femme attend son chauffeur... en pleine brousse malgache. A quelques kilomètres de là, des enfants meurent sous l'œil blasé des journalistes. Alors qu'au fil des pages une autre femme lutte contre la solitude.

C'est avec beaucoup de tendresse que Michèle Rakotoson nous parle de Madagascar, son pays natal. Dans un style éclaté, enflammé, dense jusqu'à l'exubérance, ces trois nouvelles rassemblées sous le titre « *Dadabé* » ont pour arrière plan la solitude et la misère.

C'est aussi une promenade au pays des femmes. Celles qui sont élevées pour être « *épouse et mère des enfants* ».

Celles qui doivent souffrir en accouchant, parce que c'est leur destin.

Celles là, dont le rire ne transparait pas « *au dehors* ».

Michèle Rakotoson a fait toutes ses études à Tananarive, où elle exerce la profession d'enseignante et commence par écrire des pièces de théâtre. Elles sont mal reçues par le public qui lui reproche sa vision trop féministe, de la place de la femme dans la société malgache.

En 1983, Michèle quitte Tananarive

pour Paris. Elle s'inscrit à la fac de Jussieu pour préparer un DEA de sociologie.

Ses premiers contacts avec les féministes françaises la déçoivent : « *elles sont ethnocentristes. Le peu que je sais d'elles me donne envie de demander : et si on parlait des autres femmes. Celles du tiers-monde...* ».

Et c'est effectivement avec les femmes immigrées que Michèle se sent le plus d'affinités. « *Toutes mes amies sont africaines, antillaises ou maghrébines* ».

L'écriture : « *j'ai toujours eu le désir d'écrire, de raconter les choses qui m'ont marquées, bouleversées.*

Et si « Dadabé » est autobiographique, c'est aussi le récit d'une femme dans une société qui la réduit au silence ».

« *J'écris en français et en malgache, pour moi c'est un enrichissement. J'ai deux cultures et plus ça va, mieux je les intègre* ».

L'exil : « *ce que je regrette le plus de Madagascar, c'est cette communauté de femmes des campagnes qui intègrent si bien la solidarité* ».

Les projets : « *je travaille à un roman sur la société paysanne malgache* ».

BADIA HADJ
NASSER,
ENTRE LA PSY
ET L'IMMIGRATION

M

AROCAINE, BADIA A TRAVERSE DIVERSES ETAPES D'ADAPTATION DANS LA SOCIETE FRANÇAISE. ELLE EST SEMBLE-T-IL LA PREMIERE FEMME D'ORIGINE MAGHREBINE A EXERCER LA PROFESSION DE PSYCHOTHERAPEUTE. ELLE PENSE AINSI POUVOIR JOUER UN RÔLE D'INTERMEDIAIRE DANS L'IMMIGRATION.

Le goût de la communication, Badia l'a acquise très tôt. Marocaine, née dans une petite ville cosmopolite, Tanger, après des études de langues, et quelques années de travail au pays, ne la satisfont plus. Cette brune calme et réservée décide d'aller voir ailleurs. Dès son arrivée en France, elle s'oriente vers un travail d'interprète dans le milieu migrant, son désir de communication s'affirme, elle décide d'étudier les différentes techniques de communication.

Après une formation de techniques du potentiel humain (pratique de l'institut Esalen Californie). Elle privilégie les thérapies en langue arabe (avec les maghrébins francophones et berbérophones) avec les patients de l'ère culturelle arabomusulmane, au sens large, et de tous ceux qui, comme elle, font l'expérience d'être immigré, ou issus de l'immigration.

Badia pense qu'il y a une spécificité de l'expérience de l'immigration qu'elle partage, et qui lui permet de mieux accompagner, d'aider la personne qui fait une demande de relation psychotérapeute. Il y a ainsi toute une diversité de codes et de symboles qui sont les siens, et pour lesquels il n'y a pas à faire d'effort de traduction...

Pendant une période de quinze années, elle a eu, elle-même à

passer et dépasser diverses étapes d'adaptation dans la société française. Elle pense qu'elle peut à présent, en partant de sa légitimité maghrébine et musulmane, se sentir à l'aise dans une société qui, au départ diffère de la sienne, et avoir constamment présent les signes de sa tradition.

Badia est également enseignante à l'université de Paris VIII (au département des langages fondamentaux, en expression, communication et animation). Elle participe par ailleurs à des animations de radios et de télévision, présentation de films, animations de débats concernant la psychothérapie traditionnelle au Maroc, et les questions qui se posent aux jeunes issus de l'immigration, sur le plan personnel, familial et professionnel. Elle aime autant exercer sa profession de psychothérapeute en relation individuelle, que l'animation de groupe. Consciente du rôle qu'elle joue comme intermédiaire dans l'immigration, rôle qui lui permet d'être l'interlocutrice privilégiée au regard de sa technicité et en tant qu'actrice sur le terrain. Badia est le meilleur agent pour répondre aux conflits psychologiques qui se posent dans le cadre de l'immigration maghrébine. □

Assia Haif.

GRAÇA
DOS SANTOS
LE THEATRE,
UN MOYEN DE
DIRE CE QU'ON A
DANS LE COEUR.

G

RAÇA, 27 ANS, PORTUGAISE EN FRANCE DEPUIS 20 ANS, EXPLIQUE COMMENT LE THEÂTRE LUI A PERMI DE DEPASSER SES PROBLEMES D'ENFANT D'IMMIGRES.



L'année 84 se termine et avec elle sonne l'heure des bilans pour Graça Dos Santos, jeune portugaise. Arrivée en France à l'âge de huit ans, elle se souvient, « *je venais d'un petit village où il n'y avait même pas l'électricité ; Paris m'a semblé très riche* ». Mais assez vite elle déchant. A l'école « *j'étais plus âgée que les autres, j'étais humiliée* », dans la rue « *j'avais honte quand ma mère me parlait en portugais* », alors elle compense tout cela par de bons résultats scolaires. Puis il y a eu le 5 avril 1974.

« *J'avais 16 ans et je n'ai plus eu honte d'être portugaise, parce que tout à coup, les français se sont aperçus que le Portugal était un pays et non pas une région d'Espagne. On en parlait dans les journaux, à la télévision. C'est à partir de ce moment là que je me suis intéressée à la langue, à la culture portugaise* ».

Aujourd'hui Graça a 27 ans. Elle a fait une maîtrise de lettre et de Portugais. Elle anime depuis 5 ans, avec son amie Isabelle Viera, une troupe de théâtre « *çá e lá* » (en français Ici et Là bas). « *Quand j'ai commencé à faire du théâtre, c'était surtout pour moi un moyen de dire tout ce que j'avais sur le cœur. Les répétitions étaient de véritables séances thérapeutiques. Nous exprimer sur scène, nous a permis à moi et aux autres membres de la troupe, de dépasser nos problèmes d'enfants d'immigrés* ».

La première création de « *çá e lá* » a été « *Le cul entre deux chaises* ». Une série de sketches satiriques sur la scolarité, la langue et les relations avec les parents. « *Au début, nous jouions en portugais pour un public portugais, mais très vite il nous a paru important, pour sortir du Ghetto, d'élargir notre public. Nous avons adopté le français et jouer pour des jeunes français, espagnols, maghrébins et... portugais* ».

Dans le Même temps, Graça qui ressent le besoin de se perfectionner, demande et obtient une bourse de la Fondation Calouste Gubukian, pour suivre des cours de théâtre. Après le « *cul entre deux chaises* », elle écrit et met en scène « *Sud Express* » série de sketches, dont le dernier, celui qui donne son nom à l'ensemble, évoque le retour au pays à travers les réflexions d'une voyageuse qui retourne au Portugal.

Graça, qui est également chroniqueuse pigiste à Radio France Internationale aimerait être sollicité pour interpréter des rôles de compositions : « *j'ai besoin de rompre, pour un temps, avec le théâtre militant, pour prouver que je suis avant tout une comédienne professionnelle* ».

En attendant, Graça Dos Santos se prépare à partir en tournée avec « *Sud Expresse* » dans le nord de l'Europe (Allemagne, Hollande, Suède et Norvège).

F.B

LE THI:

AUX SOURCES

DES LEGENDES

DU LAOS ANCIEN

LE THI PENSE DE PLUS EN PLUS AU LAOS, SON PAYS NATAL QU'ELLE A QUITTE POUR VENIR FAIRE DES ETUDES A PARIS... OÙ ELLE EST RESTEE. DANS SA GALERIE DE PEINTURE DE LA RUE ST JACQUES, ELLE PROVOQUE DES RENCONTRES ENTRE SES DEUX CULTURES, OCCIDENTALE ET EXTREME ORIENTALE.

Le Thi est laotienne. Petite et menue. Volubile. Rue Saint Jacques à Paris, elle officie dans sa galerie « *La sensitive* », tout près de la blanchisserie qui lui appartient et qui fait vivre la galerie où elle expose la peinture qu'elle aime, occidentale et extrême orientale. Elle dit qu'elle veut séparer l'art et le commerce et elle y parvient. « *La sensitive* » est un lieu chaud et généreux. On passe, on bavarde, on regarde, on admire, on discute. On se rencontre sans contrainte. C'est convivial. Le Thi donne de « *l'Etre* » à cet endroit où l'art est quotidien, elle l'a rêvé, elle l'a créé, il existe. Enfant au Laos, elle a parcouru la jungle avec un grand-père savant en plantes médicinales et gardien des éléphants de l'hôpital... Avec lui, elle a appris à lire et à écrire le laotien, avec lui, elle a peint les urnes pour la pagode en écoutant les légendes du Laos ancien. C'est à l'école française, sa mère est institutrice, que Le Thi étudie jusqu'au bac. A 19 ans, elle quitte le

Laos en guerre et vient à Paris, pour réaliser un désir qui ne l'a pas laissée en paix. Elle s'inscrit aux « *Beaux Arts* ». Elle dit qu'elle fait une peinture qui incite à la méditation et à ses enfants elle enseigne les règles fondamentales du Bouddhisme. Ses enfants ne parlent pas la langue de leur père vietnamien, ni la langue de leur mère. Ils ne connaissent que la langue française, mais la fille aînée apprend le chinois et voyage en Algérie, pendant que l'un des fils est impatient de partir au Laos où Le Thi pense vivre ses dernières années et mourir. Elle ne veut pas mourir en terre étrangère. De plus en plus, dit elle, elle pense à son pays natal où elle n'est retournée qu'une fois après 1975. Elle le cherche ici, à travers « *La sensitive* », l'art, ses amis, les rencontres qu'elle provoque entre les cultures occidentales et asiatiques. Le Thi a la passion et la gaieté d'une femme heureuse.

Leïla Sebbar.

NACERA

BOUABDALLAH :

FILLE

D'AUJOURD'HUI

C

ETAIT IL Y A 3 OU 4 ANS... JE FAISAIS UNE VIREE A MARSEILLE, HISTOIRE DE NE PAS PERDRE LE SUD. JE L'AI RENCONTREE DANS LES QUARTIERS NORD, A QUELQUES CENTAINES DE METRES DE CES CITES DITES GHETTOS, ET OÙ L'IMMIGRATION POUSSE ENTRE BETON ET ESPOIR. LE THEÂTRE DE LA MER ORGANISAIT UN FESTIVAL OÙ SE PRODUISAIENT PRATI— QUEMENT TOUTES LES TROUPES JEUNES DE LA REGION. ON NE POUVAIT PAS NE PAS REMARQUER NACERA BOUABDALLAH.

1958, Nacera a deux ans lorsque sa famille débarque à Port-de-Bouc, petite ville ouvrière près de l'étang de Berre, Elle va à l'école, puis au LEP. Là, elle commence à travailler Molière, Anouilh, Pagnol... « *On faisait des fêtes de fin d'année, jusqu'à ce que je quitte... Après, ça a été la galère !* ». Nacera passera plusieurs années à travailler dans les nombreuses usines de conserves de la région. En 1982, commencent à apparaître sur les murs de Port-de-Bouc des inscriptions du genre « *arabe dehors* ». « *C'était pour nous une découverte, explique nacéra, Port-de-Bouc n'est pas Marseille ! C'est une ville qui dort, une ville bien ouvrière qui ronronne* ». Du coup, dix filles dont ses deux sœurs viennent la trouver — elle était au chômage — et lui disent : « *on aimerait faire du théâtre avec toi. Il faut qu'on dise que ce n'est pas parce qu'on est des filles maghrébines qu'on subit l'oppression totale de nos familles* ». Ce qui la touche le plus, et elle n'ose pas le dire à cette époque, c'est leur interpellation : « *je n'étais ne travailleur social, ni rien du tout ; j'étais quelqu'un au chômage. Mais quelque part, j'étais leur sœur aînée* ».

Elles étaient dix, elles ont créé dix rôles : chacune avait quelque chose à dire et ça a donné : « *Binet El Youm* » (les filles d'aujourd'hui). « *On voulait dir que les frères et sœurs maghrébines doivent s'en sortir ensemble, pas l'un aux dépens de l'autre* ».

La pièce a été joué plus de trente fois, et pas toujours devant un public convaincu : « *c'est au foyer Sonacotra d'Istres que ça a été le plus bouleversant : dix filles dans un foyer de travailleurs ! Les filles*

disaient : on ne rentre pas. Moi je leur disais : si, on rentre, c'est cela le théâtre. C'était trop bien. Quand nous sommes partis, ils étaient tous aux bord des larmes. Ils avaient compris qu'on ne leur tapait pas dessus parce qu'on est des filles arabes ; mais qu'on disait : eux c'est nous, et nous c'est eux. Il y en avait un qui avait bu, il est monté sur scène pendant que je jouais le rôle du fou et il m'a parlé en allemand ! ».

« *Ecrire, c'est ma folie à moi, une folie personnelle. Avant d'écrire des pièces, j'ai écrit des poèmes qui, eux n'ont rien à voir avec l'immigration. C'était mes phantasmes d'adolescente. Quand on s'est mis à écrire Binet El Youm, il a fallu peser tous les mots avec leur poids ! Nous n'avons pas obtenu de subvention, nous avons donc tiré parti de nos moyens, de nos qualités humaines, de nos forces et celles de nos amis, pour faire une production de qualité. Ça a toujours été mon souci, le travail artistique, c'est ça ; si le public vient, il faut qu'il ait quelque chose de beau à voir ; pas seulement cet aspect militant de la revendication. Il faut qu'il y ait en même temps cette beauté pour l'œil. Après, nous avons monté « Portes de Sable », une fiction sur l'immigration en l'an 2000. C'était une production dans le cadre d'une opération sur la mémoire des habitants de Port-de-Bouc. Je voulais montrer que j'étais autant « port-de-boucaine » que n'importe qui, mais arabe aussi quand on vise un arabe. En même temps, j'ai préparé avec Henri Talau « Ce n'est pas la mer à boire » : la rencontre entre une fille d'origine algérienne et un pied-noir ».*

! « *Mes parents m'ont apporté des choses que ni l'école ni personne ne*

m'a apporté. C'est grâce à eux que je suis ce que je suis. Lorsque les filles parlent de leur père ou de leur frère en disant, en fait, ce que tout le monde a envie d'entendre. Je dis non ! C'est aussi à nous de faire la démarche d'aller vers les parents. C'est ce que j'ai fait. C'est à dire savoir qui est mon père et ma mère, leur histoire, leur vécu et ce qu'ils pensent aujourd'hui. Une fois, alors que j'étais au chômage, à la maison, en train de lire le « Prophète », ma mère m'a demandé ce que je lisais. J'ai expliqué : c'est un poète arabe, et voilà ce qu'il dit. Ma mère n'en revenait pas . Elle pris le livre, l'a regardé longtemps... et a dit : dom-

mage que je ne sais pas lire. Une phrase comme ça, c'est définitif, je m'en souviens dans toute action, dans toute démarche. »

« Il faut se donner les moyens de dialoguer avec les parents. Je discute tout autant avec mes voisins. Il y a une soif chez les femmes de raconter, de parler à leurs filles. Ces femmes parlent, mais elles ont du mal car leurs filles ne répondent pas. Le théâtre peut jouer un rôle : on l'a vu en jouant Binet El Oum devant nos mères. A ce niveau, le théâtre est une sorte de thérapie, d'exorcisme » □

propos recueillis par DEK

LE LOOK SAHELIEEN

DE LA STYLISTE

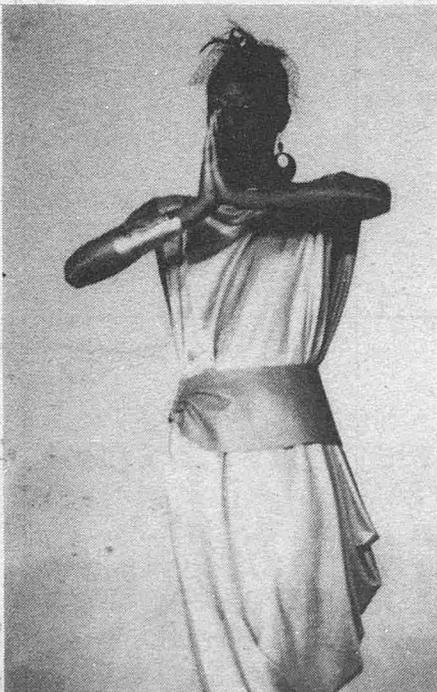
NOIRE,

ALMEN GIBRILA.

LA MODE ! QUELLE FRIVOLITE !... ET POURTANT, ALMEN GIBRILA, A TRAVERS SON ACTIVITE DE STYLISTE, FUILLE DANS LES TRADITIONS DE SES CONTINENTS D'ORIGINE, L'AFRIQUE ET L'ASIE ET CHERCHE A IMPOSER UNE IDENTITE « BLACK » DANS LA MODE PARISIENNE... ET A LA RENDRE CONSCIENTE AU SEIN DE « BLACK EXPERIENCE ».

« Quand tu fais de la mode, les gens pensent de toi que ton problème c'est les vêtements, le maquillage et tout ça... mais moi mon problème je le situe en tant que Black ! Il se trouve que mon moyen de communication c'est la mode. »

Almen Gibirila fait partie des quelques stylistes vivant à Paris qui revendiquent la création d'un style d'inspiration africaine. Elle nourrit une double ambition ; la première est personnelle : imposer son « look sahélien » dans la mode. La deuxième est collective : faire vivre



Brahim Chanchah

« Black Expérience », la seule agence de « mannequins blacks par des Blacks ».

Mais pour Almen, la réussite collective compte au moins autant que la réussite personnelle. *« Black Expérience, c'est une façon pour moi de me prendre en charge en tant que Black. »*

Ce groupement, indépendant de tout sponsor, rassemble 40 mannequins noirs et « typés », disent les prospectus publicitaires.

« Le mot typé ne me plaît pas beaucoup, avoue Almen, mais pour ne pas énumérer, mannequins noirs, asiatiques, sud-américains... on a tout regroupé dans « typé ». En fait, c'est un mouvement de mannequins blacks, parce que pour moi l'hindou il est noir, les Africains, les latino-américains, ce sont tous des Blacks en fin de compte. Moi par exemple, j'ai un grand-père vietnamien mais je suis black. Dans la rue je suis une négresse. »

« Black Expérience, c'est plus qu'une agence », disent tous les membres de ce groupement où on trouve des mannequins mais aussi des danseurs et un poète. Ce qu'il y a en plus ? Ce n'est pas toujours facile à dire mais avant tout le contact. Mika, Ruandaise, mariée à un Français, à Black Expérience depuis quatre ans, a travaillé avec d'autres agences. « Au point de vue moral, « B.E » a changé beaucoup de choses pour moi. Avant j'allais bosser puis je me tirais. Ici je m'investis plus. »

Black Expérience est le produit de la « mode Black », et plus particulièrement de la démarche personnelle de la styliste Almen Gibirila. Cette petite femme, gaie et décidée, avait en main deux maîtrises d'histoire de l'art et de dessin, et trois années d'expérience dans le prêt-à-porter londonien. Son enfance nomade pendant laquelle elle a parcouru l'Europe en long et en large avec son père, chercheur scientifique, lui a permis d'acquérir une grande capacité d'adaptation. Almen reconnaît qu'elle a été marquée par la culture

et le mode de vie européen, bien que dans sa vie privée, elle ne fréquente pratiquement pas de blancs.

« J'ai 35 ans et je n'ai pas d'enfants. Ça, c'est le côté occidental qui m'a bouffé », dit-elle avec une pointe de regret. Mais elle ajoute aussitôt, « je me demande si je pourrais vivre autrement ».

En 1975, diplômée et expérience en poche, elle trouve une situation de styliste dans le prêt-à-porter de luxe à Paris. Y reste deux ans, le temps d'apprendre les belles matières et à diriger un atelier de couture.

« En plus il y avait un truc qui me turlupinait », ajoute-t-elle « chaque fois qu'un mannequin noir se présentait, les maisons de haute couture n'en voulaient pas, alors que moi je les trouvais bons, surtout pour mes vêtements qui avaient quand même toujours une petite touche black, même très limitée. Je

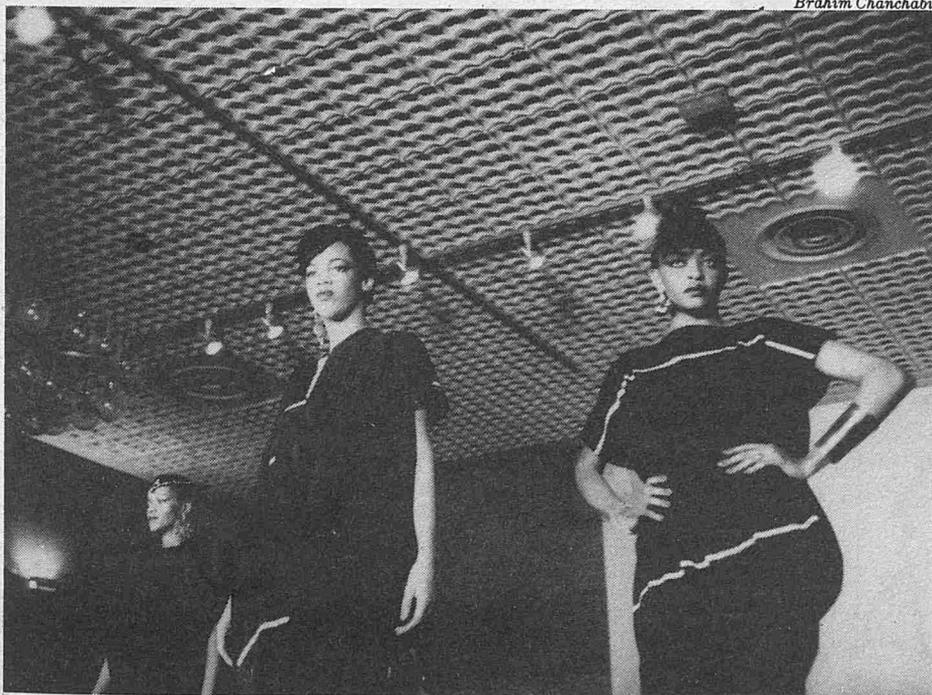
me suis dit, si jamais un jour je fais un défilé, et bien je ferai le contraire ».

« Mon premier défilé, en 1978, a beaucoup surpris parce que c'était la première fois qu'on voyait à Paris un défilé avec des mannequins noirs uniquement. Moi-même j'ai été vraiment surprise par l'accueil fait à mes modèles. »

Bien qu'ayant su en profiter, Almen se méfie des modes et avant tout de la mode black. C'est pour cela qu'elle privilégie, jusqu'à l'obsession, le professionnalisme, dans son travail de stylisme comme pour ses mannequins, avec la volonté d'être plus solide que la mode.

« Maintenant ça fait chic d'aller bouffer du nègre ; c'est comme pour nos cheveux, il y a quelques années les parisiens trouvaient ça moche, maintenant ils adorent ça. Mais c'est extrêmement dangereux parce

Brahim Chanchabi



que c'est un engouement et dans quelques années, raz-le-bol des nègres ! »

Les muses d'Almen sont africaines mais aussi asiatiques, parfois antillaises ou encore européennes. Si riche d'idées qu'elle s'y perd un peu... et chaque modèle est dominé par une de ces origines.

« Même si je fais une robe très moulante à l'occidentale, j'y ajoute un turban et des gros bijoux que je dessine moi-même. Les gens retrouvent une ligne occidentale, mais ils sont déroutés par le look que ça fait parce que à chaque fois il y a une influence étrangère. »

Almen est parisienne aussi d'inspiration : *« j'adore prendre le métro ou l'autobus. Dans une attitude ou une manière de rouler un pull, je peux voir une robe. »*

« Être styliste africaine à Paris, c'est intéressant parce que tu fais un peu ce que tu veux, et que c'est une plaque tournante » estime Almen.

« Si j'étais dans un pays africain, qui est-ce qui viendrait voir mes vêtements sinon les gens du pays ? ».

A la question de savoir si elle est femme d'affaires, la réponse fuse :

« Oh non ! Je ne me considère pas comme ça... mais je le deviens. Je suis obligée ! Je suis une grande sentimentale mais ça ne va pas ! Au départ, je vivais ma vie d'artiste et j'en ai pris plein la gueule, on m'a volé des collections... Maintenant, il m'arrive d'avoir mes grains de folie mais tout de suite je me rattrappe ».

« J'étais partie sur une idée complètement artisanale et j'ai peur de passer à la taille au-dessus, je n'aimerais pas devenir une industrie. »

NADINE RAMO

Brahim Chanchabi





FARIDA AYARI

UNE RAGE

DE VIVRE

La passion sur tous les fronts : telle semble être la devise de Farida Ayari, journaliste à Radio-France internationale. Au début, il y avait son métier. Aujourd'hui il y a son fils et son compagnon et bien sûr, toujours le métier.

Jeune, trente ans, enthousiaste, elle se replonge volontiers dans ses souvenirs d'enfance : « *Je suis née en Tunisie, où j'ai évoluée dans un milieu très ouvert ; entre une mère franco-italienne et un père tunisien* ».

Farida quitte sa Tunisie natale et à l'âge de 18 ans débarque à Paris pour faire une école de journalisme. Comme elle a soif de savoir, elle s'inscrit, aussitôt son diplôme de journalisme en poche, à Sciences-Pô.

« *A l'époque, je pensais rentrer au pays pour travailler* ».

Mais à l'instar de beaucoup d'autres, elle décide finalement de s'installer en France. « *J'ai donc envoyé une centaine de CV et j'ai attendu, mais rien n'est venu* ». Et puis un jour elle tombe sur une annonce recherchant une personne parlant le français, l'italien et l'arabe. Farida s'y précipite et est embauchée comme journaliste économique. Elle travaille successivement pour « *Entreprise* » et

« *Economia* ». Mais elle s'ennuie à faire des papiers sur les matières premières et leur cours.

En 1978, elle entre à « *Jeune Afrique* ». Elle n'y reste que deux ans : sa mésentente avec le patron lui vaudra un licenciement « *économique* ». Farida persévère. Elle s'engage, à la demande de Philippe Gaillard dans l'aventure d'un journal qui vivra un an : « *Le Continent* ». Parallèlement, elle fait des piges pour « *Actuel* » et « *Libération* ». En 81, elle se retrouve encore une fois au chômage. Profitant de ce répit quelque peu forcé, elle fait un enfant et observe un intermède, de courte durée puisque elle rejoint Philippe Gaillard à Radio-France internationale. La chance a encore une fois frappée.

Farida est décidément très dynamique. Elle travaille actuellement à l'écriture d'un scénario pour un metteur en scène maghrébin. Superstitieuse, elle n'en dira pas plus.

Malgré sa carte de séjour, Farida se définit comme « *une tunisienne qui a choisi de vivre en France* » plutôt que comme immigrée...

F.B

SARAH CARRÈRE

KORISTE

DANS UN MONDE

D'HOMMES.

S

ARAH CARRERE
MUSICIENNE SENEGA-
LAISE JOUEUSE DE
KORA FAIT LE PARI DE
PRENDRE LA PLACE DU
DYALI DONT LES
VEILLEES ONT BERCE
DES GENERATIONS.

Le Malli Koi Soundiata rassemble une immense troupe d'hommes en 1235 et affronta le roi du Sosso Soumaoro Kanté qu'il battit à Kirina. Cette victoire marqua le début de la puissance du Mali et ouvrit une période faste pour les peuples du Mandé.

Plus tard, son lointain successeur le Mansa Musa plus connu sous le nom de Kankan Moussa accomplit



un grand pèlerinage à la Mecque dont le souvenir est resté légendaire. Le cortège était si long que l'avant garde était déjà à Tombouctou alors que l'empereur n'était pas encore sorti de son palais. Trois cents serviteurs portant chacun une canne en or, ouvraient la marche. En plein désert entre le Touat et E Toghazza, 8700 soldats sous les ordres du Fama creusèrent un immense bassin artificiel coulant comme le Djoliba où l'impératrice Niériba Condé et ses suivantes purent prendre un bain. Quel africain n'a pas en mémoire ces récits qui coulent sur les lèvres du Dyali à la voix suave qu'accompagnent les notes lancinantes de la Kora sorte de harpe-luth dépositaire d'une grande partie du patrimoine d'Afrique de l'Ouest ! Cette redoutable charge de raconter le passé appartient de tout temps aux hommes et plus particulièrement à une certaine catégorie de griots. Il y a des griots quémandeurs, des griots laudateurs, des griots batteurs de tama, de junjun, de bufta. La spécificité des joueurs de kora, outre leur qualité de mémorialistes, de généalogistes et d'historiens était aussi de pouvoir adresser des remontrances aux souverains. Cette fonction est héréditaire et entre dans le système des castes. C'est un immense pari qu'a dû faire Sarah Carrère, elle que rien ne destinait à cette fonction de koriste. Femme et « ger » de surcroît, elle pénètre dans ce monde d'hommes avec une immense passion pour cet in-

strument encore plein de secrets et de mystères.

Au risque de choquer les vieilles barbes, Sarah est passée au travers des mailles de la tradition. Interrompant une carrière d'interprète (en anglais et en espagnol) qui s'annonçait prometteuse, elle a pris sa kora en bandoulière et parcourt l'Europe comme un vieux barde celtique (sa mère est bretonne). De son père poète sénégalais, elle a hérité de la convivialité et ce ses de la parole qui confèrent à ses récits l'allure de la chanson de geste.

« *J'ai beaucoup à apprendre encore* » me confie-t-elle modestement.

Mais derrière la façade de charme grave et de douceur se cachent une froide détermination malgré des difficultés de toutes sortes : recherche de producteurs, de slalom entre les studios d'enregistrement et mille contorsions dans le milieu du « *show-biz* » où abondent des requins de toutes tailles, et où il n'y a pas que des esthètes. Un parcours jusqu'ici sans faute qui l'a conduite à Londres, Berlin, Malte et le congrès mondial des poètes à Marrakech.

Porteuse d'un songe à la mesure de l'antique épopée qu'elle chante, sa voix retentira encore sûrement, et gravement à travers les sentiers étroits bordés de palétuviers et de mémoire qui surplombent les paysages de Tanns, pleins de sel sonore et de io ! des Pulos.

Macodou Ndiaye.

MISS FRANCE

EST UNE ARABE,

MAIS IL NE FAUT

PAS LE LUI

DIRE...

M

MISS FRANCE, UN CRU
1985 QUI A HONTE DE SES
ORIGINES ?

J'étais tout petit dans mes souliers, je dois avouer, quand j'ai rencontré la toute Aryenne Miss France 1985. Je me suis mis sur mon « 31 » avec une djellabah, flambant neuf louée aux puces de Clignancourt et, avec ma machine à enregistrer les propos des grands de ce monde sous le bras, j'ai pris le train à la Gare de l'Est.

Où vas-tu comme ça ! m'a demandé un « beur », un artiste de la bonne espèce que je n'avais pas vu depuis des lustres pour cause de violon. A Strasbourg ! dis-je avec lyrisme mais en planquant bien ma machine derrière mon dos.

Car en dépit de mes babouches faites maison, je ne suis pas né de la dernière pluie. Et mon « *beur* », autant dire qu'il était plutôt du genre à affectionner tout particulièrement le « *finger-gym* ». Il avait comme qui dirait ça dans le sang. Et il ne pouvait plus s'en passer.

Strasbourg ?

J'ai opiné du chef.

Qu'est ce que tu vas fourrager par là bas, mon grand ?

Causer à une frangine !

T'en as une dans ce bled ?

Miss France !

Miss France !?

Quoi ?

C'est une cousine, j'ai expliqué. Elle vient de la montagne. Le Mont Liban. Tu connais ? C'est une gosse de Fellaghas libanais ! Puis j'ai sauté dans le train en tenant le bas de mon burnous à pleines dents pour pas en piétiner la dentelle. Et mon train n'avait pas encore commencé à cracher ses vapeurs que mon « *beur* » était jeté dans un caddy, menottes aux poings, par deux maitres laitiers en civil qui lui avaient trouvé, après examen, un peu plus de matière grasse que d'ordinaire dans le sang.

Je l'ai salué dans la bonne tradition du Bled tandis que le dur, ahanant, s'éloignait. Et quand mon petit beur salé n'était plus qu'un petit grain de poivre noir à l'horizon, j'ai quitté la fenêtre pour asseoir ma viande exténuée dans un compartiment où deux bipèdes plantés là par le grand Décorateur me souriait

aimablement. Mais j'avais, rassurez vous, en bon petit beur qui se restreint, un couteau de cuisine dans mon veston sous mon burnous. Et je ne conseillais pas, pour vous dire

toute la vérité, à ces petits cœurs de me montrer davantage leurs dents de lait.

On n'était pas dans le Bordeaux-Vintimille. Mais rien qu'au bruit de ferraille et à la vue du ballast qui défilait à une vitesse folle, elles étaient fraîches, comme qui dirait, mes sueurs. Et mon canif se mettait à trembler tout seul. Comme sous l'effet d'une magie noire.

Comment tu t'prénommes ? a dit l'un des deux lardons que j'avais en face des trous.

J'ai attendu que le dur sorte du tunnel et j'ai dit sans le lâcher d'une paupière :

Et toi ?

Pé-Pen le Bref ! a rétorqué celui qui descendait à coup sûr d'une tribu d'intouchables de Quiberon.

Tu connais le bled de mes ancêtres ? j'ai questionné, histoire de gagner du temps.

J'y ai fait du tourisme, naguère !

Où que ça ?

Dans les djebels de l'Aurès ! J'y ai câliné avec du 220 volts quelques petites têtes de moineaux !

Et tandis que le dur allait de

l'avant, j'ai demandé à mon Bref s'il n'offrait pas, quand à lui, un brin de muguet à la toute récente Miss France 1985.

C'est un bon crû ! j'ai dit.

C'est une fausse ! il a répliqué de mauvais poil, le môme. *C'est une en peluche !*

Même qu'on devra jeter un beau jour les contrefacteurs à la Vistule ! a ajouté le paroissien que je n'avais pas entendu jusque là.

Le bref, lui, il en était sikh à l'idée qu'une rejetonne des Fellaghas du Mont Liban vienne avec ses sabots pleins de bouse de vache en remonter, question beauté, à la caste des gauloises filtre toutes ratatinées de

l'hexagone. Déjà, les ricains, l'an dernier, avaient porté à leur tête, une quarteronne. Et cette déesse Chivas, c'était une main bronzée de plus sur l'hexagone. Et ça, c'était unè plaisanterie plutôt sans goût.

Quoiqu'il en soit, j'arrivai entier à la capitale de l'Europe. Et le premier venu put m'indiquer sans mal l'Alhambra où régnait et d'où rayonnait la Sultane, mais il me mit en garde contre les gardiens du temple, de redoutables chiens de garde sans foi mahométane ni loi d'aucune sorte. Mais n'ayez crainte, je ne m'appelais pas pour rien Abderahmane Jones, Indiana pour les intimes. Aussi, n'eus-je aucun mal à me faire entendre par les gardiens du temple quand j'eus franchi le pont-levis du château.

La reine est-elle là ? dis-je à mes cerbères en les regardant de bien haut, la main posée sur ma petite lame de cuisine.

Suivez-moi ! m'invita un gardien qui me conduisit jusque chez la sultane. Sa beauté était grande, Son charme immense. Son « *chouf* » naturel (traduisez « *look* ») en imposait aux connaisseurs dont je faisais partie intégrante.

J'étais, quand elle m'ouvrit sa porte pour m'accueillir dans ses appartements, dans un état proche de la Bekâa à chanter une litanie toute « *gainsbourgeoise* » sur la berge d'un fleuve marine. (« *baby alone in babylone* »)

Qui êtes-vous ? me demanda la reine avec ses yeux noirs, ses amandes dont je garde le regard comme un morceau de velours sur mon visage. Un roi mage ! répliquai-je à la reine au bois dormant.

Mais où sont vos ânes ?

Planqués ! dis-je. Dans une écurie

en dehors de la ville ! Et vous êtes sur ma bonne étoile, ajoutai-je en m'écrasant sur son parterre comme la victime d'une foudre des dieux. Il y avait longtemps que mes yeux, ces petits yeux que je transbahute avec moi depuis des lustres n'avaient vu pareille créature. Tu connais Sans Frontière ? dis-je quand un brin d'intimité fut instauré entre nous.

Mais elle ne savait pas qui étaient mes zigotos. Talbot, Peugeot, Flins... Tout ça, c'était du chinois pour elle. Et de l'empire des Ming, elle ne connaissait pas le patois. Elle n'avait, autrement dit, jamais entendu causer de mes affreux avec ses deux oreilles.

Mais ce n'était là qu'une apparition. Un double pour dérouter les conspirateurs. La vraie reine était à Paname avec ses eunuques et ses esclaves.

Mais comment la retrouver ? demandai-je au grand sorcier du temple.

Demande Madame de Fontenay.

Qui est-ce ?

La présidente ! La patronne !

Et comment la trouver ?

Va en haut de Montmartre !

Et après ?

Brosse toi les dents avec quatre tubes de harissa !

Je ne voyais pas où il voulait en venir.

Avale dix gousses d'ail !

Je m'inquiétai. Mais je me retins d'émettre la moindre protestation.

Puis seulement, crie aussi fort que Tarzan le fils de la jungle, le nom de la vénérable patronne ! La sainte qui protège la sultane !

Je retournai alors à Paname. Et du haut du Sacré Cœur, j'appelai à l'aide l'ombre gardienne de la reine.

Que veux tu mon petit ? ma demanda cette dernière.

Causer avec Suzanne ! Suzanne Iskandar ! dis-je à la bonne fée. Et celle qui était la plus douce de toutes les fées qui n'existèrent jamais, me conduisit à travers un dédale interminable auprès de la sultane qui reconnut en moi aussitôt un « frère », à la seule odeur d'harissa et d'ail qui se dégageait de ma personne. Je déballai alors ma machine à enregistrer les propos des grands de ce monde. Mais on vise toujours trop haut. Pas vrai ? Je nageais dans mes babouches de dix sept mille lieues comme une queue de poisson dans un pernod. Au 35 boulevard du Général Koenig, le pied à terre parisien de la Miss, il n'y avait pas place pour un » *suédois* de ma trempe.

Je me tournai vers madame de Fontenay. Mais la plus douce des fées ne pouvait rien en dépit de sa qualité de présidente du comité d'élection. Elle m'avoua qu'elle

n'avait jamais vu, de mémoire de présidente, une Miss France, recevoir de la sorte un journaliste. A quoi je rétorquai que j'étais par Allah, dans l'obligation de dire la vérité, toute la vérité dans mon journal de sorte que tous mes affreux sachent à quoi s'en tenir. Voici ce que sera la Une ! dis-je.

Suzanne Iskandar a honte de ses origines.

Il est vrai que la petite, ainsi que me l'expliqua madame de Fontenay, dut faire face à une foule de sentiments hostiles en Alsace où ses parents, fuyant la zone beyrouthienne sur un boat people, s'étaient réfugiés. De ce fait, elle ne veut pas être assimilée à...

Alors, que voulez-vous, j'ai pris mes cliques et mes claques et je m'en suis retourné chez mes affreux, à l'autre bout de la ville, loin, loin au delà des frontières du « beau ».

Mustapha Ammi.



EXPERIENCES POSITIVES

ROUEN.

ETTIKA, LA LIBERTE DES FILLES

L'HISTOIRE D'ETTIKA N'EST PAS UN CONTE DE FEES.
C'EST L'HISTOIRE D'UN STAGE D'INSERTION PAS
COMME LES AUTRES.

A Rouen, la Seine partage la ville et fait frontière : la rive droite, celle des gens bien, des commerces, des distractions, et la rive gauche, constellation de petites villes, des cités misère, celles des prolos, des étrangers, même si un grand nombre de ces « étrangers » ont la nationalité française. Deux chiffres : un seul cinéma qui vient d'ouvrir il y a quelques semaines, et 86 000 chômeurs dont 37 000 ont moins de 25 ans, l'âge des stages. Sauf qu'à Rouen, les stages d'insertion pour les jeunes se passent un peu différemment. Directrice d'un centre de formation rattaché à la chambre de commerce, Yvonne Hammel a dans les quarante ans, deux enfants et de l'énergie.

« Après 35 ans, ou on s'installe et on vieillit, ou on se dévergonde » a-t-elle coutume de dire. Et pour elle « se dévergonder » signifie créer, lancer un projet, puis un autre dès que le premier est sur les rails : « il ne faut pas faire dans le durable, on s'encroute ».



En 1979, avant que ce ne soit à la mode, elle lançait une structure destinée aux femmes : « *créons notre emploi* ». Cinq ans après, le bilan est largement positif et plusieurs entreprises de femmes, dont un restaurant antillais, ont été créées dans l'agglomération rouennaise. En 1983, elle se lance dans les stages d'insertion pour les 16-18 ans avec l'envie de « *faire autre chose que de la remise à niveau* », et une idée directrice : « *partir des vrais désirs des stagiaires* ». Musique, vidéo, sport, sorties, danse, toutes les techniques et toutes les possibilités sont utilisées pour permettre aux stagiaires de découvrir ce qu'elles n'avaient jamais vécu, de les mettre en contact avec le monde.

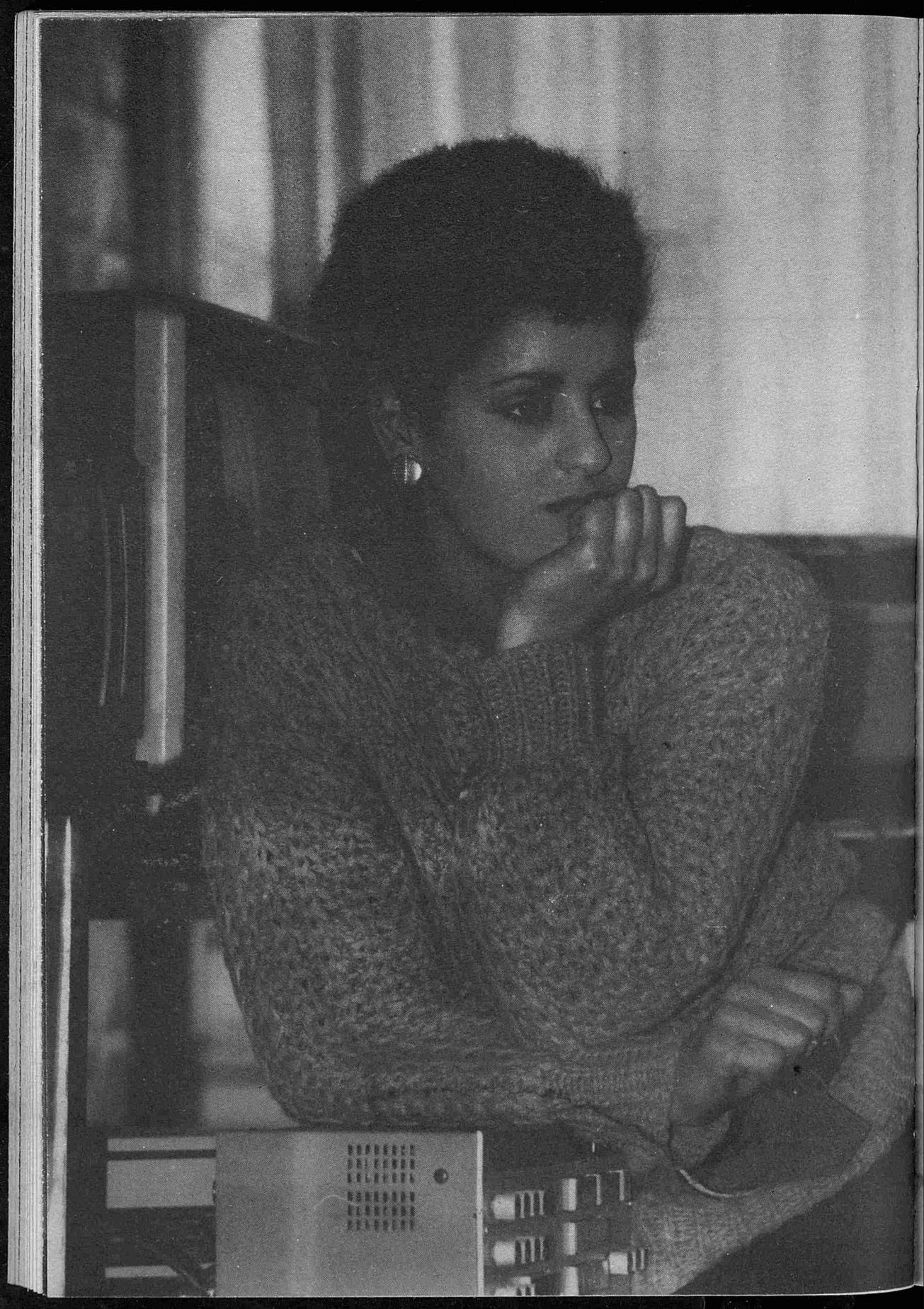
« *On s'est rendu compte, raconte Yvonne, que la majorité des filles n'avaient par exemple jamais fait de sport de leur vie. Alors on en a fait ensemble et on a touché à tous les sports, y compris les plus chics. Comme on a découvert qu'une des sorties préférées des filles, c'était d'aller aux Assises. Ça les amusait. Peut être aussi qu'elles se doutaient que ça pourrait être un jour, leur vie* ». C'est dans ce climat que naît Ettika.

Dans l'atelier vidéo, animé par Bernard Guégan, jeune diplômé des Beaux Arts et passionné de musique, l'idée de faire une chanson surgit et tout le monde s'y attèle. Djamilia, Samira et Hafida écrivent les paroles, les font traduire en arabe par un employé du consulat d'Algérie de Rouen, et Bernard fait la musique.

Deux versions de la chanson sont enregistrées par les 3 filles, une en arabe et l'autre en français, et la maquette est envoyée à plusieurs maisons de disques parisiennes, car raconte Bernard, « *on voulait aller jusqu'au bout de ce qu'on avait entrepris* ». Bourgoïn, producteur de « *Chagrin d'amour* » tombe amoureux de ce mélange inattendu de Rap et de musique arabe et décide d'offrir leur chance au groupe. Mai 1984, le 45 tours est fin prêt. Le clip réalisé par Bernard, avec les moyens du bord, achève la partition. Ettika est né. Ettika décolle. Au festival de création féminine, à Paris (où elles créent avec une autre fille un sketch) à la fête du cinquième anniversaire d'Actuel, dans certaines radios libres comme dans plusieurs journaux, les trois d'Ettika surprennent et se font adopter.

Leur clip vient de remporter le premier prix « *indépendants* » au festival international du vidéo clip de Saint Brieuc, une tournée en Algérie pour l'été prochain est en perspective, et l'une des trois filles vient de passer une audition pour un film. Alité depuis un mois, suite à un accident, Bernard fredonne déjà la musique du 33 tours en préparation, Djamilia, Hafida et Samira bichonnent les paroles, et Yvonne assure l'intendance. Du service de presse aux éternels débats avec certains parents, parfois désarçonnés par le succès soudain de leurs filles. Car, même dans « *ce conte de fées* », tout n'est pas rose.

D.E.K



PARIS

LE RESTO

DE FATIMA

MURS REPEINTS DE FRAIS, MOQUETTE EPAISSE ET VOILAGES BLANCS, LE RESTAURANT DE FATIMA HAL EST FLAMBANT NEUF POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNEE. UN AN DE TRAVAIL ET DE PREPARATION POUR MENER A BIEN CE PROJET.

« J'ai appelé mon restaurant le Mansouria. C'est le nom de ma mère, une femme extraordinaire ». En quelques mots, Fatima Hal m'a tracé le portrait de celle qui l'a mise au monde : veuve très jeune, mère de cinq enfants, elle décide de travailler pour garder son indépendance.

A Oujda, ville marocaine proche de la frontière algérienne, les mentalités sont ultra-conservatrices : ça ne se fait pas ! Elle est mise au ban de la famille. Peu importe, elle persiste dans la voie qu'elle s'est choisie.

C'est avec la même ténacité que Fatima s'est battue pour ouvrir son restaurant. Elle fait une première tentative en 1979 mais doit y mettre fin au bout d'un an. La vente du local couvre ses dettes. Pendant trois ans, elle retravaille, attendant le moment propice pour tenter à nouveau sa chance. Ce projet, elle le prépare longuement. Tout d'abord, elle met en place un service traiteur (cuisine marocaine) pour se faire connaître, se préparer sans engager des sommes trop élevées. Les commandes affluent. *« Tout le monde croyait que nous étions quatre à travailler. Je me suis bien gardée de leur dire que j'étais seule, ça les aurait effrayés ! ».*



Brakim Chamchahi

Dès qu'elle commence à être connue, elle convie amis, connaissances, associations... à une réunion d'information et leur offre de participer à la création du restaurant : « *quand on va au théâtre, on achète souvent ses tickets à l'avance. Moi je vous propose d'acheter des repas à l'avance !* ». L'idée a un vif succès : 60 000 francs sont ainsi rassemblés. Fatima fait également appel aux tantines'autres (cf guide des associations : « *Qui sont les Fémin'autres ?* »). Ces groupes de femmes mettent en commun leur épargne pour la prêter à l'une d'entre elles ; Fatima est la première à bénéficier de ce système. A ces prêts s'ajoutent les aides classiques : aide à la création d'une entreprise par un chômeur (30 000 francs) et quatre EIL (emplois d'initiative locale, 40 000 francs par emploi créé), un apport personnel et un prêt de la banque.

L'argent est réuni, tout peut commencer. Fatima voulait que son restaurant soit situé dans un quartier agréable. Son choix s'est arrêté sur le onzième arrondissement, quartier d'associations, de groupes de femmes, de théâtres... sans oublier le futur projet de la Bastille.

Les premiers clients du restaurant, depuis l'ouverture fin décembre, sont surtout les gens du quartier, ravis d'avoir un restaurant près de chez eux. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs étaient venus l'encourager pendant les travaux, trouvant que la rue Faidherbe avait besoin d'animation.

Le restaurant lui-même n'est qu'une partie du projet. Dès le mois de février, des expositions de peinture, sculpture, artisanat... vont se succéder. Une journée par mois sera consacrée à la présentation d'une région du Maroc, avec repas et animation. Par la suite, Fatima envisage d'aménager la cave du restaurant de façon à organiser une fois par mois, des concerts.

Le préjugé encore tenace qui associe les mots « *arabe* » et « *misérable* » a amené plusieurs personnes à manifester leur incompréhension : pourquoi une diplômée de l'école normale d'instituteur, licenciée en littérature arabe, a-t-elle quitté son poste de conseillère technique à la direction régionale (Ile de France) du Ministère des Droits de la Femme pour ouvrir un restaurant marocain ? C'est très simple. Fatima veut redonner à la cuisine marocaine la place qu'elle mérite. Colette la classait en troisième position seulement, après les cuisines française et chinoise.

V.B



Brahim Chanehahi

VALENCE

PENDANT

LE COUVRE-FEU

LE THÉÂTRE

CONTINUE

IL EST 17 HEURES, NOUS NOUS QUITTONS. C'EST L'HEURE DU COUVRE-FEU. POURTANT, IL REGNE SUR LA VILLE UNE ATMOSPHERE DE FÊTE. LES FILES D'ATTENTE S'ALLONGENT DEVANT LES MAGASINS. NON; NOUS NE SOMMES PAS EN POLOGNE, MAIS A VALENCE DANS LA DRÔME. CELLES QUE JE VIENS DE QUITTER SE NOMMENT MALIKA, CHERHAZADE, SALIHA ET LES AUTRES.

Il y a quelques années, ces jeunes filles, alors âgées de 13 ans, décidaient de « faire du théâtre », par besoin, plus que par défi. Depuis, elles ont joué des dizaines de fois, leur pièce « *les enfants d'Aïcha* ».

Mais lorsqu'on devient une jeune femme de 18 ans, qu'advient-il de la liberté consentie et surveillée ?

Que devient l'enthousiasme et le plaisir ressenti au contact du public ? Avec Odile Favrat, l'animatrice de ce groupe, nous avons fait le point.

« *Les choses sont devenues à la fois plus difficiles, et à la fois plus claires, surtout pour Saliha, qui jouait le rôle de la mère. Actuellement, elle joue pratiquement en cachette de ses parents. Ils lui ont interdit de faire du théâtre* ».

« Il y a eu, par ailleurs, une tentative de mariage avec un cousin du Maroc. Mariage évidemment refusé par Saliha. Au prix d'une suite de drames, allant jusqu'au suicide ».

Elle fut sauvée, grâce à l'intervention d'une voisine, la mère refusant de l'hospitaliser.

Il a fallu par la suite, remonter la pente.

Mais aujourd'hui, son attitude est encore plus ferme, plus déterminée. L'expression « *faire du théâtre* » est devenue synonyme de lutte. La lassitude de certains jours s'est estompée.

Ce qui frappe justement, chez Saliha, c'est la volonté d'aller au delà des difficultés trop évidentes, pour devenir obstacles. Elle a un caractère tel, qu'il lui permet de s'affronter, de tenir tête.

La pièce *Les enfants d'Aïcha* » avait été montée en 1980, parce que ces filles avaient un besoin de dire ce qu'elles vivaient, ce qu'elles encourageaient. De manière, peut-être à prévenir le risque du silence.

Peu importe, si ce spectacle est inégal, ou sans valeur artistique. L'important était de dénoncer, de déjouer les pièges, à voix haute, et ce, devant témoin.

Car l'avenir « *théâtral* » de ces jeunes filles est certainement barré, comme pour d'autres. Mais pour Saliha, Odile Favrat est confiante.

« Elle s'en sortira. Si on peut lui trouver quelque chose, elle n'aurait rien à perdre. Ne serait-ce que par rapport à chez elle. Mais il faut chercher, sans toutefois se leurrer sur les difficultés qu'elle risque de rencontrer ».

Dans cette province souvent silencieuse, rien n'est facile. La volonté de réussir doit être multipliée, surtout lorsque la réalité décrite, n'est pas portée par d'autres. La lutte de certaines femmes, n'est plus un phénomène de mode. Les enfants échappent aux mères, et très souvent, se joue un autre combat entre la mère et la fille. Moins facile à comprendre, à admettre.

Au delà des situations de rupture, des schémas traditionnels, s'ouvrent d'autres possibilités.

Il semble que Saliha puisse être considérée comme un exemple de ces nouveaux enjeux.

Il est 17 heures, nous nous quittons. Par hasard au pied des marches du Théâtre de Valence. Un symbole ? Un présage ? Malgré l'heure du couvre-feu, l'heure limite de rentrée.

AHMED K.

ORLEANS

LA STAR ET LA

PATRIARCHE

NI MILITANTES, NI PAUVRES FEMMES BRIMEES, LES MAGHREBINES D'ORLEANS TRACENT CALMEMENT LEUR VOIE, EN S'OCCUPANT, COMME ELLES DISENT « DE L'INTERIEUR ET DE L'EXTERIEUR ».

Dans le quartier de la Salmonnerie à Orléans, les « *mamas* » maghrébines en arrivaient presque à s'engueuler, et la question était sur toutes les lèvres : « *est-ce bien elle* » ?

La télé venait de montrer quelques extraits du dernier film de Serge lepéron, l'histoire de deux jeunes de banlieue, un Maghrébin et un Européen qui font quelques coups en douce pour se payer un voyage en... Amérique, et on avait, disait la rumeur, cru reconnaître Mme Belmiloud, « *celle du bâtiment B, vous savez* », dans le rôle de la mère du petit maghrébin.

« *Pas étonnant*, disaient les enthousiastes, *elle se débrouille si bien* ».

« *Impossible*, rétorquaient les sceptiques, *vous n'y pensez pas, une mère de huit enfants au cinéma. N'est pas Faten Hammama qui veut* ». C'était pourtant vrai, et l'héroïne du jour suivait calmement ces discussions sans démentir ni confirmer.



Brahim Chanchabi

Sa petite aventure cinématographique lui paraissait normale : « *ce rôle de mère, je le joue tous les jours* ».

Lorsqu'on lui a téléphoné, de Paris pour passer une audition, Mme Belmiloud n'y croyait pas trop : « *mon mari m'a dit de faire comme je voulais, et ce sont surtout les enfants qui m'ont poussé à y aller* ».

« *L'essayage* » fut concluant, et cinq mois durant, Mme Belmiloud participe au tournage, tout en continuant entre deux prises sa tranquille vie de ménagère : « *je me suis toujours occupée de tout, les enfants, les courses et toutes les démarches. L'intérieur et l'extérieur* ».

Arrivée il y a 21 ans à Orléans, Mme Belmiloud, après un an dans un grenier et trois ans en « *cité d'urgence* » atterrit à la Salmonnerie, un quartier « *à la dérive* », construit si vite qu'on avait oublié de mettre les volets. Avec Maria, une Portugaise et quelques voisins français, elle fonde l'amicale des locataires, qui obtient après moult démarches une opération HVS. Les immeubles sont rénovés mais les loyers augmentent. Une grève de loyers de six mois n'arrive pas à faire plier l'organisme HLM, et « *L'amicale coule car on n'avait pas obtenu de résultats* ».

Mme Belmiloud revient à ce qui est sa vie de tous les jours : « *je me suis toujours occupée de tout, les enfants, les courses et toutes les démarches administratives. L'intérieur et l'extérieur* ».

1980. M. Berradoune, un voisin marocain du quartier se fait expulser et sa femme restée à Orléans avec les enfants, entame une grève de la faim pour le retour de son mari. Mme Belmiloud est là, avec tous les amis pour soutenir manifester. Presque au même moment, une rafle dans un foyer aboutit à l'expulsion de dizaines de travailleurs. Mme Belmiloud est encore là. Réunions, y compris dans le foyer, débats, re-manifs et demi-victoire. M. Berradoune revient mais les autres resteront au pays. La vie reprend : « *je me suis toujours occupée de tout...* ».

Ni « *militante* », ni « *pauvre maghrébine brimée* », en équilibre sur plusieurs vies, elle avance avec, soudainement, de temps en temps, des regrets qui effleurent.

« *Mon mari me laisse totalement libre de faire ce que je veux. Mais j'aimerais par exemple qu'il m'emmène au cinéma* ». Et puis le souvenir de ces années passées entre 6 et 12 ans à l'école, il y a longtemps, bien longtemps, à Sidi Bel Abbes. « *Je suis arrivée jusqu'au cours moyen deuxième année. Mon frère m'a dit d'arrêter ; la maîtresse ne voulait pas. Ma mère aussi. J'ai continué à y aller deux ou trois mois en cachette. C'était zaama pas bien les filles qui vont à l'école. J'ai pleuré des jours et des jours...* ».

Lorsque Mme Belmiloud est arrivée en France, sa voisine, Mme Hajjami approchait déjà ses trente années d'immigration. Arrivée à Montluçon dans l'immédiat après guerre, à l'époque « *où tu ne trouves pas des HLM en France et où on mangeait avec des bons* », elle vit le périple classique des premières immigrées : les baraques, les enfants puis les baraques. Son mari, le cheikh, dit elle, gagnait 450 francs par mois, « *mais ça valait beaucoup à l'époque* ».

Arrive la guerre d'Algérie avec son cortège de rafles, d'attentats et de petits actes héroïques et quotidiens : « *le cheikh payait la cotisation. Je lui disais de faire plus, mais il n'osait pas. Les armes étaient enterrées dans les jardins autour des baraques, et la moitié des hommes du quartier étaient prisonniers au Larzac* ». Mme Hajjami égrène la liste, une longue liste de voisins emmenés dans ce camp : « *on a beaucoup travaillé pour l'indépendance. Mais on n'a pas « le bayan », la preuve, nous les immigrés* ».

1962. L'Algérie est indépendante et la France se couvre de HLM. Mme Hajjami en obtient un, à Orléans. Les enfants grandissent, se marient et s'en vont. Ne reste à la maison que le tout dernier, Laid. C'est un peu le prince de la maison, le leader du quartier. Tué dans un accident, il y a six ans, il est enterré au cimetière d'Orléans. Et tous les jours, saison après saison, par tous les temps, la vieille et belle Mme Hajjami va se recueillir sur le tombeau de son fils. A la maison elle retrouve Mehidi, un autre petit prince, son petit fils que la DDASS voulait placer et qu'elle a gardé après une véritable bataille avec l'administration. Dans un autre appartement du quartier, « *le cheikh* » vit seul. Mme Hajjami « *a pris son indépendance* », à 55 ans et a quitté son mari, le jour où il a voulu rentrer en Algérie et où elle a refusé : « *mon pays, ma terre, ce sont mes enfants, et ils sont ici* ». Il lui a fallu travailler, sortir après 50 ans passés à la maison, découvrir l'un après l'autre les divers organismes, les HLM, la sécurité sociale, la caisse de retraite, la cantine scolaire, le centre social. Et la patriarche des Salmoneries l'a fait « *avec une soif de jeunesse* » dit Malika, l'animatrice de l'ASPC, une association d'Orléans. « *Pour moi, pour d'autres habitants, Khalti Rahla est le pilier, une personne qui vit, une référence* ».

Au moment où nous la quittons, « *Khalti Rahla* » qui aime qu'on l'appelle ainsi, tend à Malika une carte de vœux qu'elle venait d'acheter le jour même. Elle voulait répondre à une lettre de Karima, une jeune de Toulouse qui a dormi chez elle pendant Convergence 84 : « *les jeunes sur les motos* » comme elle dit.

« *On n'a rien appris, « ya madnouni », ni l'arabe ni le français. On a appris avec les chèvres* ». □

D.E.K.

REIMS :

LE LANGAGE

DES PLANTES

DES FEMMES DU QUARTIER WILSON A REIMS,
TOUTES NATIONALITES CONFONDUES, ONT REALISE
UNE SERIE DE TRES BELLES FICHES SUR LES PLAN-
TES. UNE EXPERIENCE RICHE, MAIS QUI A DÛ
S'ARRÊTER.

C'est en janvier 84, que nous proposons ce travail bien particulier, sur les plantes et les graines qu'elles connaissent.

Nous nous retrouvons régulièrement depuis septembre 82, dans différents ateliers : couture, tricot (2 animatrices rénumérées par une subvention de l'ARPEC). Dans ces ateliers nous faisons aussi de la cuisine, du tissage, des galons de dentelle (avec les femmes turques) etc...

Notre local était les salles paroissiales du quartier (non utilisées avant nous). L'association avait pris en charge la location, le chauffage et le petit entretien.

C'est au cours de ces après midi (4 fois par semaine) que les femmes de différentes nationalités (y compris des françaises) venaient se rencontrer, travailler, échanger leurs nouvelles, leurs idées... Nos relations devenaient plus sincères, plus approfondies et c'est après un certain temps que nous arrivions à connaître les richesses de leur culture d'origine... dont la connaissance des plantes, des graines, de la terre... qu'elles utilisaient dans leurs recettes de cuisine ou pour soigner leurs petits maux. Ces connaissances ne devaient pas disparaître et nous devons les aider à en parler et à nous les apprendre. Nous savions aussi qu'elles ne s'intégraient pas dans notre manière de nous soigner ; le corps médical n'exploite jamais les connaissances populaires (celles des français et encore moins celles des étrangers...)

Le problème de langage était un handicap, « elles » parlaient le français, nous quelques mots (seulement) d'arabe, mais pour comprendre le langage des plantes !!! Nous avons donc fait appel à P. Mazoué qui a vécu chez les nomades en Algérie et a déjà soigné avec les plantes. Il a pu recueillir toutes leurs connaissances en arabe. Les femmes du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et une tchadienne ont apporté dans des petits sachets de la poudre, des graines, de la terre. Nous avons beaucoup apprécié ces séances où des parfums connus ou inconnus nous envahissaient toute la journée. On se sentait facilement « ailleurs », dans un autre pays. P. Mazoué a traduit en français les connaissances qu'il a pu recueillir. Notre choix s'est fait sur 20 plantes seulement. Puis il a fallu préparer une maquette pour l'imprimerie. Nous voulions que ce travail soit réalisé par nous-mêmes. D'autres femmes (maghrébines et françaises) ont découvert la calligraphie arabe avec

h.m et

Les Femmes maghrébines
 Aïcha (Maroc), Aïcha (Tchad)
 Bouha, Baboul, Fatima,
 Fatma, Noria, Naïma, Rita
 et Zainab
 Connaissent les Plantes

Association d'Animation et
 Création de Wilson
 Nicole Ournard
 16 allée Desbrosses 51100 Reims
 Tél (36) 06.24.67.

Le Genévrier

Le thym

Ecorce de Noyer



السواد

السعتر

"Assaetan"



As. sinak

Jamal Abarrou, un marocain vivant à Reims, qui se passionne pour la calligraphie. Ecrire avec une plume de roseau demande un entraînement que chacune avait oublié.

Découvrir ou redécouvrir l'écriture arabe, ces jolies arabesques que nous appliquions soigneusement sur notre papier, nous transportait facilement en dehors du temps. Grâce à Fatima, Malika, Farida et Naïma, le texte est bilingue — français-arabe —. Au mois de juin nos 20 fiches étaient imprimées et présentées. Ce travail collectif a été passionnant pour tout le monde. Nous avons ressenti nos échanges différents... Enfin ces femmes du Maghreb nous révélaient leurs richesses, et elles en connaissaient bien d'autres... selon le pays, la région, la campagne. Il fallait continuer.

« *L'année prochaine, nous apporterons d'autres plantes de chez nous !* ».
Pourtant l'année prochaine, elles savaient très bien qu'il n'y aurait rien. Les problèmes, les tracasseries pour faire vivre notre association étaient aussi les leurs. Elles ont connu les fuites d'eau du toit pendant plusieurs mois d'automne, où il fallait en arrivant éponger et envoyer l'eau à l'extérieur. Nous avons bien froid aux pieds, mais malgré cela elles étaient présentes. De toutes façon, il fallait accepter ces conditions ou alors nous n'avions plus de local.

EXISTER, NOUS ORGANISER NOUS-MÊMES, PRENDRE NOS RESPONSABILITES...

Depuis la création de notre association en février 1979, dans le cadre de Habitat et Vie Sociale, nous avons vu s'imposer un bâtiment que l'on appellera sur la pancarte de l'architecte, centre socio culturel, mais que nous verrons un an et demi plus tard baptiser M.J.C Brassens. Sans que pour cela les habitants du quartier soient invités à s'informer, à faire des propositions...

Si nous avons pu collaborer 4 ans plus tôt à la réalisation du projet, on nous a complètement écartés de la concertation pour l'occupation des locaux. Après une visite positive à la mairie de Reims, nous recevons 5 mois plus tard une lettre de celle-ci nous précisant que la gestion complète de l'équipement était donnée à la M.J.C et que pour bénéficier de salles, nous devons tenir compte des statuts de la M.J.C. Après lecture de ces derniers et du règlement intérieur il nous apparaît évident qu'il sera impossible de fonctionner de manière autonome si nous intégrons les locaux de la M.J.C.

Devons-nous aller plus loin pour expliquer les raisons d'arrêter les activités de notre association ? Nous voulons dire très haut que nous avons été victimes de personnes qui veulent nous imposer leur pouvoir par l'intermédiaire de leur structure. Quand nous avons débuté, tout le monde nous encourageait. Mais nous comprenons que ce sont les mêmes qui aujourd'hui nous refusent le droit d'exister. Maintenant que l'équipement est construit, que la zone prioritaire existe, qu'il y a un Club de Prévention, notre quartier est considéré comme organisé. Notre travail a été bien admis mais comme travail d'attente ; il faudrait que désormais nous entrions dans leur structure parce qu'ils ne peuvent pas imaginer qu'il se fasse quelque chose en dehors de leur pouvoir. Malheureusement, à quoi sert cette belle maison ? Par exemple à accueillir des concerts pendant lesquels le directeur (M.J.C)

vient garder la porte pour empêcher les jeunes de Wilson d'entrer. Ce que nous faisons ici leur aurait certainement convenu mais il aurait fallu leur passer le relais.

Mais alors ce serait aller contre ce que nous voulions : nous prendre en charge nous-mêmes, pour garder notre dignité de culture différente et partager nos richesses, sans attendre que cela fasse l'objet d'un projet écrit et approuvé par des professionnels.

En somme nous avons fait la preuve que nous n'avions pas besoin d'être animés par d'autres, ni d'un budget de 50 à 100 millions et que même à Wilson, les gens peuvent nouer des relations amicales et faire de grandes réalisations. Quand on nous oblige à intégrer la M.J.C pour pouvoir continuer à vivre, c'est aussi dire que nous ne pouvons plus rester nous-mêmes. C'est pourquoi nous avons choisi délibérément d'arrêter notre association.

Il est certain et personne de dira le contraire que tout ce que nous avons pu connaître comme richesse de l'un ou de l'autre ne s'effacera jamais de nos mémoires.

L'idée apparaît aujourd'hui qu'il vaut mieux aider les pays du tiers monde à se prendre en charge eux-mêmes au lieu de nous creuser la tête à savoir comment acheminer une aide alimentaire et leur vendre notre technologie. Aujourd'hui encore, des gens diplômés, habilités, subventionnés, dépensent beaucoup d'énergie pour savoir comment nous aider à nous épanouir, nous qui habitons les cités H.L.M. Nous avons fait la preuve que nous savions nous prendre en charge nous-mêmes et ça n'a pas plu ! C'était gênant ! Les gens des quartiers dits « populaires » seraient-ils d'éternels assistés, sorte de tiers monde qui a droit d'être assisté plutôt que de parler, qui doit toujours être cerné par les travailleurs sociaux comme d'autres le sont par les multinationales qui se « portent à leur secours » !

MANOSQUE

QUI N'A PAS SA

ROBE-SEROUAL ?

UN LOCAL, 3000 FRANCS DE SUBVENTIONS ET LES MACHINES A COUDRE FAMILIALES. IL A FALLU PEU DE CHOSES POUR QUE « METAMORPHOSE DEMARRE. DEUX FILLES SUR LES QUATRE DU GROUPE ARRIVENT A EN VIVRE. LEUR AMBITION : EMBAUCHER TOUTES LES FILLES AU CHÔMAGE.

Créée en février 1984 avec l'aide d'une éducatrice, Mme Lang, l'association « *Métamorphose* » est partie du constat que la plupart des filles, bien que munies d'un CAP de couture, se retrouvaient au chômage.

« *Nous étions quatre filles dans ce cas, explique Nacera Benaïssa ; la mairie nous a trouvé un local dont elle paie le loyer, la mission locale a donné 3000F pour acheter le tissu, et nous avons amené nos machines familiales* ».

Et l'atelier démarre, avec dans un premier temps la confection de robes maghrébines et de sérouals.

« *Aujourd'hui, ajoute Nacéra, nous faisons de tout : des confections, mais aussi des commandes et des retouches* ».

En juin dernier, l'atelier « *Métamorphose* » participe par un défilé et un stand à la fête de la jeunesse, où de nombreuses robes sérouals sont vendues, « *surtout à une clientèle française* ».

« L'atelier sert aussi de magasin de vente et en février prochain, nous commençons un stage de formation pour 7 filles, surtout pour maîtriser la gestion, la vente mais aussi la finition des vêtements ».

« Nous voulons aussi ouvrir un magasin en ville », nous dit Nacéra ; « deux d'entre nous arrivent à vivre de l'atelier mais nous espérons pouvoir embaucher toutes les filles au chômage » conclut-elle.

D.E.K



LYON

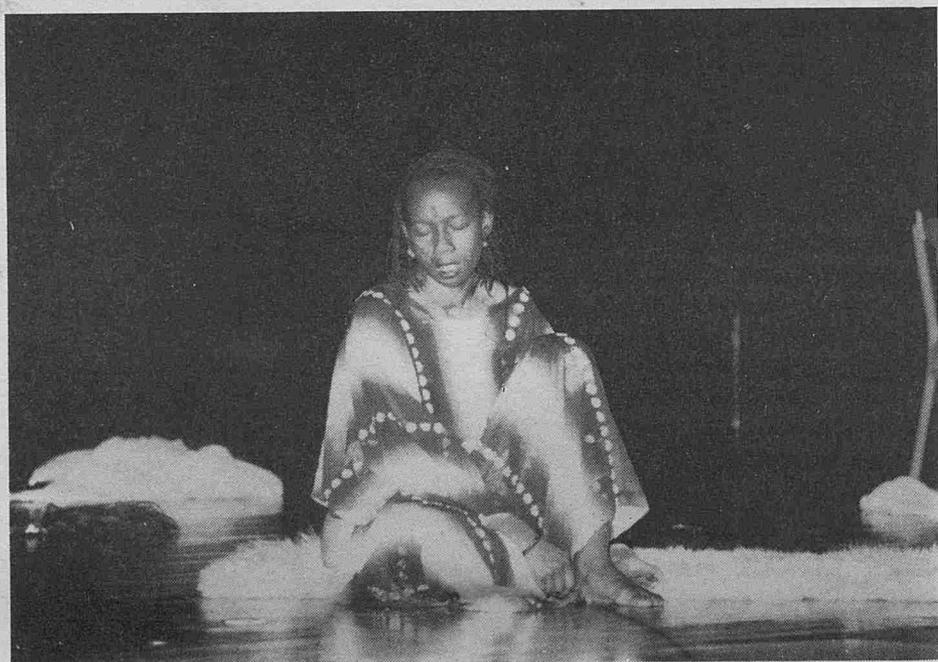
COUP

DE PILON

JEUNE ASSOCIATION CULTURELLE NEGRO-
AFRICAINNE, « *COUP DE PILON* » EST A L'IMAGE DE SES
MEMBRES : DYNAMIQUE ET AMBITIEUSE. ELLE EST
NEE A LYON DE LA RENCONTRE D'ARTISTES
AFRICAINS EN JUIN 1984. ILS ONT MIS EN SCENE UN
SPECTACLE POETIQUE ET ORGANISENT DES EX-
POSITIONS DE PEINTRES AFRICAINS, PROPOSENT
DES RENCONTRES AUTOUR DE CONTES D'AFRIQUE...

Le spectacle poétique est fait de poèmes pour la plupart composés par des membres de la troupe. Il s'agit en fait d'une représentation scénique qui mêle à la fois musique, danse, chant, mime... un jeu théâtral beaucoup plus qu'une pièce de théâtre. Des poèmes pour dire la difficulté d'être et de vivre noir et pour interpeler les autres, blancs et noirs. Comme l'un des poèmes par exemple, qui s'intitule « *Pauvre nègre, qu'as tu fait de ta délivrance ?* », pour crier que la liberté ne se joue pas seulement au niveau du discours. Il n'y a donc pas de rôle pour chaque comédien-danseur-mime, mais plutôt des figures qui sont évoquées et qui se métamorphosent au fur et à mesure du spectacle.

Le but de « *Coup de pilon* » : apporter un plus à l'art noir, et comme à



travers ce spectacle, créer. L'idée de mêler danse, mime et théâtre, comme celle d'introduire des spectateurs-acteurs vient d'une réflexion sur les spectacles africains et occidentaux à la fois.

Ils veulent reprendre et faire prendre conscience de la richesse et de la valeur de la culture négro-africaine. Vaste programme ! Même s'ils ne sont encore qu'une dizaine dans l'association, le travail ne leur fait pas peur. Parmi ces membres, il y a deux femmes : Nga et Agathe. Ce sont elles que j'ai rencontré. Nga : voilà trois ans que je suis partie d'Afrique. Je faisais partie d'un ensemble chorégraphique ballet-théâtre, « les génies noirs » de Douala. Nous sommes venus en 1981 pour une tournée artistique de quatre mois en Europe. Je faisais de la danse, de chant. Depuis toute petite j'étais à la maison celle qui ne veut rien faire, qui ne veut pas suivre la route. Ce qui m'a valu des problèmes. Je n'ai pas vécu chez mes parents. Je vivais à Douala avec ma grand-mère qui organisait des petites fêtes d'association où je chantais et dansais. J'ai aussi fait partie des chorales d'église. A 15 ans, j'ai passé des tests et j'ai été acceptée dans la troupe des « génies noirs ».

Quelques mois plus tard, je montais sur scène. A partir de ce moment, je fus à ma charge : comme on participait à plusieurs manifestations au Cameroun où l'on accompagnait des artistes comme Myriam Makeba par exemple, j'avais une petite rémunération.

SANS FRONTIERE : La libération de la femme africaine, cela signifie quelque chose pour toi ?

NGA : Pour moi la femme africaine a toujours été libre, c'est les colons, les occidentaux qui ont changé les rapports sociaux, et qui font qu'aujourd'hui on parle de libération de la femme. Mais comme on se le disait avec Agathe il faudrait plutôt parler de reconquête de la liberté pour la femme africaine. Je ne crois pas que ce qu'on apprend ici en Europe vaut ce qu'on oublie, c'est à dire nos civilisations. La femme française m'a déçue, elle est différente de moi. Je la trouve un peu masculine. Je ne pense pas que l'homme est supérieur mais en France, j'ai l'impression que c'est la femme qui essaye de prendre une supériorité dans le couple. Pour moi, c'est excessif.

S.F. : Comment vois tu l'avenir ?

NGA : Je fais des études musicales dans un lycée pour me préparer à entrer en fac de musicologie. Car toutes les musiques que j'ai entendus pendant ma vie en Afrique sont en train de disparaître faute d'écriture musicale, de traces. Je retournerai après mes études pour collecter et « mémoriser » ces œuvres. Mais l'art dramatique m'intéresse aussi beaucoup.

S.F. : Et toi, Agathe, que fais tu ?

AGATHE : J'ai fait trois ans d'étude dans les relations publiques/presse. Je cherchais un métier qui me mette en contact permanent avec les gens. Je ne vis que de ça. Et en plus j'aime bouger. Je m'oriente plutôt vers les relations publiques malgré une formation polyvalente car la presse en Afrique est plutôt muselée. Si cela change, ça m'intéresserait mais maintenant il y a trop d'obstacles.

Il y a de très bons journalistes en Afrique mais à force de ne pas avoir

d'initiatives et d'être tellement dirigés, ils deviennent amorphes. L'intérêt dans les relations publiques, c'est que tu as des boulots très divers en fonction des entreprises. C'est ainsi que je m'occupe de ce secteur à « Coup de pilon » (où je suis actrice). Ça me permet de faire mes griffes. Mais je ne conçoit pas les études comme un but en soi ou comme un moyen de libération. Cela répond vraiment à un besoin que j'ai d'apprendre. C'était une drogue pour moi jusqu'à l'année dernière où je suis arrivée à saturation. Ce qui m'a frappé, c'est que tout ce que j'avais appris c'était la culture occidentale et même ce que l'on m'a enseigné en Côte d'Ivoire. Où j'ai étudié jusqu'à la classe de 3ème avant de venir en France, vers 18 ans. Je me suis rendue compte que tout ce que j'avais appris ce n'était pas moi. C'est un schéma qu'on rencontre chez beaucoup de noirs. Il y a trois ans, je marchais dans la rue et j'ai vu une française passer, j'ai eu un choc. Je ne sais pas pourquoi mais je me suis dit : elle est différente de moi et je suis différente d'elle.

S.F. : La rencontre avec Coup de pilon, comment ça s'est passé ?

AGATHE : J'allais faire des courses et j'ai rencontré deux comédiens qui jouaient dans « La Mission » de Heiner Müller au TNP. Nous avons discuté et ils m'ont offert un invitation gratuite à la représentation. On s'est donc revu, on a fait connaissance. C'était en avril, un mois ou deux après, on s'est rendu compte qu'il y avait parmi les gens qu'on connaissait des peintres, des musiciens, des photographes... et on s'est dit pourquoi pas monter des ateliers pour exposer des œuvres. Et pourquoi ne pas mettre en scène les poèmes qu'on écrit ?

L'histoire de la France, je la connais par cœur alors que l'histoire de mon pays, je l'ignore. Tout ce passé je veux l'apprendre à travers les auteurs africains. Je ne regrette pas ce que j'ai appris mais c'est exclusif. Et je n'ai pas honte de l'avouer, j'en suis à un stade où tout ce qui est nègre me touche. Ce n'est que bien plus tard que tu fais la parenthèse, que tu trouves un équilibre. On me traite souvent de française, même ici, mes compatriotes. Car j'ai subi des influences au niveau du ton, de l'accent et comportement. Avant je le prenais comme une gifle. Mais je me sens nègre et c'est normal ayant vécu huit ans en France que j'ai « pris des choses ».

On regarde le blanc avec une bonne image, positive. Parce qu'il nous l'a mise dans la tête. Alors que nous nous dénigrons nous-mêmes. Il faudrait qu'une image positive de nous-mêmes soit répandue, grâce à la connaissance de la richesse et de la valeur de nos civilisations. Mais c'est très difficile.

Le projet de tous les membres de l'association, c'est à long terme de rentrer en Afrique, chacun dans son pays. Et de continuer ce travail commun à la fois de création, de (re)découverte et de réflexion sur la culture africaine.

Propos recueillis par Méli. K.

Association COUP DE PILON 11rue des Trois Maries 69005 Lyon.

MARSEILLE.

L'AFMA AU PAYS

DES HOMMES

ELLES SONT VINGT FILLES A MARSEILLE, A TENTER DE FAIRE COINCIDER INITIATIVES ANTI-RACISTES ET FÊTES DE FEMMES, PROJETS ECONOMIQUES ET ENTREPRISES CULTURELLES.

Avant de se retrouver à l'AFMA, Association des Femmes Maghrébines en Action, Yamina, Hanifa, Fatima, Souad et presque toutes leurs copines s'étaient déjà connues au théâtre. De 1979 à 1980, la troupe de théâtre « *Ntaa'Nous* » produit deux pièces : « *Lès enfants de la nuit* » et « *Oum Saad* », adaptée d'un roman de l'écrivain Palestinien Ghassan Kanafani ; deux ans durant, tournées et débats se succèdent avec souvent de vives discussions.

« *Ce qui revenait souvent, c'était le problème de la femme, se souvient Yamina. Ça tournait parfois à l'agressivité* ». Lassitude, problèmes individuels, et envie d'entreprendre de nouveaux projets font que, fin 1980, les membres de la troupe se dispersent, sans pour autant se perdre de vue.

Certaines filles se retrouvent dans l'équipe d'initiative de Radio Gazelle, Souad et Gharib commencent à réfléchir au projet d'une coopérative de confection, alors que Yamina rejoint le MLF marseillais. Rencontre brève car « *ni socialement, ni intellectuellement on était au même stade* ».

1981-1983, il faudra deux années de gestation à la vingtaine de filles qui

composent aujourd'hui l'AFMA pour créer leur association : « *on ne voulait pas créer l'association et le bureau, puis attendre que la base arrive. On n'a pas envie de courir* » expliquent-elles.

Après avoir tourné un film avec la deuxième chaîne de la TV allemande, et réalisé avec la collaboration d'un photographe marseillais, Pierre Ciot, un montage diapo sur la fugue, l'AFMA est à l'initiative du forum justice qui se tient à Marseille durant la première marche pour l'égalité. Autour de Hanifa dont le frère, Zahir, avait été tué quelques années plus tôt par un voisin, les filles de l'AFMA font bloc et multiplient les contacts avec les avocats, les autres familles des victimes et la presse.

L'été dernier, l'association organise un voyage de 9 filles en Algérie. Avec quelques subventions et une participation des filles, l'AFMA loue une estafette et l'aventure, car c'en fut une, commence.

Dès l'embarquement à la Joliette où le douanier, quelque peu surpris, dit aux filles de laisser leurs adresses car « *il vous arrivera sûrement quelque chose* ». Alger, Oran, Mostaganem, Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès, Tam, le périple dure 22 jours avec une constante : l'agressivité des mecs, « *qui ne peuvent pas parler autrement* ».

Dès l'arrivée à Alger et alors que Yamina se gare, rue Didouche Mourad, un homme vient ostensiblement se placer devant l'estafette et commence à hurler contre les filles qui allaient « *l'écraser* ».

L'intervention d'un policier qui avait assisté à toute la scène mettra fin à l'incident, et « *la pauvre victime* » est obligée de s'excuser ; ce sera le premier incident d'une longue série d'histoires qui émailleront le voyage. Invitées par une Algéroise à une soirée animée par Cheb Khaled, les filles se font arrêter par un motard qui veut les verbaliser pour « *tapage nocturne* », car elles tapaient de la derbouka dans l'estafette. A l'algéroise qui demande



Pierre Ciot



Pierre Ciot

au policier de les excuser car elles ne sont pas d'ici, le policier répond : « *ce sont de vraies algériennes ou non ?* ».

Dans les petites villes, il n'y aura pratiquement pas de problèmes. Ainsi, à Aïn Timouchent, un garagiste dépannera l'estafette le jour même de l'Aïd et refusera de se faire payer, et ici et là, « *malgré nos cigarettes au bec et nos shorts* », les filles se font inviter dans de nombreuses familles.

Malgré quelques problèmes de logement, le voyage se déroulera relativement bien si ce n'est que l'agressivité ambiante finit parfois par alourdir le climat : « *il nous arrivait parfois de nous engueuler entre nous pour décharger entre nous tout ce qu'on ressentait comme agressions* ».

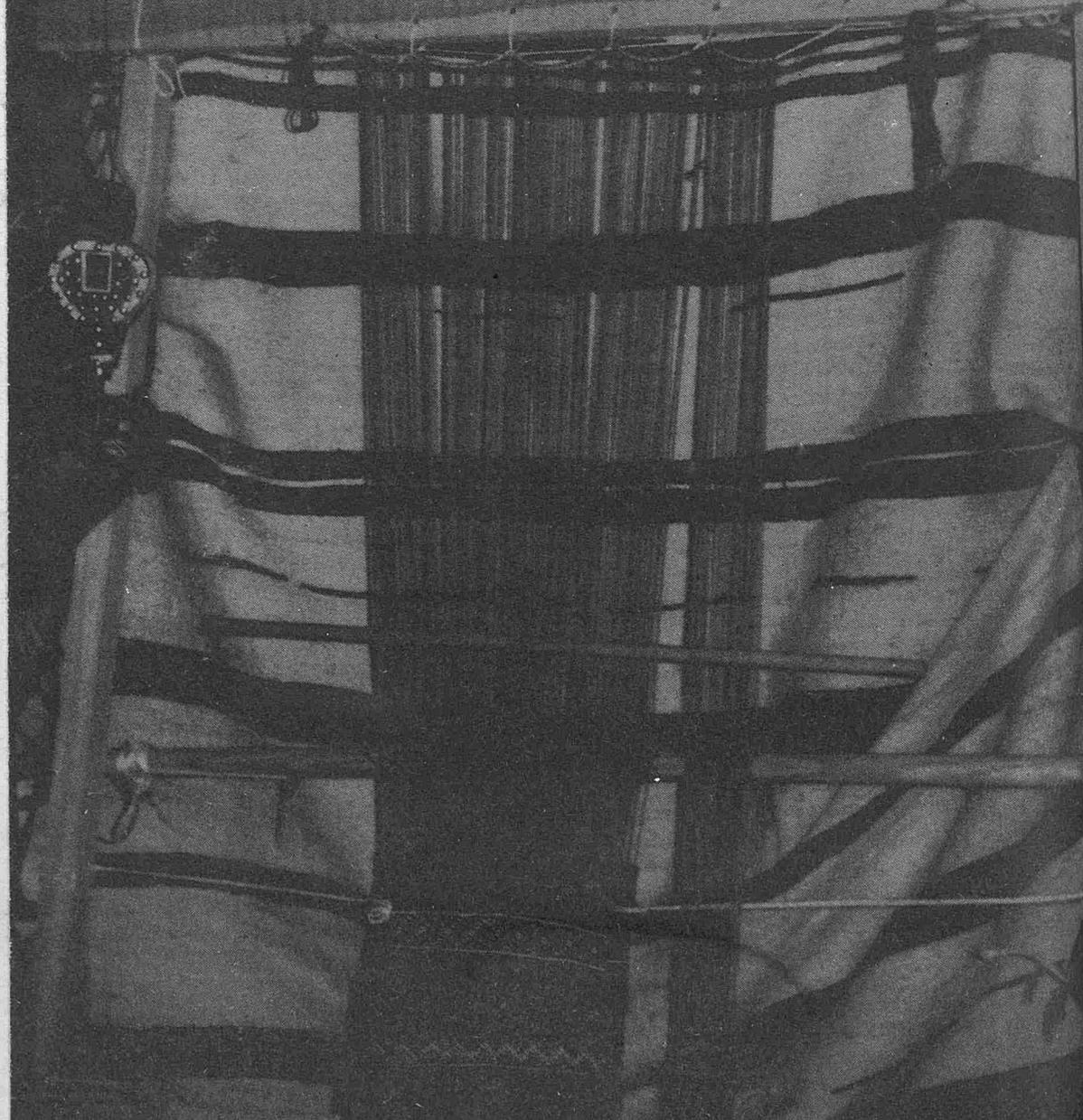
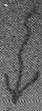
Composée actuellement de filles au chômage, ou en stage d'insertion, et de quelques salariées, (femmes de ménage, employées de bureau, animatrices,...) l'AFMA prépare une fête pour le 8 mars 1985 avec au programme : une pièce de théâtre (« *Ferdaous, une voix en enfer* »), des danses maghrébines, « *arrangées à notre manière* », et une troupe de « *Meddahat* », pour « *faire participer les mères de famille* ».

En projet aussi, une émission à « *Gazelle* » sur « *les femmes et la poésie* » et un groupe de baby-sitters.

A l'origine de cette initiative, une fille de l'association qui a une formation de puéricultrice et qui espère grâce à ce groupe pouvoir dépanner plusieurs filles au chômage. Et dans les tiroirs de nombreuses filles de l'AFMA, beaucoup d'écrits : des récits personnels, des poèmes... qu'elles gardent pour elles.

« *Ce n'est pas encore le moment de les sortir* » vous disent-elles.

MATER
LES TEMPLS DE VIE
SOURCES.



MONTPELLIER

L'ATELIER

DE PHOBOS

A LA CITE PHOBOS A MONTPELLIER, QUINZE FEMMES MAGHREBINES ONT PU MENER A TERME, AVEC L'AIDE DE QUELQUES TRAVAILLEURS SOCIAUX, UNE EXPERIENCE DE FORMATION EN BRODERIE ET EN TISSAGE. A L'HORIZON, UN PROJET D'ENTREPRISE ET UNE AUTRE INITIATIVE AVEC LES FEMMES GITANES.

Phobos à la ZUP de Montpellier, c'est un peu le Maroc. Sur les 1200 habitants 80% sont d'origine étrangère et les marocains sont les plus nombreux. C'est lors de rencontres organisées courant 82 avec les femmes de la cité que certains travailleurs sociaux se rendent compte que de nombreuses femmes veulent travailler. Pour sortir un peu de l'éternel et épuisant périple : vaisselle - lessive - ménage, mais aussi parce que la crise est là : « *il faut gagner un peu d'argent pour faire manger les enfants* » disent certaines mères de famille.

Dans le groupe, deux ou trois femmes souhaitaient travailler à partir de ce qu'elles avaient appris au pays : la broderie et le tissage.

Rapidement une association - support, « *Culture et Loisirs à Phobos* » est créée et les contacts commencent. Caisse d'Allocations Familiales, Service Social d'Aide aux Emigrants, Ministère du Temps Libre, OPAC, GRETA,

tout le monde est mis à contribution. Le GRETA paiera le salaire des formatrices, des subventions (10 000F en tout) du Secours Catholique, de la mairie et du Temps Libre permettent d'acheter la laine et le bois pour la confection des métiers et la CAF prêtera le local.

Les maris des stagiaires s'y mettent aussi et réalisent les métiers à tisser et le stage, qui se déroule de novembre 1983 à mai 1984, est conduit par des femmes du quartier, accompagnées par un groupe pédagogique de soutien constitué par les représentants des administrations impliquées. Le stage en broderie, moins coûteux en investissements matériels, a permis par contre aux formatrices d'aller apprendre leur technique aux élèves de l'école des conseillères en économie sociale et familiale de Montpellier. Le 7 juin 1984, les travaux réalisés lors du stage sont exposés dans le cadre des rencontres méditerranéennes. Quelques ventes sont réalisées mais les femmes veulent aller plus loin et se posent le problème de la commercialisation de leurs productions.

La boutique « *Artisans du monde* » de Montpellier décide de contribuer à résoudre cette question en vendant les produits, alors que le journal de la fédération de ces boutiques consacre en décembre dernier un article à l'expérience. Il y a là peut-être les signes avant-coureurs d'une nouvelle orientation de ces boutiques spécialisées jusque là dans la commercialisation — sans intermédiaires — des produits venus du tiers-monde.

« Le groupe de Montpellier, remarque une militante de cette ville, le souhaite comme une urgence. Il faut à tout prix aider ce projet à se réaliser. Son démarrage a mis en route tout un mouvement nouveau et chouette : au sein des familles avec les maris qui ont fabriqué les métiers, et avec les enfants qui ont ressenti à l'école l'importance du travail de leurs mamans. Et enfin au niveau des femmes gitanes qui sont venues se joindre aux Maghrébines avec en tête un projet similaire mais en vannerie ».

D.E.K
(avec, à Montpellier, Colette Favre)

PARIS

LADJA

A BEAUBOURG

SON PAYS, PLUS DE MARI, QUELQUES FRANCS,
UNE VALISE.

VINGT ANS PLUS TARD...

UN AUTRE PAYS, UN PETIT FILS, UN RESTAURANT
ET UN CHEZ SOI.

Blida, 1962, dans cette petite ville proche d'Alger, Mr Mehidi, ouvrier, vient de mourir. Il laisse une toute jeune femme Ladja et quatre enfants en bas âge (entre trois et cinq ans). Elle décide de rejoindre son frère en France, « pays de cocagne », prend les quelques francs que son mari lui a laissés, rassemble ses affaires — elles ne prennent pas beaucoup de place — et se rend avec ses gosses à Paris. La prospérité bat son plein, mais pour elle, ce mot n'a guère de sens ; il n'en prendra un que bien plus tard...

Vingt ans après, Ladja Mehidi est propriétaire d'un restaurant : « *L'ARTIGAUT* ». Elle officie à la cuisine — tous ceux qui connaissent le restaurant m'ont vanté son couscous — et son fils Ali, le quart du siècle séduisant, fait le reste, service, bar, rangement... Au bout de huit mois, ils servent quatre vingt repas, en moyenne par jour. Maintenant, ce restaurant est vendu; Ladja et son fils ont décidé d'acheter un piano-bar-restaurant près de Beaubourg. Il devrait ouvrir prochainement. Qui aurait pensé que cette petite paysanne algérienne deviendrait un jour propriétaire d'un tel endroit, dans un des quartiers les plus prisés de la capitale, elle qui n'a jamais été à l'école, qui ne sait ni lire ni écrire, elle qui a commencé à travailler à treize

ans, s'occupant des enfants des autres, qui est arrivée en France les mains vides !

Très émue de refaire tout ce chemin dans sa mémoire, Ladjà me raconte ces trop longues années où, tous les matins, elle se levait le plus tôt possible pour gagner quelques minutes dans la course contre la montre.

Tout en surveillant du coin de l'œil Karim, son petit-fils, elle décrit le centre d'accueil des Buttes-Chaumont où l'assistante sociale l'a envoyée; son frère n'avait pas suffisamment de place pour tous. C'était un foyer pour femmes battues, abandonnées... Les enfants étaient à la crèche. Elle avait le droit de les voir une bonne demi-heure par jour et le dimanche après-midi tout entier. Dans les immenses chambrées et à la cantine, le silence était de rigueur. Des surveillantes, cerbères au féminin, étaient chargées de faire respecter cette règle d'or. En échange de cela, les femmes devaient fournir un travail. Pendant six mois, les mains dans le sang et le pus, Ladjà lave le linge de l'hôpital voisin. Six jours par semaine, plus de huit heures par jour, sans toucher un centime. Ces femmes ne risquaient cependant pas de prendre de mauvaises habitudes de paresse en écoutant la radio ou en se rendant au foyer: il n'y en avait pas.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase est une goutte d'eau non-potable: la nourriture est insuffisante, le salaire inexistant et, surtout, les enfants sont mal soignés. Ils sont couverts de poux: quoi qu'en pense sa voisine de palier qui lui a dit plus d'une fois, « *on ne dirait pas que vous êtes arabe, vous êtes tellement propre...* » les français ne détiennent pas le monopole de la pauvreté.

Ladjà, petite femme un peu ronde et débordant d'énergie interrompt son récit pour me parler de ses enfants. On sent qu'elle prend très mal le reproche qui est fait sans arrêt aux parents d'origine maghrébine de mal élever leurs enfants. Elle leur a certes laissé une certaine liberté, mais sa fille aînée, Yasmina, la maman de Karim me précise qu'ils ont été élevés avec des principes moraux rigoureux. Elle leur a appris le respect de ceux qui les entourent et du pays qui les a accueillis. Le seul regret de Ladjà est d'avoir écouté les conseils de la directrice de l'école primaire: elle ne leur a jamais parlé arabe.

Aucun des quatre ne se souvient de ce premier centre d'hébergement où ils ne sont restés que six mois. « *Il n'était pas question que j'y reste plus longtemps* » m'explique-t-elle avec véhémence. « *J'ai été voir l'assistante sociale et je lui ai dit : si vous ne me trouvez pas autre chose, je repars en Algérie* ». Sa détermination porte. Elle est transférée Place d'Italie. Sa chambre est grande, ses enfants y vivent avec elle. Ladjà trouve du travail et s'inscrit sur une liste d'attente pour obtenir un logement. Un an après son arrivée en France, on lui propose un appartement; sa seule exigence: être à proximité d'un travail. Ladjà se rend au Plessis-Robinson pour visiter l'endroit; dès qu'elle entre dans ce trois pièces d'une HLM de banlieue, elle le refuse: « *C'était tellement beau, tellement grand, j'ai dit ce n'est pas pour moi. Heureusement, le chauffeur de taxi qui m'avait conduite m'a poussée à l'accepter. J'y habite toujours* ».

Et c'est ici que, pendant vingt ans, elle « construit » son restaurant, franc par franc, se levant avant tout le monde, se couchant la dernière. Tout de

suite, elle trouve du travail avec l'aide de l'assistante sociale, à la cantine municipale. Journée continue : 11h 30 – 20h30 pour environ 400 francs par mois. Ces horaires lui permettent de « faire des repassages », de laver les escaliers de l'immeuble... d'acheter centime par centime sa liberté. Avec ses économies et un emprunt, elle acquiert un appartement, elle le loue. Une fois l'emprunt remboursé, elle le revend. Ladja a enfin assez pour acheter ce restaurant.

Le succès de ce restaurant tient, m'ont dit des habitués, à ce qu'on s'y sent comme chez soi. Cela ne m'étonne pas du tout. Quand je suis allée la voir, j'ai été reçue comme une amie de toujours ; elle m'a gardée pour le dîner avec ses enfants et son petit-fils. « *Quand on veut faire quelque chose, on y arrive. J'ai souffert, m'a-t-elle confié, mais j'ai réussi. Il faut de la volonté et du courage. Et, ajoute-t-elle, revenez me voir, je vous ferai un couscous, comme on sait le faire chez moi en Algérie* ».





ROUBAIX

DEPASSER

LA FUGUE

CERTAINS D'ENTRE NOUS, QUI TRAVAILLONS EN DIRECTION DES JEUNES, AVONS ETE INTERPELLES PARFOIS QUASI-QUOTIDIENNEMENT PAR UN NOMBRE GRANDISSANT DE JEUNES MAGHREBINES EN SITUATION DE FUGUE.

Beaucoup d'entre elles ayant atteint la majorité ne sont pas prises en charge par les foyers de la région, le plus souvent au complet.

La plupart de ces jeunes filles évoluent dans un environnement économique et social redoutablement hostile ; elles vivent presque toutes une situation de chômage, ne possèdent pas de diplômes et certaines ont un niveau scolaire faible ; autre particularité, elles sont souvent issues de familles relativement nombreuses.

Chacune a son histoire, ses rêves, ses angoisses. Les motifs qui ont provoqué la fugue sont toujours apparemment futiles (une sortie tardive, un maquillage trop voyant, le refus de repasser le pantalon dominical du frangin...). Pourtant il s'y cache une somme incommensurable de solitude, de désespérance...

Que d'amertume véhiculent les propos de ces filles qui à vingt ans ont le sentiment d'avoir raté la vie.

L'ennui, l'ennui oppressant qui s'abat sur la ville de Roubaix, elles le connaissent autant que leurs frères, cependant c'est le désert du dialogue avec la mère, le père tout-puissant, parfois la sœur aînée mais surtout les frères qui leur a été insurmontable.

Qui sait écouter peut mesurer combien la frustration est étouffante pour ces jeunes filles qui ont de plus en plus tendance à refuser le partage sexuel des tâches domestiques, à revendiquer l'égalité de traitement avec leurs frères. Pourtant, cette soif d'autonomie, même si elle éloigne les jeunes filles de leurs parents, ne les conduit que rarement au rejet total de l'image culturelle de ces derniers.

A l'extrême, le dénuement affectif, la détresse, acculeront certaines jeunes fugueuses à se mettre sous la « protection » de jeunes, fils d'immigrés eux-mêmes.

Il convient de souligner ici l'importance prise par ce phénomène de prostitution qui s'étend comme une gangrène à Lille - Roubaix - Tourcoing. Nous laisserons-nous encore et toujours cantonner dans la délinquance et la marginalité vécues par les jeunes comme une fatalité, voire un statut social « *sui generis* ».

Les structures traditionnelles d'hébergement sont débordées face au nombre croissant de fugueuses maghrébines et semblent incapables d'apporter des solutions qualitativement satisfaisantes. Il suffit pour s'en convaincre de laisser parler telle ou telle jeune maghrébine accueillie dans l'un de ces centres — ou l'ayant été — : « *Ils nous disent pas comment sont nos coutumes et s'intéressent pas à nous, alors on discute entre nous, on parle arabe exprès devant eux...* ».

Il apparaît en effet, là comme ailleurs, que les populations immigrées ne sont identifiées que par rapport à leurs difficultés d'insertion sociale. On apparente inévitablement la situation des jeunes issus de l'immigration à celle du prolétariat ou du sous-prolétariat français, cette assimilation hâtive refuse la prise en compte de toute une problématique culturelle et psychologique spécifique. Certains travailleurs sociaux diront même : « *C'est pas le même public, on a des difficultés à les cerner...* ».

Face à ces manques, nous avons constitué un groupe de travail avec les jeunes filles concernées par la fugue. Nous avons tenté d'élaborer un projet de structure d'accueil de jeunes maghrébines en difficulté. L'originalité de ce projet serait d'inclure comme dimension spécifique l'écoute, la création de conditions propres au rétablissement du dialogue familial brisé grâce à un réseau d'accueil composé de familles maghrébines. En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, toutes les jeunes filles ont souligné leur attachement affectif à leur famille.

Le centre aurait pu fonctionner cette année. Nous en avons volontairement retardé l'ouverture dans le seul souci de ne pas nous cantonner à la seule fonction d'accueil temporaire.

Dépasser la fugue consistera pour nous à recréer, si le désir en est exprimé, le lien familial toujours vivace, à reconstruire une identité culturelle.

Nous chercherons ainsi à éviter que le centre d'accueil ne devienne un îlot linguistique confortable, un autre « *ghetto* ».

Bachir-Cherif Leïla

FUVEAU

LA PATRIE

DES FILLES

AVEC LA SOLIDARITE COMPLICE DE LEURS MERES, LES FILLES DE BLEDI-BLEDKUM, A FUVEAU, DANS LE MIDI, VEULENT VAINCRE LE CHÔMAGE, LE RACISME, ET L'INDIFFERENCE DES PERES ET DES FRERES.

« On est venu ici en 62. A cause de la guerre, nos parents ont été rapatriés en France. Ils ont été mis dans des camps. Tout d'abord, ils étaient installés dans des tentes, chacun avec sa famille. Ils étaient en attente. On leur a construit des préfabriqués. On les a mis dans des camps qui s'appellent maintenant des camps de harkis... depuis 62. Et depuis 62, on leur a promis beaucoup de choses : on va vous construire des maisons, en vous intégrant, et tout et tout... Et ça fait 25 ans... On est toujours ici ».

Nadia, Aïcha, Kheira, Farida, Halima et Messaouda sont pratiquement toutes nées et ont grandi « ici » dans ce qu'elles appellent « le trou », « le cimetière », le hameau forestier de Fuveau.

32 familles, 300 personnes, parquées depuis leur arrivée d'Algérie dans ce qu'on appelle pudiquement un hameau forestier pour désigner ces cités de l'apartheid à visage humain, édifiées le plus souvent à l'écart de toute population française de souche. Martine, leur amie, leur complice était il y a encore quelques années, un membre actif de l'association des parents



d'élèves de l'école de Fuveau.

Elle témoigne : « j'ai assisté à des réactions racistes absolument abominables ». A la suite d'un incident entre une mère de famille et des enseignants, les parents du village évoquent une pétition pour « *exiger que l'on enlève les enfants de harkis de l'école* » et menacent d'envoyer tous leurs enfants dans le privé. « *On a réussi à arrêter la pétition* » se souvient Martine. Quelques mois plus tard, tous les gosses du hameau sont renvoyés de l'école durant trois jours, l'un d'eux ayant insulté la directrice dans le car de ramassage scolaire. Comme les enfants refusaient de dénoncer le fautif, ils ont été tous punis. « *Au conseil d'école, il a fallu discuter 4 heures pour que le renvoi ne soit que de trois jours* ».

Il faudra aussi des années pour obtenir que les gosses du hameau aient autre chose à la cantine à la place du porc. « *On a gagné* » disent les filles, en rigolant. Aujourd'hui, leurs petits frères ont un peu de beurre, une sardine et des olives à la place du jambon. Bien que tous ces incidents datent de quelques années, « *Fuveau et ici, c'est divisé, séparé* » concluent les filles. Et « *ici* » ce n'est guère mieux.

Des études vite interrompues (« *car les parents ne voulaient pas qu'on aille plus loin qu'Aix. C'est le milieu : dans le camp, le père regarde toujours ce que dit le voisin* »), un CAP pour la majorité d'entre elles (« *le plus élevé, ce sont celles qui ont un BEP sanitaire et social* ») et le chômage (« *on se lève, on fait le ménage et on regarde la télé* »).

Vingt ans passés à « *regarder l'ancienne génération vieillir* », à supporter les grands frères (« *eux, ils vont faire les amourettes et les weeks-end, ils sont les premiers pour les repassages* »).

Vingt ans passés à tout faire (« *on a remplacé les parents. on a toutes les* »).

responsabilités, on sert de taxis pour celles qui ont des voitures, on sert d'interprètes »). En vingt ans, deux filles du hameau « s'en sortent » : elles sont aujourd'hui étudiantes à Aix, en droit.

« A quelques unes, explique Aïcha, on parlait depuis longtemps de créer notre entreprise. On se disait qu'il fallait s'en sortir. Et le seul moyen, c'est nous les filles ».

L'an dernier, elles vont voir Mme Panier, de la direction régionale des droits de la femme : « elle nous a répondu, je ne peux rien faire sans votre volonté ».

Avec leur amie de toujours, Martine, les filles du hameau créent en juin dernier une association, Bledi-Bledkum, (ma terre - ta terre) : « avec cette association, nous voulons essayer de supprimer les conflits entre les deux communautés et pouvoir travailler » explique Aïcha qui en est la présidente. « Nous avons un projet de formation sur 8 mois pour créer notre entreprise : un salon de thé - traiteur ». Pour les ateliers techniques, elles comptent faire intervenir les mères comme monitrices car « elles ont un savoir faire à nous transmettre, des richesses ; par l'intermédiaire de l'association, nous voulons faire ressortir tout ça ». C'est apparemment pour les filles une manière de concrétiser la solidarité qu'elles ressentent chez leurs aînées : « elles sont omni-présentes. Tout en n'y étant pas, on les sent. Elles sont un peu là pour influencer les pères qui ne sont pas trop d'accord ou qui ne voient pas du tout, semble-t-il, comment leurs filles réussiront là où eux-mêmes et leurs fils ont échoué. On veut leur prouver le contraire et on y arrivera » affirment tranquillement les filles de Fuveau.

Driss El Yazami Khammar.



AULNAY SOUS BOIS

FARIDA,

FEMME D'AFFAIRE

« UN JOUR, J'AURAI MON ENTREPRISE ! »
AINSI EN AVAIT DECIDE FARIDA, MALGRE LES
SOURIRES IRONIQUES QUE FAISAIT NAÎTRE CETTE
AFFIRMATION. ARRIVEE EN FRANCE EN 1960, CETTE
JEUNE ALGERIENNE, AÎNÉE DE DOUZE ENFANTS,
FILLE D'OUVRIER, UN CAP D'AIDE COMPTABLE EN
POCHE, NE CORRESPONDAIT PAS A L'IDEE QU'ON SE
FAISAIT DU FUTUR CHEF D'ENTREPRISE.

Février 1984, pour beaucoup, l'année commence mal, compression de personnel, licenciements économiques... Farida Khalifa en fait partie. Elle apprend cette nouvelle avec... joie ! C'est l'occasion ou jamais de monter son entreprise, de devenir son propre patron. Deux mois plus tard, la question est réglée : « *Victoria Sweet* » ouvre ses portes le 13 avril 1984. Pourquoi Victoria ? « *Sûrement parce que ça ressemble à victoire* » a-t-elle répondu une peu rêveuse.

Pour une victoire, c'en est une : créer une entreprise en un temps aussi court, c'est du travail de spécialiste ! Son expérience est mince ; en 1978, elle a participé à la création de « *Sevran Voyages* », l'agence de voyage de son mari. Le reste, elle l'apprend dans les livres. Très vite, elle se lance.

Après avoir hésité entre une parfumerie et une société d'importation d'artisanat maghrébin, elle opte pour la fabrication de fleurs artificielles : les fleurs en plastique sont recouvertes de laques puis disposées dans des pots de porcelaine ou d'osier.

L'argent, elle l'a. Ou plutôt, elle croit l'avoir. En tant que chomeuse, elle a droit à 30 000 francs d'aide à la création d'entreprise. Elle obtient également 90 000 francs pour trois EIL (emplois d'initiative locale) auprès de la direction départementale du travail. Elle a donc 120 000 francs, mais... sur le papier ! Il a fallu six mois avant que les sommes soient débloquées : l'entreprise a failli mourir avant d'avoir démarré.

Et pas la peine de compter sur les banques, elles accordent rarement des avances sur subvention de l'état. De toute façon, elles ne prêtent pas souvent aux « *débutants* ».

Ce détail n'arrête pas Farida, elle prend le taureau par les cornes : « *j'ai demandé un rendez-vous au directeur de ma banque, et j'ai été le voir avec mes dossiers, mes fleurs* »... Et son enthousiasme contagieux. Tellement contagieux que le directeur est séduit par le projet. Un contact par téléphone n'aurait pas donné le même résultat !

« *Au début, explique-t-elle, les fournisseurs ne font pas confiance, il faut payer comptant. Si la commande est grosse, cela coûte cher en fournitures* ». De là, l'importance d'avoir un banquier qui connaisse bien l'entreprise, ses mécanismes, ses besoins d'argent.

Parmi les conseils que Farida prodigue aux futures créatrices d'entreprise se glisse une recommandation surprenante : « *Faites ce que je dis, pas ce que j'ai fait. Avant tout ne vous précipitez pas !* ». Les compositions florales de Farida n'étaient pas tout à fait au point lors du premier salon : la laque s'écaille, elle risquait gros ! La bonne formule, elle ne la trouve que la veille de son premier rendez-vous avec un client. Ouf !

« *Les salons, m'a-t-elle affirmé, sont des moyens très efficaces de faire connaître un produit* ». Si tant est qu'on vous y accepte. C'est difficile, surtout en France. Il faut des références, alors, quand on débute... Mais là encore son enthousiasme et sa ténacité lui ont ouvert les portes : quelques jours après la création de « *Victoria Sweet* », elle réussit à obtenir un stand au Salon du Cadeau d'Entreprise.

Les créations de Farida plaisent beaucoup, plus encore à l'étranger qu'en France. Elle vend déjà au Koweït et en Arabie Saoudite, a présenté ses fleurs dans plusieurs pays d'Europe... Tout ça en quelques mois d'existence.

Elle a même obtenu une assurance qui la couvre lors de ses déplacements à l'étranger. Assurance presque exclusivement accordée aux entreprises qui fonctionnent depuis plusieurs années. En janvier 1985, elle part à New York présenter ses produits ; elle parle même d'agrandir l'entreprise !

Cette jeune maman d'une petite fille de quatre ans est devenue en moins d'un an une « *businesswoman* » accomplie. Elle voyage, exporte, apprend l'anglais... Avant tout, c'est une femme épanouie.

« *Je suis heureuse, m'a-t-elle confié, je travaille plus que jamais, mais je suis heureuse* ».

V.B

CREER

UNE

ENTREPRISE

**EN CETTE PERIODE DE CRISE, NOMBREUSES SONT
LES ASSOCIATIONS OU LES FEMMES QUI SE LANCENT
DANS DES PROJETS ECONOMIQUES.
QUELLES SONT LES PRINCIPALES EMBÛCHES ?**

Plus personne ne peut douter aujourd'hui de la richesse du travail d'animation et de formation que réalisent les associations socio-éducatives dans les quartiers. Nombreuses sont les femmes immigrées qui participent à des activités très diverses (cours d'alphabétisation, couture, cuisine, activités culturelles, réunions informelles, réunions médico-sociales, ciné-club...).

Les motivations et les attentes dépendent à la fois de leurs conditions de vie, de l'intérêt personnel qu'elles y portent et du dynamisme de groupe qui règne. Très souvent, ces activités font preuve d'innovations pédagogiques et permettent de découvrir leurs compétences et savoirs, de les partager avec d'autres et de les développer.

UN TRAVAIL PRODUCTIF.

Les contacts et relations qui s'établissent, contribuent à renforcer leur épanouissement et confortent les personnalités. Elles prennent conscience petit à petit des systèmes qui les entourent et recherchent les moyens d'améliorer les conditions de vie, pour elles-mêmes et leurs familles.

Les activités dites traditionnelles des associations socio-éducatives ont déjà fait couler beaucoup d'encre, mais les réalités de terrain nous montrent bien qu'elles demeurent indispensables à l'ouverture et la responsabilisation des femmes, même si nous sommes persuadés qu'un travail d'adaptation reste à faire.

En effet, il nous semble indispensable et nécessaire de considérer ce travail réalisé dans le cadre associatif (même s'il est bénévole) comme une activité productive pour elle-même et la société. Sortir de son isolement, participer activement à la vie sociale, acquérir une plus grande confiance, se former, faire des choix plus judicieux... sont des facteurs déterminants au développement personnel de la femme, qui se répercutera favorablement sur toute sa famille. Même si elle ne participe pas à une activité productrice et rentable, de par son travail domestique, elle entretient la « *force de travail* » des membres de sa famille déjà engagés dans la productivité. Il ne nous est donc plus possible, en 1985, de nier la place sociale et économique que prennent les femmes immigrées et le rôle formateur des associations socio-éducatives.

DES FEMMES IMMIGREES CREENT DES ENTREPRISES.

La crise environnante et notamment le chômage touche particulièrement les familles immigrées et obligent beaucoup de femmes à chercher un emploi. Les échecs sont nombreux, et les réponses négatives, quand il y a réponse, affluent. Une aide concrète est demandée aux animateurs des associations qui devant la complexité du problème, sont démunis. Le manque de formation professionnelle, l'analphabétisme, la campagne anti-immigrés qui sévit en France actuellement... sont des facteurs complémentaires aux difficultés rencontrées. Il reste beaucoup de travail de formation à réaliser dans les associations où l'implantation et la sociabilité se prêtent favorablement.

Depuis ces dernières années, nous avons constaté l'intérêt exprimé par des femmes à l'idée de créer leurs ateliers de production, leurs SCOPS. Affaire de mode diront certains, affaire de survie diront d'autres.

Il est évident, que de plus en plus cette idée progresse dans les associations et fait, petit à petit son chemin. Ces expériences nouvelles sont à la fois révélatrices d'une évolution des besoins des femmes et du souhait de prendre leur destin en main. La conciliation avec le milieu traditionnel se réalise progressivement, mais nécessite à la fois beaucoup de patience et de réflexion.

Bien sûr la question de la survie de ces expériences est posée. Il ne fait pas de doute que ces projets demandent une très grande rigueur, tant sur le plan conceptuel et technique, que sur le plan humain.

Créer une entreprise n'est pas de même nature que de s'engager dans une

action sociale. Il faut pénétrer dans les lois du marché qui sont établis de telle manière que les plus forts gagnent. Ces initiatives qui ont très souvent un caractère collectif et auto-gestionnaire, sont obligées de s'adapter, tout en conservant leur originalité propre.

Dès le départ, des choix judicieux doivent être réalisés. Le choix de la production est fréquemment déterminé par le savoir-faire traditionnel des femmes (tissage, couture, poterie, cuisine...). Malheureusement ces produits ne sont pas toujours adaptés à la demande de consommation en France.

En plus, des ateliers clandestins ou des importations peuvent donc concurrencer sérieusement les productions locales. Une étude de marché n'est pas un luxe. Par ailleurs, la politique de commercialisation et les techniques de vente ne s'inventent pas. Un personnel compétent et formé, maîtrisant la gestion dans sa globalité, est un atout important pour la réussite.

Dans la réalisation des projets, l'entente entre les femmes doit exister, ainsi que la participation active de chacune. Des réunions d'équipe de travail favorisent la circulation de l'information, la discussion des problèmes et questions qui se posent, le contrôle de la gestion et de prendre collectivement des décisions.

Les expériences déjà existantes montrent bien combien le temps de la conception d'un projet est déterminant pour sa réussite. Les motivations, convictions des femmes, la connaissance du milieu d'implantation et des familles ne doivent pas être oubliés dans les réflexions engagées.

La solidité et la solidarité du groupe renforcent le dynamisme et permettent de franchir plus facilement les obstacles. Bon nombre d'entre elles savent que les heures de travail ne se comptent pas, qu'il faut investir du temps et de sa personne, pour un salaire assez bas. Faire reconnaître le projet à d'éventuels financiers, auprès des administrations, des commerçants du quartier, et chez les clients futurs, sont des tâches délicates. Etre femmes immigrées et vouloir créer une entreprise, cela surprend !

Les échecs et les réussites nous apprennent que des règles précises doivent être respectées, et qu'il ne faut pas hésiter à faire appel à des personnes et organismes compétents dans la création d'entreprise et dans la formation. Nous avons rencontré des femmes engagées dans de tels projets, elles sont toutes persuadées que ces initiatives nouvelles ont un avenir, mais qu'il est primordial à chaque projet de trouver sa propre voie et qu'une solidarité inter-culturelle et inter-nationale se développent pour faciliter les réussites.

Un défi est lancé, à nous de savoir le saisir.

Michèle Schneider

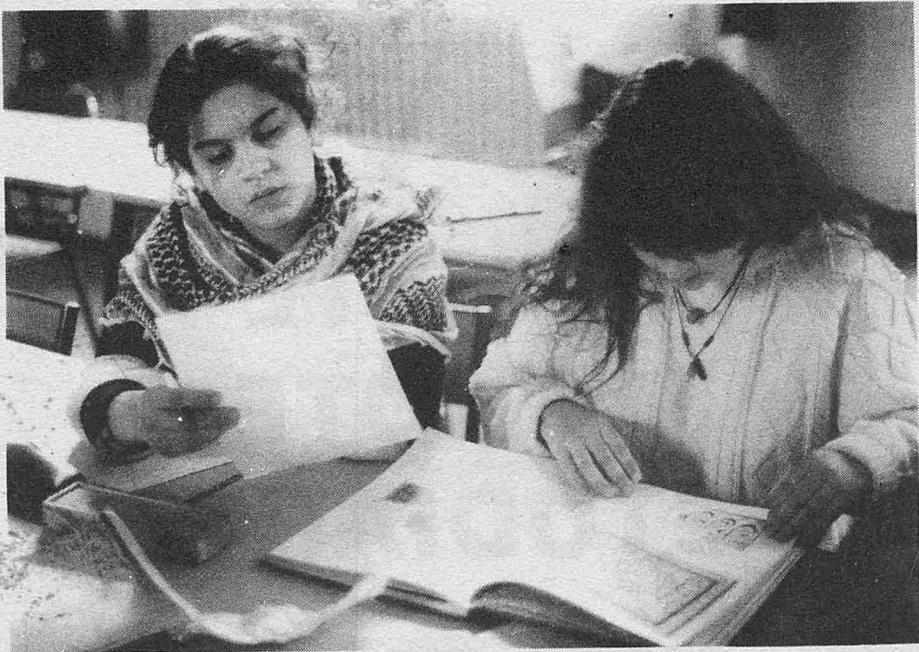
ENQUETES

ENQUÊTE : DU CÔTÉ DES ETUDIANTES...

par Isabelle Taboada-Léonetti

A L'HEURE OÙ LA DROITE, EFFRAYÉE PAR LE SUCCÈS DES MARCHES CONTRE LE RACISME, VOIT L'IDENTITÉ DE LA FRANCE EN PERIL ET SE DECHAÎNE CONTRE LES IMMIGRÉS « ENVAHISSEURS », A L'HEURE OÙ LA PRESSE S'APPLIQUE A DONNER DE L'IMMIGRATION, ET NOTAMMENT DES JEUNES, UNE IMAGE ASSOCIÉE A L'INSECURITE, A L'ÉCHEC ET A LA DELINQUANCE, IL EST NECESSAIRE D'APPORTER DES

ELEMENTS RAMENANT A UN PEU PLUS DE MESURE. ET DE RAPPELER ENCORE, QUITTE A SE REPETER, QUE SI BEAUCOUP D'ENFANTS D'IMMIGRÉS CONNAISSENT EFFECTIVEMENT DES CONDITIONS DE VIE QUI MENENT A LA DELINQUANCE, BEAUCOUP D'AUTRES, DE PLUS EN PLUS, ET SURTOUT LES FILLES, S'EN SORTENT, PARFOIS MIEUX QUE LES JEUNES FRANÇAIS DE MÊME CLASSE SOCIALE.



Statistiquement, la progression d'enfants étrangers qui parviennent jusqu'au bac est lente mais significative : en 1975, 1,9% des élèves du cycle long étaient étrangers ; en 1981 ils étaient 3,6%, alors qu'ils représentent 6% de la population totale en France dans cette classe d'âge. Les enfants d'ouvriers français ne réussissent pas mieux ! (1)

A l'université, les étudiants étrangers sont nombreux (13% des effectifs), mais la majorité sont venus en France directement pour faire leurs études. Si l'on estime que seuls ceux qui déclarent avoir leurs parents résidant en France sont des jeunes issus de l'immigration, ils seraient en 1982 près de 20 000, dont 3900 algériens, 3000 marocains, 1400 tunisiens, 1000 espagnols et 1000 portugais. A ces inscrits à l'université, il faut ajouter ceux qui suivent des études

supérieures dans des écoles privées ou para-universitaires (secrétariat, interprétariat, gestion, informatique etc) où l'on rencontre de nombreuses filles.

Il n'existe pas de statistiques universitaires distinguant filles et garçons dans la population immigrée. Mais l'on sait que, dans le secondaire, les filles sont deux fois plus nombreuses que les garçons, dans certaines nationalités, à parvenir jusqu'au bac ; cela confirme l'impression, née de la pratique, qu'une frange importante de jeunes qualifiés est en train d'émerger, et qu'elle est en majorité constituée par des filles. Pourquoi réussissent-elles mieux que les garçons ? Et quels sont les facteurs qui permettent aux jeunes de l'immigration de parvenir jusqu'à l'université malgré les handicaps que les spécialistes leur reconnaissent ?

Avant de tenter de répondre,

regardons encore les chiffres des étudiants immigrés : 3900 algériens, 1000 portugais. 8400 maghrébins pour moins de 3000 latins (en incluant les italiens). Le nombre d'étudiants est 4 fois supérieur chez les maghrébins, alors que le nombre total d'adolescents est équivalent chez les latins et chez les maghrébins. Pourtant, dans l'échelle des professions, les parents maghrébins occupent des postes moins qualifiés, et sur le plan culturel on compte parmi eux davantage d'analphabètes. Cette disparité entre l'origine sociale et l'accès aux études supérieures montre que le fameux handicap socio-culturel n'est pas sur-déterminant, et que en tout cas, il ne constitue pas une fatalité.

A partir de cette sur-représentation d'étudiants maghrébins — due en partie au nombre important de filles qui viennent gonfler les effectifs — on peut comprendre certains mécanismes. Les interviews d'étudiantes que j'ai rencontrées mettent en évidence certaines constantes qui apparaissent comme les principaux facteurs de la réussite.

En premier lieu, le principal atout pour les filles réside, paradoxalement, dans le statut subordonné qu'elles ont au sein de la famille et qui préfigure la place sociale que leur communauté leur réserve. Les filles des sociétés méditerranéennes sont élevées plus sévèrement que les garçons et le contrôle familial pèse sur toutes leurs activités : sorties, habillement, maquillage, études, mariage... La plupart comprennent très vite que leur seule échappatoire est l'école. A court terme, le travail scolaire fournit les seuls prétextes

acceptés par les parents pour sortir, ou pour échapper aux travaux ménagers ou à l'ennui.

« A la maison il y avait des interdits bien sûr, malgré que ma mère considérait qu'il fallait à tout prix que je réussisse mes études. J'étais comme les autres filles, je ne pouvais pas sortir. C'est sans doute un facteur qui a favorisé mon désir de travailler aussi. Je n'avais pas le choix, c'était la maison ou la maison, alors je me plongeais dans le travail. A partir de 13 ans, c'était comme les autres filles, je passais les dimanches à la maison. Et puis le travail a remplacé le reste, et comme je réussissais bien, je prenais mon plaisir où je pouvais » (Nora).

A long terme, les études permettent de trouver un emploi et d'accéder à l'autonomie financière face à laquelle les parents sont désarmés ; plus l'emploi est qualifié et valorisé et plus les rôles à l'intérieur de la famille se modifient, au point que certaines filles finissent par exercer l'autorité qui revient traditionnellement aux fils aînés.

« Les parents commencent à en revenir maintenant. Les filles réussissent mieux que les garçons et les parents se rendent compte qu'ils peuvent davantage s'appuyer sur elles. Pour tout. Les démarches administratives, quand il y a un problème ou qu'il faut discuter avec un professeur par exemple, c'est elle qui y va. Elles restent plus longtemps à la maison, apportent leur paye, alors que le garçon dépense tout et ne rentre que pour faire laver son linge... Les familles reposent de plus en plus financièrement et affectivement sur les filles » (Nora).

La motivation des filles à réussir scolairement pour changer leur

statut dans la famille peut être exprimé en termes généraux par le degré d'instrumentalité que le jeune voit dans les études. Autrement dit, pour les filles maghrébines la scolarité est un moyen instrumental et efficace pour parvenir à réaliser un objectif précis ; l'enjeu — l'autonomie — est important pour elles et elles mettent tout en œuvre pour y parvenir. Mais cette attitude revendicative aboutit rarement si elle n'est pas favorisée par une attitude positive des parents vis-à-vis de l'école. En effet, les parents maghrébins ont des aspirations professionnelles élevées pour les enfants, y compris pour leurs filles, et les encouragent à poursuivre des études longues. (2)

Cette attitude n'est pas sans ambiguïté puisqu'en même temps ils voudraient imposer aux filles des comportements très traditionnels. Peut être faut-il attribuer principalement aux mères les aspirations que les familles portent sur leurs filles, ces mères qui voudraient tout à la fois vivre autrement à travers l'ascension de leur fille et les préserver des dangers (et des plaisirs ?) de la vie moderne.

En effet, il est un trait presque constant chez les étudiantes, qui est l'existence d'une mère ayant une forte personnalité et qui, directement ou indirectement, exerce un influence sur leur devenir.

« Si je suis où j'en suis, je le dois à une personne : ma mère. Elle est pour 3/4 dans ce que j'ai fait. Elle a balisé mon chemin, elle s'est arrangée pour que j'ai des bourses, elle faisait les démarches. En français, elle se débrouille, elle ne sait pas lire, pourtant c'est elle qui

allait voir les profs. J'ai une mère, je le dis franchement, qui est exceptionnelle. (Nora)

« Ma mère est extraordinaire, elle a une personnalité monstrueuse, si elle avait appris à lire et à écrire, je ne sais pas ce qu'elle serait devenue. Elle a une présence, elle attire les gens, ce n'est pas pour rien qu'on dit que les femmes kabyles sont le pilier de la maison. Au début, elle ne comprenait pas que je veuille faire des études. Jusqu'au bac, ça a été un combat perpétuel avec ma mère, un rapport de force permanent. Mais au fond, c'est ça qui m'a sauvée. Je la voyais si entière que je ne pouvais pas faire moins qu'elle ». (Lia)

« Mes parents sont analphabètes mais ils nous ont toujours encouragés à faire des études. Oui pour eux c'est très important, je crois qu'ils se sont beaucoup sacrifiés pour ça. Par exemple, ils voudraient bien rentrer en Algérie, enfin mon père surtout, pas ma mère, mais ils attendent que la plus jeune ait fini ses études... Ma mère, elle, est sensationnelle. Ce n'est pas pour me vanter mais, franchement, je la vois comme ça. Elle est dynamique, active, elle ne sait pas lire mais elle a passé son permis de conduire. Un jour, on discutait et elle me disait qu'elle aurait beaucoup aimé pouvoir faire des études. Alors je lui ai demandé ce qu'elle aurait aimé faire. Je m'attendais à ce qu'elle dise, secrétaire ou assistante sociale, ça c'est typique, mais elle me fait : décoratrice. J'étais souflée ». (Soraya)

Ainsi, ce sont parfois les mères qui s'acharnent pour éviter que leur fille soit orientée en cycle court et tiennent tête au conseil de classe malgré leur faible connaissance du

français ; souvent elles sont relayées par une sœur ou un frère aîné qui prennent en charge les études des cadets. Toute les étudiantes que je connais, sauf exception, ont connu un moment scolaire difficile : redoublement, mauvaise orientation, passage à vide à l'entrée au lycée... Sans le soutien d'un parent ou d'un professeur qui leur a fait confiance et s'est entêté pour elles, elles se seraient retrouvées, comme tant d'autres enfants d'immigrés, dans le cycle court et vite hors du système scolaire.

Ainsi un autre élément très important de la réussite est le soutien d'un professeur qui encourage, convainc les parents si nécessaire, oriente dans les bonnes filières et sert de modèle à l'enfant.

« Mon frère a connu un prof de math qui l'a pris sous sa coupe. Main-

tenant, ils enseignent dans le même lycée... Mon frère l'admire énormément, il a été son phare et pour nous tous aussi peut être. Il joue très bien de la flûte traversière et ça nous a donné envie de faire de la musique. Oui on adopte son modèle et on essaie de l'égaliser en faisant parler sa propre personnalité » (Lia). Les 7 enfants de cette famille font des études supérieures et ils jouent tous d'un instrument de musique, violon, flûte, guitare...

L'environnement affectif familial est important aussi, qui apporte une certaine stabilité et permet de régler les conflits en évitant les cassures (notamment par le mensonge et l'évitement, qui sont en réalité des témoignages de respect et d'amour de la part des enfants et des parents). Encore que, chez les filles, un mauvais climat familial



peut parfois jouer en faveur de l'école comme lieu de compensation.

Enfin, et cela ne me paraît pas le moins important, lorsque un ou plusieurs de ces facteurs existent, la condition d'immigré devient elle-même un élément positif. Les parents ont émigré avec un projet de migration et l'espoir d'améliorer leur condition. Peu nombreux sont ceux qui ont vraiment atteint leurs objectifs et à la fin de leur vie, ils passent en quelque sorte le flambeau de leurs rêves à leurs enfants.

Consciemment ou non les jeunes de l'immigration se sentent investis du devoir de prendre une revanche ; pour que le déracinement, les privations, la vie tronquée de leurs parents n'aient pas été inutiles et subies pour rien. Et pour eux-mêmes aussi. Alors la discrimination devient un défi qui mobilise les énergies et le déchirement culturel un incitant à

s'ouvrir à toutes les sources et à s'enrichir sans complexes. L'émigration a des effets violents et contrastés : elle fait beaucoup de victimes mais elle produit aussi des jeunes ambitieux et décidés. Pour ceux qui sont suffisamment armés, les obstacles exacerbent le désir de vivre et d'agir. C'est pourquoi les filles, qui ont tant de chemin à faire, courent plus vite que les garçons !

I.T.L.
CNRS

(1). *Si on ne considère que les enfants de OS, sur 100 élèves français entrés en 6ème, 15% parviennent jusqu'au bac, pour 17% d'élèves étrangers nés en France.*

(2). *Les parents latins, surtout les portugais, poussent les enfants à suivre des formations professionnelles courtes, jugées plus réalistes, et à entrer rapidement dans la vie active.*

L'EXCISION, UN CRIME QUOTIDIEN

SOIXANTE QUATORZE
MILLIONS DE FEMMES
DANS LE MONDE SONT
PHYSIQUEMENT INTER-
DITES DE PLAISIR AU
NOM DE COUTUMES
MILLENAIRES QUI, BIEN
QU'AYANT PERDU LEUR
SENS POUR LA PLUPART
DE CEUX QUI LES
SUIVENT, NE
REGRESSENT PAS POUR
AUTANT.

Mantessa Baradji, comme Mariam Konté, avait six semaines lorsque son père, travailleur immigré malien, est sorti « faire un tour ». Il ne supporte pas les cris de l'enfant. Elle a dû hurler et se débattre, bien que tenue fermement par sa mère et la deuxième femme de Baradji, lorsque l'exciseuse professionnelle a tranché d'un coup net son clitoris. Cette mutilation, ses deux sœurs et des millions de femmes dans le monde la subissent. Cette fois-ci, opération mal faite, traumatisme ou infection foudroyante, Mantessa n'a pas survécu, Mariam non plus. Ce n'est pas la première fois qu'une excision tourne mal dans les vingt six pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui pratiquent ces mutilations... et même en France, parmi les 80.000 originaires de ces pays. En 1979, l'Organisation Mondiale de la Santé est tardivement

l'orgasme chez la femme soit le plus souvent d'origine clitoridienne. Les pratiques d'excision privent donc les femmes de l'organe essentiel de leur plaisir.

L'infibulation, elle, entraîne fatalement la frigidité. Au Soudan, le docteur Shandall a constaté que 80% des femmes infibulées examinées n'avaient jamais expérimenté le plaisir sexuel. Quarante-vingt d'entre elles ignoraient jusqu'à son existence... Une simple description de l'infibulation suffit pour comprendre qu'une femme ne puisse plus ressentir l'amour qu'en souffrance imposée par l'homme.

Ces souffrances millénaires dont on ne connaît pas l'origine, mais qui datent d'avant l'Égypte pharaonique, ont progressivement perdu leur valeur initiatique.

Elles sont pratiquées de plus en plus tôt « afin que l'enfant soit trop jeune pour résister ». On dit aujourd'hui que c'est nécessaire. « On ne sait pas pourquoi mais on le fait », explique une femme du Centre d'Échange et de Rencontre des Femmes Africaines qui participe à la lutte contre l'excision tout en remplaçant ce problème dans le cadre plus général de l'oppression des femmes africaines : excision mais aussi prostitution, polygamie, analphabétisme...

Les femmes justifient leur mutilation... et celle à venir de leurs petites filles. Une non-excisée serait « impure », en proie à la nature « hypersexuelle » de la femme : il faudrait atténuer leur désir afin qu'elle puisse résister à la tentation et arriver vierge au mariage. Il n'existe pas de pire insulte au Soudan, à Djibouti et en Somalie que d'être traitée de « non-excisée ».

sortie de son mutisme, grâce à l'obstination de quelques hommes et femmes, directement concernés ou simplement révoltés. Elle organise une conférence à Khartoum. Depuis, ces coutumes ne peuvent plus être ignorées en France. Surtout pas au nom d'un soi-disant respect des cultures. 74 millions de femmes dans le monde, dont 12 500 en France (d'après les dernières estimations), ainsi torturées, deviennent des « invalides érotiques », selon l'expression de l'écrivain Benoîte Groult, parmi les premières à dénoncer ces pratiques. 10 500 petites filles vivant en France sont menacées d'excision...

« Exposer ces coutumes au grand jour est le premier pas vers leur abolition », affirme le tout récent rapport du Minority Rights Group (MRG, Groupement pour les droits des minorités) sur la circoncision, l'excision et l'infibulation des femmes.

Batou en 1980, Bobo en 1982, Mantessa en 1983, Mariam en 1984, on ne peut plus désormais en France fermer les yeux. Cependant, le juge Delafollie, chargée de l'affaire Bradji au tribunal de Pontoise : « C'est le cas le plus difficile que j'aie eu à traiter jusqu'à présent ». Les parents agissent en toute bonne conscience ; cette pratique participe à une culture largement détruite par le colonialisme, d'où culpabilité pour beaucoup de français ; une pratique qui choque, bonne occasion pour certains de rejeter encore plus loin ces « immigrés aux coutumes barbares »...

De quoi mettre la justice française dans l'embarras. Un embarras d'autant plus grand qu'elle sait que les parents inculpés « couvrent » probablement l'exciseuse.

Youssayani Doucara, père d'une petite fille excisée à trois mois (qui a survécu à une hémorragie) a été condamné à un an de prison avec sursis pour coups et blessures volontaires infligés à enfant de moins de 15 ans... trois ans après l'accident ! Aucune mention n'a été faite de la mutilation. En revanche, le Tribunal Correctionnel s'est déclaré incompétant pour juger l'affaire de la petite Bobo, morte à la suite d'une excision. La Cour d'Appel a confirmé cette incompétence. Le père de Bobo sera donc jugé en Cour d'Assise. Deux procès qui se contredisent.

« En inculquant Bradji et sa femme de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, on applique une qualification de droit français pour juger une affaire pour laquelle on n'est pas qualifié » remarque le juge Delafollie. Il ne s'agit pas de coups et blessures, mais bien d'une mutilation, punie, d'après le code pénal d'une réclusion criminelle de dix à vingt ans. Impossible de condamner à dix ans de prison quelqu'un qui a agi en toute bonne foi : *« la mère (en fait l'exciseuse) a-t-elle fait un geste avec l'intention de lui faire du mal ? »*. Non. La tradition fait dire à beaucoup de femmes : *« je ferai exciser ma fille. Ma grand-mère l'a fait, ma mère aussi, je le ferai »*. Aucune intention de nuire, c'est vrai.

Et pourtant... les conséquences physiques, sexuelles et psychologiques de ces pratiques sont nombreuses et graves. Personne ne peut affirmer, en revanche, qu'une femme excisée ne connaît pas la jouissance, si variées peuvent être les formes de plaisir. Mais on ne doute plus aujourd'hui que

Ni le Christianisme, ni l'Islam n'a su modifier ces pratiques ; bien que le Coran ne mentionne nulle part les mutilations sexuelles, la religion est souvent invoquée par ceux qui les pratiquent. Affirmer que l'excision est non-conforme aux lois de l'Islam est donc une condition nécessaire à sa disparition. Cependant, certains chefs religieux ont encouragé la circoncision féminine (dite « sunna ») au nom de la tradition (le prophète aurait dit à l'exciseuse Oum Attiya : *« réduis, ne détruis pas »*).

C'est au nom de cette « tradition » que le monde entier ferme les yeux. Dans les sociétés africaines et du monde arabe, les pressions s'exercent la plupart du temps pour maintenir le status-quo. Le consul du Mali en France affirme : *« cette coutume fait partie de l'homme malien »*. Mais il ajoute deux minutes plus tard : *« c'est une affaire de femmes. Aucun homme, même politique ne peut parler de ça. Ça serait injurieux »*. A ce type d'argumentation contradictoire et hypocrite, les femmes qui se battent pour abolir l'excision répondent : *« l'appartenance à une culture ne peut-elle se traduire autrement que par une mutilation sexuelle ? »* comme le dit l'écrivain Awa Thiam. Juliette Fonda Hondo du GAMS en France, précise : *« c'est à nous de choisir ce que nous voulons garder dans nos traditions et celles que nous voulons changer »*.

Personne en effet, ni leurs frères arabes et africains, ni leurs sœurs occidentales ne pourront parler au nom des femmes excisées. *« C'est à elles de dire qu'elles ne veulent plus de ces coutumes »*.

Malgré cette conviction, le GAMS affirme qu'il a besoin des institutions nationales et inter-

nationales pour mener à bien son action.

Comme cela existe déjà en Suède, le GAMS soutient un projet de modification de la législation existante : l'article 312 du code pénal concernant les coups et blessures serait complété par la mention « mutilations, amputation, privation d'usage de tout ou partie des organes sexuels ». « Cette loi est nécessaire, dit le GAMS, parce qu'il y a souffrance mais surtout violation des principes essentiels des droits de l'homme ». Cest coutumes régresseront difficilement, reconnaît Juliette Fonda, parce que les femmes n'ont pas assez de valeur aux yeux de la société. Cette loi est un cadre de lutte dont nous avons besoin.

En revanche, le ministère du Droit de la Femme semble avoir depuis peu abandonné l'idée d'une modification de la loi existante. Lors d'une table ronde sur l'excision en France qui s'est tenue en novembre dernier, Yvette Roudy a déclaré : « il n'y a pas de vide juridique concernant l'excision. Les mutilations sont criminalisées par la loi française et on ne peut nier que l'excision en est une, explique-t-elle. Encore faut-il que la justice suive !

Le plan d'action du gouvernement prévoit de faire connaître l'interdiction de telles pratiques à la population concernée, accompagné d'une brochure éducative sur les risques médicaux. L'information et la sensibilisation du corps médical sont primordiales. « Certains médecins accouchent des femmes excisées sans s'en rendre compte », insiste Simone Iff.

Ces mesures juridiques provoquent des discussions au sein des différentes organisations et parmi les

africains en France.

L'UTMF (Union des Travailleurs Maliens en France) a rencontré un groupe de femmes maliennes afin d'essayer de définir leur attitude par rapport à la loi à venir. C'était la première fois qu'ils abordaient la question en public... « Certaines disaient que c'était pour elles un mal irréparable, d'autres refusaient d'en parler. Ça fait partie du mystère de la femme africaine » entend-on au cours d'un débat sur l'excision. Sans l'affirmer aussi clairement, de nombreux africains et africaines avouent ne s'être jamais « posé la question ».

Aujourd'hui la discussion s'impose. L'objectif principal d'une loi serait d'éviter la médicalisation de cette pratique. Un autre danger : la marginalisation avec ses risques accrus. En Egypte et au Soudan, l'interdiction de l'infibulation et de l'excision a eu pour effet immédiat un mouvement massif pour faire exciser les petites filles avant que la loi n'entre en vigueur. Les gouvernements ont du abandonner l'application du nouveau droit et trouver d'autres moyens d'action. Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a obtenu de résultats significatifs : 80% de femmes mutilées au Soudan et au Mali, 60% au Kenya et en Côte d'Ivoire, 50% au Sénégal et en Egypte encore aujourd'hui, pour donner quelques exemples.

En France, la première réaction des femmes africaines est de dire : « on enverra exciser nos filles au pays ». A l'UTMF et au consulat du Mali, on dit : « on a déjà commencé à expliquer qu'ici en France, il ne faut pas le faire. Mais ce qui se passe au Mali, c'est l'affaire des maliens ». Cependant, la première étude

ethnologique sur ces pratiques en France, réalisée par Sylvie Faizang a pu constater que certaines mères pouvaient être hostiles à l'idée de reculer la date de l'excision à cause de la souffrance physique que l'opération suppose.

A l'heure actuelle, il semble que la décision des organisations de travailleurs maliens de ne plus défendre leurs compatriotes qui auraient pratiqué l'excision en France, tient plus de la résignation que de l'adhésion. « *Dans le contexte de racisme actuel envers les immigrés, on ne peut pas se permettre de continuer ces pratiques qui choquent les français* » dit l'UTMF.

Si la loi est vue de cet œil par l'ensemble des africains en France, elle aura très probablement l'effet inverse de celui souhaité : les mutilations sexuelles seront revendiquées en tant que résistance à un

gouvernement, lui aussi, raciste.

Seule une campagne d'explication et surtout une prise de conscience impulsée par les groupes de femmes arabes et africaines donneront une chance d'efficacité à cette loi.

Aucun des groupes de femmes que j'ai rencontrés n'a pourtant parlé de la lutte contre l'excision comme d'une priorité : la lutte contre la polygami, l'alphabétisation, le droit au travail et à la formation paraissent tout aussi essentiels à l'ensemble de ces femmes, que l'abolition de l'excision et de l'infibulation. Le refus des mutilations sexuelles est le reflet d'une nouvelle prise de conscience.

En France, des groupes de femmes africaines prennent la parole et commencent à se faire entendre.

Mais le mur du silence reste encore bien épais □

Juliette Rouillon.

QUAND SUSANA PARLE D'ELOI

**« LA FRANCE, IL Y A DES
JOURS OÙ C'EST
VRAIMENT LA RAGE... JE
SUIS LA DEPUIS 27 ANS
ET POURTANT, PLUS ÇA
AVANCE, PLUS JE ME
SENS PORTUGAISE. JE
NE SAIS PAS ».**

**« LE PORTUGAL... NON JE
NE VEUX PAS Y
RETOURNER DEFINITI-
VEMENT. LA VIE, ICI, J'AI
PRIS L'HABITUDE. JE NE
SERAI PLUS CAPABLE DE
M'HABITUER LA BAS ».**

Quand elle est partie, elle n'avait que 19 ans, la première des femmes à quitter son village pauvre et aride de Beira Alta qui depuis n'a cessé

d'être déserté par tous ceux qui ne pouvaient plus se satisfaire d'une vie aussi dure et qui ont osé partir. Elle s'est mariée et est partie avec dans la tête le mythe du paradis, de ce pays riche et prodigue, la France. Il est 19H 30, Susana arrive à la maison, aujourd'hui elle a fait neuf heures de ménage. La course d'une patronne à l'autre. Mais elle sait maintenant s'organiser, utiliser chaque minute.

Depuis qu'elle est là, Susana a toujours secondé Eloi dans la poursuite de leur projet. Au début, c'est la construction du petit pavillon où ils vivent toujours. Un débris quand ils l'ont acheté. « *Il était vieux, inhabitable, il n'y avait que les briques. C'est Eloi qui a tout fait. Il travaille bien, trop des fois même, moi j'en ai marre de le voir travailler tant...* »

Susana fait le ménage pour des

« patronnes ». C'est comme cela depuis maintenant plus de vingt ans. Elle n'a jamais pu bénéficier d'une formation professionnelle. Elle aurait aimé faire autre chose bien sûr : être caissière par exemple, ou faire de la couture. Les affaires aussi, ça la tentait.

Les bonnes patronnes qui aident leurs employées, elle n'y croit pas, faute de les avoir rencontrées. Elle n'a jamais eu l'idée d'aller trouver un syndicat, même quand le patron qui a fait faillite ne lui a pas payé deux mois de travail, qu'un autre lui a fait sauter les heures d'un jour férié, ou quand un autre pratique des rabais sur ce qu'il lui doit.

Les rapports recèlent des conflits, font monter les révoltes, mais les liens individuels qui se créent entre la patronne et sa femme de ménage sont plutôt le règlement à l'amiable ou l'abandon.

C'est le fait d'être obligée de communiquer dans une autre langue, d'être confrontée à un autre mode de vie, une autre classe sociale, à des femmes qui ont suivi une scolarité différente. « Avec les patronnes, j'ai été obligée d'apprendre à parler, pour les comprendre et m'expliquer... Parfois, elles parlaient, parlaient et j'écoutais. ».

Susana a trois filles, toutes nées en France. A la différence de nombreux parents portugais qui souhaitent que leurs enfants contribuent au plus vite au projet d'épargne familial, ils ont voulu, eux, qu'elles « fassent des études ».

Pour leur éviter les destins de coiffeuse, caissière de supermarché... L'ambition que Susana avait pour elle-même d'être caissière lui paraît insuffisante.

Entre les enfants et leur mère, le

dialogue reste plus facile qu'avec le père, peut être parce que ce sont des filles ; peut être parce que c'est à la mère que revient la responsabilité de l'éducation de l'enfant. Ce rapport privilégié permet à Susana de mieux comprendre les projets et les aspirations de ses filles et aussi d'évoluer à leur contact. Dans la génération des filles qui ont 23, 24, 30 ans, rares sont celles qui ont fait l'option d'une rupture avec la famille, même quand les contradictions devenaient très importantes. « Avec ma fille Laurette, j'ai beaucoup appris. Elle me corrigeait, m'apprenait à parler. Quand elle allait à la bibliothèque, elle me ramenait à chaque fois des livres... ».

Les filles ont payé souvent cher ces compromis, ce désir de préserver la famille. Elles doivent observer les « bonnes mœurs », éviter le « qu'en dira-t-on ». La mère, même si elles est au diapason de sa fille a toujours beaucoup de peine à s'opposer à la censure sociale de la communauté. Ceci est d'autant plus vrai si la famille habite une ville à forte concentration de portugais. Maintenant les filles les plus jeunes sont de moins en moins prêtes à se laisser ainsi freiner. Leurs sœurs ont tenu bon, ont ouvert une route... Ainsi, si Laurette a fini avec une fête bien portugaise, comme ses parents le souhaitent, Lucille décide de partir de la maison sans crier gare le jour où sa mère, pas contente de la voir rentrer trop tard, ose une remarque... Si pareille décision a fini par être acceptée sans trop de déchirements, c'est que la première fille avait, elle, crié, pleuré, fait la paix avec sa mère pendant des années.

C'est certainement influencée par

la révolte des filles, mais forte aussi d'une autonomie financière que le travail salarié leur apporte, que les femmes osent contester leur mari ; il a du mal à garder le rôle de chef, qu'un ordre ancestral lui confie. Est-ce cet ajustement des femmes à leurs enfants qui leur fait de plus en plus souvent abandonner le projet de retour au Portugal qu'elles avaient d'abord adopté avec leur mari ?

Il veut rentrer, elle pas ! Maintenant, c'est ainsi que se conjugue de plus en plus l'ancien : ils (les parents) veulent rentrer ; et le nouveau, eux (les enfants) pas. Ceux-ci retrouvent dans leur mère une alliée. Susana ne veut pas rentrer, alors que son mari ne pense plus qu'à ça. Ce qui est sûr, c'est qu'Eloi supporte de moins en moins la France. La France dont les marteaux piqueurs lui ont fait perdre l'oreille et qui en prime, depuis trois ans est réduit, épisodiquement, à la situation de chômeur, lui qui jusqu'à 53 ans n'a pas connu un seul jour d'arrêt de travail. Alors Susana s'inquiète : « *s'il se retrouve au chômage, ou alors à la retraite, il voudra partir. Mais moi je ne veux pas, sauf pour des vacances. On a toujours réussi à s'entendre mais s'il persiste à vouloir partir, ce jour là, je lui dirai : je ne suis pas un chien, je ne cours pas derrière le maître. Il suffit que Laurette soit partie. Je veux vivre ici près de mes enfants et un jour de mes petits enfants* ».

Laurette la plus âgée est partie au Portugal. Née à Champigny, elle a élu le Portugal comme « son pays ». Elle s'est débrouillée pour apprendre à parler et à lire. Elle a trouvé un garçon pour partager son rêve ; ils ont sauté le pas, ils sont partis.

De ce départ, Lucille dit : « *jamais, jamais je ne ferai comme ma sœur* ». Elle se sent surtout française. Elle ne parle presque pas portugais. Nathalie a suivi des cours de portugais le mercredi et le samedi. Mais elle n'aimait pas ça. Sa mère a bien compris les difficultés de sa fille à assumer sa part de « *portuguêsité* », de « *filles d'immigrés* ». « *A l'école, on ne voyait pas trop qu'elle était portugaise. Quand elle a été à ses cours, les enfants s'en sont rendu compte. Et elle, au lieu d'en être fière, en était honteuse auprès de ses petits camarades* ».

Mais Susana elle-même qui se déclare plus « *portugaise que jamais* » sent bien que la réadaptation au Portugal serait difficile. Les vacances en sont un test. « *Le plus souvent, je reste enfermée à la maison, je ne sais plus parler avec les gens de là bas, ils sont jaloux de nous. Je m'entends mieux avec les autres immigrés, ceux d'ici. La conversation se ressemble plus, et notre vie aussi* ».

Ici en France, elle a souffert. Des fois, il lui arrive de penser qu'il aurait mieux valu rester au Portugal et partir à la ville comme ses sœurs, au lieu de courir vers ce mythe lointain qu'est la France. Mais aujourd'hui, elle veut vivre ici. Le racisme, elle en souffre un peu. Mais rien à voir avec le début. Elle se sent mieux armée : « *Avant nous sentions le regard des gens, leur suspicion. Et nous qui étions innocents, qui étions là pour gagner notre vie. Dans leur regard, on voyait bien qu'ils ne nous considéraient pas. C'est ça qui refroidi beaucoup de gens, qui fait qu'ils ne s'habitueront jamais à la France. Moi maintenant, je ne me sens pas inférieure, je me sens égale...* » □

Maria do Céu Mendes Cunha.

son honneur, sa fidélité ne soient pas entachés par quelques mauvaises rumeurs. Pendant des années... rien que des ombres.

Ayant rejoint leur mari avec les enfants, c'est la découverte d'un monde nouveau qui les accueille. Essayer de revivre une vie de couple, travailler pour beaucoup, chez une patronne, faire le nettoyage des bureaux... du lever au coucher du soleil. Je caricature sûrement, mais pas tant que cela. Famille en crise, dialogue non établi, éloignement de plus en plus grand avec les enfants, surtout avec les filles. Dans leur corps, beaucoup de femmes se sentent rabaisées, diminuées. Les maris ayant acquis d'autres habitudes osent l'interdit sexuel, et restées très proches des lois de l'église, les femmes ont honte de vivre sexuellement et se ferment.

Il n'est pas rare de trouver chez bon nombre de femmes portugaises, des maux inexplicables, maux de tête, douleurs abdominales, nerfs...

Et quand il y a des filles, comment les éduquer ? Bien sûr, il faut en faire des mères de famille, de bonnes ménagères... Le trousseau en est le symbole. Dès 9, 10 ans toutes ou presque toutes les jeunes filles portugaises ont leur trousseau, des draps, des couvertures, des casseroles...

Mais un phénomène apparaît de plus en plus : l'éducation des mères par les filles. A force de lutter, de faire comprendre pourquoi elles veulent sortir, avoir des amis, les filles font prendre conscience. Et comme souvent la paie ramenée à la maison est aussi importante que celle de son mari, la femme s'interroge sur sa place au foyer. Le mari n'a plus sa place, son rôle de chef et commence à se poser des questions. Il se sent dévalorisé. Menacé, l'homme pense beaucoup plus au retour au pays, retour-fuite, retour-refuge, retour-drame. La famille le vit souvent comme une angoisse, les enfants ne voulant pas partir, la femme craignant de perdre sa liberté, son indépendance toute récente.

Quelques une voient dans ce départ non désiré une possibilité de réaliser ce qu'elles n'auraient jamais osé faire, la séparation, le divorce non-officiel, et décident de rester, de ne pas retourner au pays, au silence, à la passivité.

Femmes soumises ? Pas tant que cela ! Si le pouvoir c'est l'argent, elles se battent pour l'avoir, même si pour cela, il faut vieillir trop précocement par les tâches accomplies, même s'il ne faut pas vivre onze mois sur douze. □

Isabel Mesquita.

SOEURS ENNEMIES

par Cathy Berheim

Nous avons bâti nos vies, toi et moi, contre tant de forces opposées,
heurté tant de murs qui se dressaient entre nos désirs et nous,
contourné tant d'obstacles que chacune croit encore que son chemin
est le seul bon, le seul possible.

Ce n'est pas que nous ne nous aimons pas, c'est que nous avons
des recettes pour vivre et que nous supportons
si mal les ingrédients de l'autre.

Tu vis au Nord et moi au Sud, ou bien inversement.
Tu voulais tout un tas d'enfants et je n'en voulais pas.
Ou bien j'en voulais des parfaits, parfaitement heureux
et tu t'es contentée de l'imperfection humaine.
Tu as aimé des hommes que je n'ai jamais regardés.
J'en ai aimés qui te prennent pour une image, vierge ou martyr.
Tu as aimé des femmes qui te donnaient le miel sauvage de la vie
mais ne te laissaient pas en jouir.

Je les ai haïes pour les mêmes raisons.
Non, décidément, nous n'avons pas eu les mêmes recettes de vie.
Ni d'ailleurs la même existence. Ceci posé, reste que tu me ressembles
et que je te ressembles. Ou inversement.

Attachées l'une à l'autre par tout ce qui nous opprime, nous entrave,
nous serions ces sœurs siamoises qui ne pourraient se séparer
que par la magie du scalpel, si nous n'y prenions garde.
Peut-être sommes-nous deux images que sépare
l'illusion fragile d'un miroir.

Peut-être simplement deux femmes que le singulier désunit
car chacune s'en fait une idée qui n'est pas celle de l'autre.

Toujours est-il.

Mais qu'il ne soit pas constamment entre nous.
A côté, de temps en temps, de l'une ou de l'autre.

Tu as droit à un peu de paix, je crois, car manifestement
on t'a trop fait la guerre. A moi aussi, sans doute.
C'est pourquoi je te la déclare de bon cœur. Nous serons amies,
pour peu que tu le veuilles aussi. Déposant sur la table des sentiments
équivalents mais non égaux. Echangeant des recettes
qui n'auront pas force de loi. Apprenant une autre façon
d'être au monde sans pour autant s'y engloûtir.
Eparpillant nos différences aux quatre vents de nos désirs,
et de ce qu'il en reste quand ils deviennent réalités.

Nous n'en avons pas fini d'essayer.
Et que cela me paraît difficile, parfois, ma sœur, mon étrangère...

C.B

1er janvier 85

«COMPAGNE DE ROUTE»

par Marie-Ange Cabasso

1970-84 : TEMOIGNAGE D'UNE FORMATRICE ENGAGÉE
PENDANT 14 ANS AU CÔTÉ DES FEMMES IMMIGRÉES.
DE L'ASSISTANCE A LA SOLIDARITE... MARIE-FRANCE
CABASSO A COMPRIS QUEL ETAIT SA PLACE DE FEMME
FRANÇAISE : CELLE DE « COMPAGNE DE ROUTE ».

C'était dans les années 1970, quand je débarquais dans cette ZUP avec le projet d'y organiser des cours d'alphabétisation pour les femmes immigrées. Je constatais immédiatement l'encadrement de ces familles par les services sociaux. Si ceux-ci me remirent une liste d'adresses, ils ne me donnèrent pas le mode d'emploi pour arriver jusqu'à elles ! En prenant le premier nom de la liste, je tombais sur une femme algérienne analphabète qui me guida à travers les méandres des squares et des places pour me présenter aux femmes immigrées du quartier intéressées par ces cours. Comme je n'y habitais pas, j'avais mis une bonne demi-heure à me repérer (qui avait besoin de ces cours au juste ?). C'est ainsi que pourraient commencer tous les récits de formatrices en quête d'installation de cours de français (j'ai juste oublié la valise pédagogique en bandoulière !).

C'était l'époque où les cours de femmes ne pouvaient se faire dans les centres sociaux parce « *qu'elles dérangeaient les françaises en parlant leur langue* ». Il leur fallait d'abord apprendre le français pour accéder au cours couture/coupe organisé dans le quartier pour les femmes.

Notre action était à l'image de ces quartiers. Un éparpillement de structures et d'associations qui animaient chacune de leur côté leurs adhérents sans concertation ni complémentarité.

Ces cours pour les femmes immigrées étaient quelquefois le prétexte de la mise en place d'une réunion de réflexion (élargie aux différents intervenants du quartier) sur les problèmes de vie que rencontraient toutes les femmes qu'elles soient françaises ou immigrées.

Au niveau national, des rencontres informelles regroupaient des formatrices françaises isolées dans leur association qui, de ci de là, tentaient de poser le problème spécifique des femmes par rapport à l'immigration. Il est vrai que dans un premier temps, ce fut de trouver des réponses pédagogiques, qui nous préoccupa. Les demandes des femmes immigrées en couture ou en cuisine nous apparaissaient comme une contradiction : on enfermait les femmes dans des modèles que nous, féministes françaises nous refusions. Nous réussissions à justifier cette pédagogie en se disant qu'à partir d'un savoir faire, les femmes acquerraient un savoir qui les aideraient dans leur apprentissage de la langue : nous ne pouvions imaginer que les femmes, elles, voyaient déjà plus loin et allaient réinvestir dans des emplois ce savoir faire.

Malgré tout, les discussions allaient bon train à ce sujet entre nous formatrices, car lorsque des cours s'installaient quelque part deux sortes de monitrices venaient : celles qui, au nom de la charité chrétienne, voulaient assister les femmes, et des féministes qui voulaient libérer les femmes immigrées (surtout les maghrébines : « *les pauvres ! leurs maris les enferment !!!* ») de leur aliénation. (et entre ces deux extrêmes une foule de nuances...)

Et moi comme les autres, je prenais la parole pour les femmes immigrées en croyant être leur porte parole.

En écoutant les femmes, en participant le plus possible au rythme de leur vie quotidienne, aux fêtes, en échangeant sur nos coutumes respectives, en réfléchissant sur le pourquoi de leur présence en France, je finis par comprendre (à la limite de l'identification) la diversité de leur culture et de leur parole.

On voulait qu'elles parlent notre langue mais quelles démarches faisons-nous vraiment vers elles ? Ce n'était plus l'époque d'abondance et ceux qui écrivaient sur les femmes immigrées étaient souvent loin du terrain. A quoi servait d'apprendre le français à ces femmes qui vivaient dans une société qui voulait qu'elles s'en aillent ! Même si nos associations prenaient ouvertement et concrètement parti contre les expulsions.

Sur le terrain les blocages étaient nombreux. Face au repli de certaines, la prise de conscience de celles qui disaient qu'elles resteraient en France, investissant les structures existantes peu à peu (parents d'élèves, centres sociaux, conseil d'administration d'associations...) elles se faisaient le porte

parole des autres. Tout ceci devenait possible parce que dans toutes les réunions avec nous les femmes parlaient leur langue : c'était nous qui avions besoin d'une traduction. Bien sûr les réunions étaient plus longues ! Bien sûr c'était un peu ennuyeux : « *elles étaient là pour apprendre le français* » ! Notre volontarisme ressortait encore souvent : par exemple celui de vouloir organiser des fêtes entre hommes et femmes, fêtes qui échouaient toujours ! Les femmes ont réussi à nous faire comprendre que ce n'était pas ce qu'elles voulaient : ce qu'elles revendiquaient c'était des lieux à elles pour se rencontrer, élaborer des projets, faire des fêtes, que les fêtes c'était elles qui les prendraient en main ! Peu à peu, les femmes nous interpellaient : il faut s'occuper des enfants, avoir des espaces de rencontres avec les françaises (d'autres) organiser à une plus grande échelle la solidarité existante, la faire connaître, y intégrer les femmes françaises, diffuser l'information aux nouvelles arrivantes par cassettes dans la langue d'origine et en français. Elles posaient des questions partout et « *on* » leur répondait « *vous avez raison* », c'est un besoin qui existe aussi pour les « *françaises* ». Bien sûr, les administrations avaient toujours tendance à s'adresser aux françaises pour connaître l'avis des femmes immigrées. Nous étions vigilantes à servir seulement de relais. A la sortie des réunions avec des « *officiels* » (hommes et femmes), nous avons beaucoup ri ensemble de leur étonnement devant des femmes immigrées « *qui parlent bien* » et « *qui savent ce qu'elles veulent !* ».

Dorénavant, formulant les projets, elles formulaient aussi le contenu de la formation. Pourtant, il arrivait encore d'entendre dans des associations « *nous n'arrivons pas à ce qu'elles prennent des responsabilités, elles ont du mal à se prendre en charge quand même !* ».

Après 81, les associations fleurissent, même si pour certaines, cela ne représentait que la possibilité d'avoir de l'argent (elles étaient déjà bien « *associées* » sur le terrain). La constitution des dossiers prend beaucoup de temps, et les réponses des administrations sont très méfiantes : « *nous ferons sans argent et après nous en aurons... nous trouverons d'autres sources de financement...* »

Notre action fut celle d'un appui technique. La question se pose ainsi aux associations de solidarité : aider à l'émergence des associations autonomes de femmes (ce qui veut dire aussi revendiquer le statut autonome des femmes immigrées) ou aider à la prise des responsabilités des femmes à l'intérieur de nos associations ? L'un n'est évidemment pas exclusif de l'autre. Ce qu'il faut c'est que notre solidarité soit réelle : faire en sorte que les femmes immigrées aient vraiment le choix des solutions qui leur conviennent le mieux. A nous d'écouter et de ne rien empêcher même par inadvertance.

Je me réjouis de lire ici et là, la création d'entreprises même si j'en sais la difficulté...

Je dévore tous les romans écrits par des femmes...

La patience des femmes immigrées qui ont jalonné ma route, fut infinie.

Patience à m'expliquer ce qu'elles désiraient et comment et par quels moyens elles voulaient y arriver. Cette patience s'est le plus souvent tran-

sformée en amitié. J'ai eu souvent l'impression de faire partie de la famille. Mais l'égalité réelle entre nous ne sera jamais totale si le contexte socio-économique et politique ne change pas. Mais c'est grâce à elles, au long de ces années que j'ai compris quelle était ma place, mon rôle en tant que femme française solidaire : « *celle de compagne de route* ». Et je les en remercie toutes.

GUIDE PRATIQUE

LE GUIDE DES ASSOCIATIONS

AGENCE FEMMES INFORMATION.

Entre les sex-shops de la rue Saint-Denis et les ateliers clandestins du Sentier où des femmes s'épuisent devant les machines à coudre, un groupe de professionnelles de l'information a fondé une association loi 1901 : l'Agence Femmes Information.

Créé pour palier les carences des agences de presse traditionnelles, cet organisme a trois objectifs :

- fournir aux femmes des informations sur leurs droits ;
- rassembler sur leur place dans le monde une information inédite pour la proposer aux médias ;
- porter un regard spécifique sur l'évènement au moment où s'élabore l'information avant que certains faits ne soient commentés d'un point de vue strictement masculin ou simplement passés sous silence.

L'originalité de cette agence se retrouve dans le choix et la diversité de ses moyens.

Elle publie un bulletin d'information hebdomadaire (vendu exclusivement sur abonnement), propose aux journaux des articles, dispose d'un centre de documentation ouvert au public moyennant le paiement d'un droit d'entrée modique. Les techniques de communication les plus modernes sont utilisées : l'agence vient de mettre en place une banque de données et un journal télématique.

AFI :

21 rue des Jeûneurs, 75001 Paris.

Tél : (1) 233.37.47.

SAINT-DENIS : ASSOCIATION DES FEMMES DES FRANCS-MOISINS.

L'association a été fondée en 1981 par un groupe de femmes qui suivaient les cours d'alpha et de couture du GRETA. Le comité d'animation regroupe une dizaine de femmes (françaises et immigrées). Celles-ci ont suivi une formation afin qu'elles organisent elles-mêmes les activités de l'association.

Plusieurs animations sont déjà en route : cours de pré-formation, de français, de couture et code de la route.

Ainsi que trois ateliers : machine à tricoter, cuisine, contes et chants (avec présentation des contes dans les écoles)

De nouveaux projets sont à l'étude : une initiation à la vie associative, un atelier d'écriture ainsi qu'un projet éducatif en direction des enfants des femmes de l'association.

ASSOCIATION DES FEMMES DES FRANCS-MOISINS Bat 10 escl Logt 445
93200 Saint Denis Tél : 243.46.93

COLLECTIF FEMMES IMMIGREES.

Au moment de la régularisation exceptionnelle des sans papiers en 81, l'information auprès des femmes n'était pas prise en charge et lorsque les femmes informées venaient demander leur régularisation un grand nombre furent rejetées parce qu'elles ne rentraient pas dans le cadre du regroupement familial ou de l'emploi. En outre, les femmes étaient souvent oubliées par le dispositif SOS refoulement dont le siège se trouvait à la MTI ! (par sexisme ?) C'est à partir de ce constat qu'un certain nombre de femmes décidèrent de s'organiser en collectif : à la fois constitué de femmes issues d'associations de femmes immigrées, d'associations de solidarité et d'individus afin de créer une structure de réflexion sur le statut des femmes immigrées et la réglementation. En 1984, le collectif regroupait une vingtaine d'associations et a mis en place trois commissions : juridique/animation/documentation-information.

La commission juridique a produit un document sur le regroupement familial : *Droit de vivre en famille pour qui ?* (en vente à Accueil et Promotion 61 rue Stephenson 75019 Paris).

Le collectif a animé des tables rondes, entre autres, sur le regroupement familial, ainsi que sur les jeunes filles issues de l'immigration renvoyées dans les pays d'origine... Après deux ans d'activité, les fondatrices du collectif ont décidé de s'organiser en association ayant pour objet de coordonner l'information et l'action en vue de la défense des droits des femmes immigrées par des moyens divers et les plus larges.

PROJETS :

- table ronde sur le mariage coutumier, la répudiation et la polygamie dans les sociétés musulmanes.
- colloque sur les femmes immigrées en Europe (mars 85)
- centre de documentation.
- intervention dans les médias.
- production de divers documents défendant la revendication essentielle du collectif femmes immigrées : **la reconnaissance du statut autonome des femmes : droit des femmes immigrées à exister en tant que personne afin qu'il y ait une véritable égalité entre les femmes et les hommes.**

Pour tous contacts écrire à « CFI espace 4 Forum des Halles 75001 Paris
Tél : 543.76.67/606.45.58/550.34.43/360.58.70

PARIS : LE MODEFEN

Le MODEFEN, mouvement pour la défense de la femme noire, naît en 1982 à l'initiative de féministes africaines et antillaises.

L'association travaille à l'abolition des mutilations sexuelles et lutte contre la polygamie et le concubinage.

MODEFEN 35 rue Changarnier 75012 Paris.

LE CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE DES FEMMES AFRICAINES.

Créé à l'origine par la FETRANI, Fédération des Travailleurs d'Afrique Noire, le CERFA fonctionne depuis 1982 de manière totalement autonome. L'association assure des cours de couture et d'alpha, et a organisé plusieurs formations courtes : stages de cinq semaines avec SOS Infirmières (soins préliminaires de santé, anatomie...) stages de deux semaines pour animatrices de centre de vacances... Plusieurs autres formations, généralement plus longues sont prévues pour 1985 dont notamment un stage de secrétaire et de comptable.

Le CERFA organise des activités pour les enfants et anime chaque année la journée de la femme noire.

CERFA 46 rue de Romainville 75019 Paris.

RACINES D'OR.

En avril 1980 s'est ouvert à l'initiative d'une femme laotienne qui savait tisser, un atelier de tissage de la soie. Cet atelier, dans lequel travaille à l'heure actuelle trois tisserandes laotiennes, vend le produit de leur création par le biais d'expositions. Elles ont déjà réalisé plus de cent tissus différents, ce qui représente un grand travail de qualité.

Elles tentent par ce travail de financer peu à peu elles mêmes l'atelier.

« RACINES D'OR »

soieries laotiennes

36 rue de ménilmontant 75020 Paris Tél : 797.78.46.

ouvert au public de 14H à 17H tous les jours et sur rendez vous.

L'ASSOCIATION DES FEMMES IMMIGREES ESPAGNOLES EN FRANCE.

L'AMEEF s'est constitué autour d'un projet de formation pour les femmes qui travaillent comme concières ou femmes de ménage.

En solidarité avec des femmes espagnoles condamnées en Espagne pour des questions d'avortement, l'association organisa de nombreuses séances d'information auprès des femmes espagnoles sur les thèmes de la contraception et de l'avortement. L'association est une des associations à l'initiative du collectif femmes immigrées et a suivi les travaux des commissions mises en place par le Ministère du Droit de la Femme. Un projet de « scop » de femmes de ménage prestataires de services est en cours.

Pour tous contacts : AMEEF 8 rue Saint Sulpice 75006 Paris.

FEMIN'AUTRES.

Au 40 de la rue Amelot, dans le 11ème arrondissement, un va et vient incessant de femmes, l'air absorbé, de lourds dossiers sous le bras, m'a intriguée : j'ai poussé la porte. Au premier étage, une plaque : *Les Fémin'autres*.

Drôle de nom pour une drôle d'association !

Ces femmes de toutes nationalités, sont les gérantes et membres de l'association située à ce premier étage (association loi 1901). Leur objectif est de promouvoir les structures économiques mises en place par des femmes grâce à un réseau d'information et de solidarité financière et technique. Elles aident de préférence les femmes défavorisées et les projets collectifs.

Mais attention, il ne s'agit pas « d'assister » les femmes.

Les Fémin'autres ont avant tout un rôle de médiation, de mise en contact avec les structures qui fonctionnent déjà. Elles facilitent la circulation de l'information par la création de réseaux d'entraide par des débats, réunions...

Elles donnent les moyens de s'aider soi-même !

Le principal obstacle qui se dresse devant les créatrices d'entreprises est l'ARGENT : les banques prêtent peu, peu souvent et encore moins à celles qui débutent. C'est pour cette raison que les « Fémin'autres » ont mis en place des outils de financement alternatif.

D'une part, « Fémin'autres Fondation » qui, sous l'égide de la fondation de France peut collecter des fonds auprès des particuliers, entreprises et autres organismes. Ces fonds servent à alimenter des prêts d'honneur et des aides au démarrage de projets d'entreprises, au niveau national et international.

D'autre part, « les tontines fémin'autres » : ce sont des groupes de femmes qui mettent en commun leur épargne pour la prêter à une femme du groupe. Fatima Hall a été la première à bénéficier de ce système (cf article). Elle s'est vu attribuer un prêt de 20.000Fr pour son projet de restaurant.

Des projets ? Les « Fémin'autres » n'en manquent pas. Quelques trois cents dossiers ont transité rue Amelot recevant soit des conseils, soit des prêts, selon les besoins. Les fonds sont plus difficiles à trouver... A vot'bon cœur, Messieurs, Dames ! Car les messieurs sont invités à participer... au financement.

Si vous voulez les contacter : *Fémin'autres, 40 rue Amelot, 11ème arr.*

Tél : 338.74.90.

« LES YEUX OUVERTS ».

C'est à travers une pratique commune et ponctuelle que les groupes de femmes algériennes, marocaines et tunisiennes ont décidé de créer un espace collectif et permanent.

Les activités et les projets de l'association tentent de s'inscrire dans le cadre de l'expression culturelle et populaire des femmes immigrées quelque soit leur nationalité ou leur âge, afin de participer à part entière à la vie sociale, culturelle, économique et politique, et ceci à égalité avec les mouvements féministes.

LES YEUX OUVERTS.

46 rue de Montreuil 75011 Paris

Tél : 372.75.85.

NANTERRE : NAHDA.

Déclarée en association en janvier 1982, « Nahda » anime sous l'impulsion de Nedjma Belhadj, plusieurs ateliers :

- une bibliothèque de sensibilisation au Tiers-Monde.

L'animatrice Nedjma Belhadj a en outre un projet de revue trimestrielle où seront évoqués les problèmes du chômage, des jeunes, des femmes seules...

- un atelier de musique arabo-andalouse, qui emploie un prof de musique.

L'association organise également des sorties de groupes et des voyages dans les pays d'origine.

Nahda se veut aussi un support de promotion sociale pour les jeunes du quartier. Les premiers efforts dans ce sens ont débouché en juin 1984 sur la création d'un salon de coiffure, subventionné en partie par la Caisse des Dépôts et Consignations, le Ministère du Travail et la Formation Professionnelle.

Le salon emploie quatre femmes, trois issues de l'immigration et une française. Il permet aussi aux jeunes filles intéressées par le métier de préparer et d'accéder, après une formation, à des stages qualifiants. Aujourd'hui le salon de coiffure s'autofinance à plus de 50%.

En novembre 1984, « Nahda » ouvre un salon de thé, qui est tenu pour le moment bénévolement par une adhérente de l'association. Nedjma espère obtenir des travaux d'utilité collective et des contrats-formation, en tout trois postes à mi-temps.

Pour elle, l'existence de Nahda est une expérience positive de participation, d'une association de femmes immigrées, à la rénovation d'un quartier — le Petit Nanterre est classé « îlot sensible ».

Par ailleurs, cela permet à l'association de participer de plus en plus activement à la vie de la cité.

ATELIER DE COIFFURE NAHDA : *centre commercial des Paquerettes*

92000 Nanterre Tél : 782.70.54

SALON DE THE : *centre commercial des Paquerettes*

2 rue des Aubépines. 92000 Nanterre.

LE CLUB FEMININ DE L'ASSOCIATION CULTURELLE DES MAGHREBINS DE SARCELLES.

Créée en juin 1982, l'ACMS a regroupé dès le départ jeunes et adultes maghrébins de Sarcelles. Rapidement, deux clubs féminins ont vu le jour, le premier au Centre Social des Sablons, le second au C.S des Lochères.

Des permanences et des ateliers de tissage et de cuisine sont organisés, et le club a mis sur pied plusieurs sorties, essentiellement à Paris.

Une formation pour le permis de conduire est prévue pour les femmes, qui participent par ailleurs aux autres activités de l'association (soirées culturelles, cours d'arabe...).

ACMS.

11, Bld Bergson 95200 Sarcelles.

CHANTELOUP-LES VIGNES : UNE UNITE DE RESTAURATION.

Le service de restauration de la résidence des personnes âgées de Chanteloup a ouvert ses portes le 10 décembre 84. L'unité emploie 10 personnes à mi-temps, payées sur la base du SMIC.

Le projet est né en juin 83 de la rencontre d'un besoin — celui des femmes immigrées peu ou pas qualifiées et mères de famille — de travailler, et d'un constat : le foyer de la résidence des personnes âgées n'avait pas de service de restauration.

Si le restaurant a pu ouvrir rapidement, c'est parce que la formation des femmes va se faire en grande partie, en même temps que leur travail : elles sont encadrées par un gestionnaire (économat, gestion) et un animateur technique (menu, service, cuisine...) payés par des subventions et que ces femmes sont appelées à remplacer progressivement.

ASSOCIATION CROQUE LOUP, GROUPE DE FEMMES.

Résidence des Tilleuls, route de Poissy Chanteloup les Vignes. Tél : 974.33.58

ASSOCIATIONS DES FEMMES ARABES IMMIGRÉES EN FRANCE.

En 1982 des femmes marocaines faisant partie de l'Association des Travailleurs Marocains en France, s'occupaient d'une émission de radio à Gennevilliers en arabe destinée aux femmes (prenant en charge la technique et l'animation). C'est à l'issue de plusieurs fêtes organisées depuis l'émission de radio et qui regroupèrent à chaque fois plus de 400 femmes que l'idée d'une association autonome a surgi. A l'heure actuelle l'association regroupe des femmes des trois pays du Maghreb.

Les femmes de l'AFAIF ont obtenu un local où se trouvent des permanences sociales utilisant les moyens de communication spécifiques institués dans les réseaux de solidarité des femmes immigrées.

Elles ont réalisé une bande vidéo de 30 minutes, qui met en scène leurs activités, coproduite par le centre Simone de Beauvoir.

Elles ont en projet un groupe de théâtre et un travail autour de l'école et elles continuent encore leurs émissions de radio sur « Radio G » le dimanche de 19h 9 20h 30.

AFAIF Association des femmes arabes immigrées en France.

30 boulevard Beaumarchais Cité du Luth. 92230 Gennevilliers.

AMAL.

Lancé par le centre des « canibouts », avec le concours de l'ADRI, l'atelier de fabrication de vêtements Amal est né en février 1984. Porté à bouts de bras, malgré de nombreuses difficultés, par Nora Ayache, l'actuelle directrice, Amal se porte bien. Les subventions accordés par le ministère des droits de la femme, le FAS, la direction départementale du travail des Hauts de Seine et la caisse des dépôts, permettent de salarier dix personnes (9 femmes, toutes issues de l'immigration, et un homme). Pour le moment, Amal écoule ses produits (chemises, pantalons etc) surtout dans les comités d'entreprise de la région de Nanterre.

Mais Nora Ayache, qui ne veut pas en rester là, travaille d'arrache pieds, avec une styliste et un designer, sur un projet de publicité pour Amal.

Objectif : les salons du prêt-à-porter.

Atelier AMAL 19 rue de l'Union 92000 Nanterre. Tél : 721.80.51.

L'INSTITUT INTERCULTUREL MAGHREB FRANCE:

La communauté maghrébine de l'agglomération de Chambéry compte environ 3300 membres. L'ICMF (Institut Interculturel Maghreb France) est fondé en mai 1982 pour répondre aux préoccupations de cette population. Ses objectifs sont : former et informer les maghrébins, par l'apprentissage de la langue arabe et des formations sur la civilisation arabo-musulmane.

C'est dans ce cadre qu'un secteur « *femmes* » s'est développé à l'initiative de madame Khadija Chentir. La pierre de touche de son action est un atelier de coupe et de couture maghrébine. La confection de vêtements traditionnels amène les femmes à prendre des responsabilités, des initiatives, à mieux se prendre en charge, en partant d'un domaine qui leur est familier.

Cela pourrait même aboutir à une activité professionnelle, mais comme toujours, ce sont les fonds qui manquent le plus !

Les sommes tirées de la vente des objets artisanaux sont insuffisantes, l'animatrice n'est pas payée, les locaux sont exigus (les femmes travaillent à domicile), le matériel quasi-inexistant.

Ces femmes ont largement démontré leur capacité à faire fonctionner un tel atelier, mais l'absence de ressources lamine les bonnes volontés et freine l'extension du projet. Pourront-elles continuer encore longtemps comme cela ? □

ICMF

Mme Chentir Khadija, 10 bis, avenue de mérande 73000 Chambéry

Tél : (79) 96.04.35

CENTOPEIA

« *Nous sommes autant portugaises que françaises* », affirment les jeunes femmes qui ont fondé le collectif femmes : « CENTOPEIA » (mille pattes).

Constatant l'émergence de comportements et d'attitudes nouvelles, surtout l'abandon progressif de l'idée du retour chez les jeunes et les femmes, elles ont mis au point un projet de communication ; leur but : contribuer au développement de ces mutations en les faisant connaître.

Comment ? Tout simplement en constituant de nouvelles sources d'information ; elles utilisent tous les moyens à leur disposition.

« *Nous ne retournerons pas au Portugal* » lancent-elles dans le film couleur (16 mm) de 25 minutes qu'elles viennent de réaliser : « *Portugaises d'origine* ». Elles y montrent leur cheminement, de leur arrivée en France à cette prise de conscience ; elles y affirment leur point de vue de femmes, jeunes, d'origine portugaise.

Elles réalisent également des émissions pour les radios libres et ont rédigé une brochure consacrée aux thèmes développés dans le film.

Le collectif s'est doté d'un réseau de diffusion des informations. Elles sont transmises aux associations, notamment celles avec lesquelles elles travaillaient avant la création du collectif : associations portugaises, traditionnelles ou novatrices, françaises ou immigrées. Elles sont également communiquées aux travailleurs sociaux et autres organismes concernés par ces problèmes.

Une bonne nouvelle, le film présenté cet été dans plusieurs villes du Portugal a été acheté par la télévision Portugaise.

COLLECTIF FEMMES CENTOPEIA 24 rue Saint Ambroise 75011 Paris.

LA PASSERELLE.

Créé en juin 1983 à la suite d'un stage d'animatrices-résidentes, issues du quartier Armstrong aux Minguettes organisé par l'ARIES (organisme de formation et de recherche action), l'association « *La Passerelle* » veut servir de lien entre les différentes cultures, les différentes ethnies et les divers quartiers des Minguettes. Dans un premier temps, leur activité se déploie essentiellement dans le cadre de la rénovation des quartiers. Elles servent d'intermédiaires entre les sociétés d'HLM, les institutions (municipalité, commission pour le développement social des quartiers, etc) et les familles.

Par ailleurs, les trois permanentes, toutes maghrébines, de « *La Passerelle* » organisent dans un appartement du quartier Montmousseau, des activités éducatives (mercredi et samedi), des sorties pour des enfants de 5 à 12 ans. Elles participent à de nombreuses commissions locales ainsi qu'à la concertation entre les services sociaux éducatifs et la population.

Le Conseil d'Administration est composé de français et d'immigrés en majorité maghrébins. Les travailleurs sociaux y sont assez impliqués.

LA PASSERELLE :

5 rue Pierre Dupont

69200 Vénissieux

Tél : (7) 870.07.98.

LE GROUPE DE THEÂTRE « L'ARBRE REVERDIRA »

Ce groupe est né à partir de l'expérience de « *l'appartement relais* » du quartier de Montferré qui est un lieu lié mais indépendant du centre social, et animé par les femmes elles-mêmes.

Après une série de mini-formations (natation, gym, code de la route), 4 mères de famille maghrébines (dont l'aînée, Mme Kahyoui a 7 enfants...) ont décidé de créer un groupe de théâtre : « *l'arbre reverdira* ». Après avoir monté de courtes pièces de théâtre inspirées de la vie quotidienne, le groupe a réalisé une pièce de théâtre à partir d'un conte maghrébin. Un groupe de trois autres femmes intervient régulièrement pour des animations dans des écoles maternelles autour du conte et de la couture. « *l'arbre reverdira* » a été d'ailleurs reconnu d'intérêt pédagogique par une commission de l'Inspection Académique.

Les maigres subventions obtenues jusque là ont permis de payer des formateurs (acteurs) et l'essentiel des moyens vient des représentations, de la vente régulière de papier récupéré dans le quartier, d'une bourse de vêtements et d'une vente de thé et de gâteaux sur la place publique.

Depuis septembre dernier et grâce aux liens créés entre l'école et le quartier par ces femmes, une association de parents d'élèves « *Réveillons-Nous* » a vu le jour.

L'Arbre Reverdira. *L'appartement-Relais* 14 rue Palerme Prolongée
Montferré 42100 St Etienne. Tél : (77) 57.77.80

LE THEÂTRE EN GRAINES.

Composée d'une quinzaine de jeunes maghrébines, le Théâtre en Graines a déjà monté une pièce et en prépare une autre avec l'aide de comédiens du Théâtre de la Pleine Lune.

Le Théâtre en Graines.
Centre Social Saint Gabriel 12 rue Richard 13014 Marseille.

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES FEMMES IMMIGREES.

Créée il y a une dizaine d'années, l'APFI a repris les actions femmes de la Cimade. A côté de cours d'alphabétisation qui sont l'essentiel de son action, l'APFI organise des permanences d'accueil, une activité couture et des sorties pour un public composé de femmes comoriennes, maghrébines et asiatiques.

APFI 11 rue Nationale 13001 Marseille.

ASSOCIATION DES FEMMES DE MONTCLAR.

Créée en Juin 1982, l'AFM d'Avignon regroupe des jeunes filles maghrébines du quartier de Montclar. L'association a réalisé un film vidéo sur les mariages forcés, a organisé plusieurs braderies et des ateliers pour enfants.

ASSOCIATION DES FEMMÉS DE MONTCLAR
13 rue de la Venus d'Arles 84000 Avignon.

FEMMES ACTIONS RENCONTRES DANS LEURS DIFFERENCES.

Regroupant une vingtaine de femmes maghrébines du quartier « *Le Petit Séminaire* », cette association a été créée en janvier 1984. Un appartement attribué par l'office HLM leur sert de local. Leurs principaux projets sont : l'organisation de rencontres, de cours de gym et de débats sur les problèmes scolaires.

FARD.
Bât 2 appartement 111 Le Petit Séminaire 13013 Marseille.

« PARFUM DE YASMIN »

L'association « *Parfum de Yasmin* » s'est créée en février 83. Elle se voulait lieu d'expression et d'animation interculturel, « *prise en charge par nous* » dit Aïcha la Présidente, mais pour toutes les femmes de Béziers !

Beaucoup avaient envie d'avoir un Hammam sur la ville. Le plus proche est à 70kms, il est cher, cela manque. D'autres avaient besoin de travailler (à cause du chômage des hommes) alors on a pensé à monter un atelier de création de robes traditionnelles du Maghreb.

Le Hammam, cela nous rappelle le pays ! C'est plus qu'un bain, comme les français les appellent ! Pour nous, c'est un véritable lieu d'échanges entre femmes. Avec un Hammam, plus aucune femme n'est seule ! On l'ouvrira le soir aux hommes, l'après-midi aux femmes. On veut aussi en faire un lieu d'accueil, d'information et de formation.

Le gros problème, c'est le local. Elles ont écrit plusieurs fois au maire, mais il a changé. Le nouveau maire a répondu en demandant de quelle superficie elles avaient besoin ; depuis plus de nouvelles. « *on va lui demander une entrevue* » dit Aïcha. S'il ne veut pas, on louera quelque chose nous mêmes parce qu'on pourra avoir de l'argent (nous avons fait beaucoup de demandes sur la région) lorsque nous aurons un local. Pour le moment on a juste reçu 2000 francs du Conseil Général ».

Les adhérentes sont espagnoles, turques, maghrébines et françaises. Presque toutes les femmes immigrées croient en ce projet, même des femmes des villages ou des campagnes.

En attendant des associations leur prêtent des locaux. « *on fait de la cuisine pour écrire un livre ; on passe des films et on en discute* ». Pendant les rencontres Méditerranéennes dans le Languedoc, elles ont organisé une exposition de robes de fêtes du Maghreb, pour en faire un montage diapositives. L'association participe à des réunions de quartiers et il leur arrive d'intervenir dans des stages de formation.

Dès la rentrée de janvier, l'atelier de fabrication de robes traditionnelles va ouvrir parce qu'une association leur prête un local. « *Comme nous n'avons pas assez d'argent pour acheter le tissu, on va dans un premier temps, exposer des modèles qui nous appartiennent. Les femmes achèteront le tissu sur nos indications et nous les fabriquerons sur place* ». Ce sera déjà un mieux puisque les femmes envoyaient leur tissu au pays pour la fabrication. En même temps, elles comptent se former au commerce, au droit etc...

Aïcha en est convaincue : « *quand le Hammam ouvrira, tout le monde le saura, nous ferons une grande fête ! Ils finiront bien par tous nous faire confiance !!* ». □

ADRESSE DE L'ATELIER : *salle 32 ancienne caserne Saint Jacques*
34500 Béziers.

Pour tous renseignements et courrier :

Mme Elhedjouzi Aïcha *3 Av Jean Moulin 34500 Béziers*

Mme El Yagoubi Fatima *17 rue des casernes 34500 Béziers.*

PARFUM DE LA TERRE.

« *Parfum de la Terre* », c'est d'abord un livre ; un livre de contes écrit par des femmes de différentes nationalités dans leur propre langue. Cette recherche s'est faite dans le cadre du centre social du quartier Berriat à Grenoble en 1979-1980.

« *Parfum de la Terre* », c'est maintenant le nom de l'association que ces mêmes femmes (françaises et immigrées) ont fondé, à la suite de cette expérience commune, en décembre 1981. Leur but est de mettre en place un lieu de travail et d'expression avec des femmes et pour les femmes quelque soit leur nationalité...

Le noyau central de ce projet est la construction d'un hammam autour duquel s'articulent des ateliers de production artisanale et artistique. A partir de cette structure, il devient possible :

- de créer des emplois pour les femmes immigrées et françaises.
- de favoriser rencontres, expression et création culturelle.
- de créer une dynamique de formation-production.

Les stages de formation et de pré-formation ont déjà commencé. Ils se distinguent des formations « *traditionnelles* » par l'importance capitale accordée à la richesse culturelle de ces femmes pas ou peu scolarisées. De la même façon, les ateliers s'appuient sur le savoir des femmes. Les ateliers de tissage, travaux d'aiguille, cuisine, contes et expression ont déjà commencé à fonctionner. L'association a connu un regain d'activité en mars 1983, à la suite du changement de local. Elle était auparavant hébergée par le centre Chorier-Berriat. Les femmes se sentent « *chez elles* », elles s'impliquent plus. Le problème clef est, comme toujours, l'argent. Salaires des formateurs et rémunérations des stagiaires ont pu être assurés par l'AFPA et le FNE (fonds national pour l'emploi) ; l'association a également bénéficié d'une subvention du FAS. Un peu d'argent est tiré de la vente des productions artisanales et des prestations de service.

Cependant, le hammam en est encore au stade de projet... par manque de fonds.

« PARFUM DE LA TERRE »

19 rue l'Abbé Grégoire 38000 Grenoble Tél : (76) 49.53.19

TOULOUSE : L'ASSOCIATION DES FEMMES MAGHREBINES.

Créée en mars 1982, implantée dans un premier temps sur le quartier de l'Empalot, l'association des femmes maghrébines, explique Malika Mahrache, « est née parce que nous avons constaté qu'il y avait peu de femmes dans les associations immigrées. Nous avons donc voulu créer un lieu spécifique pour nous qui étions jeunes, mais aussi pour les mères de famille ».

Après avoir trouvé un local, les initiatrices de l'AFM ont fait le tour des centres sociaux et des cours d'alpha fréquentés par des femmes.

« Nous leur disions : nous tenons des permanences. Passez nous voir si vous avez envie ou besoin de réviser vos leçons, ou si vous avez besoin d'un coup de main pour vos démarches ».

Munies de leurs cahiers, certaines femmes commencent à fréquenter les permanences de l'AFM, « surtout pour discuter ». Un ciné-club de femmes se met en place avec au programme des films à thème (type « Yol »), mais aussi des mélés égyptiens, qui seront programmés après moult débats, certaines filles de l'AFM estimant que ce genre de films « ne pouvaient pas élever le niveau ».

Le 8 mars dernier, l'AFM organise une fête de femmes sur le quartier. « Nous étions invitées par les organisations féministes et nous aurions été 2 ou 3 filles à y aller. Nous avons préféré organiser notre propre fête ; y en a marre d'être des représentantes ».

Depuis quelques mois, l'AFM prête son local tous les week-ends à un groupe d'adolescentes qui animent des cours de smurf, et l'association partage un deuxième local, plus central, avec l'APIAF, une association qui a créé un centre d'hébergement. En projet : un film avec une association de jeunes : Vitecri.

ASSOCIATION DES FEMMES MAGHREBINES.

Ex centre social, 5 rue d'Aix quartier de l'Empalot
permanences : lundi, mercredi et vendredi de 14 à 17 heures
23 rue de l'Etoile 31000 Toulouse.

permanences : le jeudi de 17 à 19 heures et le samedi de 10 à 12 heures.

LES AUTRES ASSOCIATIONS DE FEMMES

ADTT.

Groupe de Femmes Turques
6, rue d'Enghein
75010 PARIS
Tél : 523.46.50

A.F.G.A.G

Action femmes Antilles-Guyanne
B.P 208
75865 PARIS CEDEX 18

ACFOM

Association culturelle et amicale des
familles d'Outre Mer et migrants
224 Bld St Germain
75007 PARIS
Tél : (1) 222.07.21

Alpha et formation jusqu'au CEP

EL SALVADOR

Groupe femmes solidarité El Salvador
68 rue Babylone
75009 PARIS

AFP

Association de femmes portugaises
80-90 rue de l'Assomption
75016 PARIS

A.M.E.P

Association des femmes immigrées
Portugaises
C/O La Fourmière
30, rue de Chaillot
75007 PARIS

A.S.F.I.S

Association des femmes immigrées
Sénégalaises.
Maison de la Goutte d'Or
10, rue Affre
75018 PARIS
Permanence :
mardi et jeudi de 14H à 16H

F.I.F.O.M

Fédération Internationale des Femmes
d'Outre Mer.
30, rue Bague.
75015 PARIS
Tél : 783.62.50

G.A.M.S

Groupe pour l'abolition des mutilations
sexuelles.
C/O Maison des Femmes.
3, cité Prost
75011 PARIS
Tél : 324.24.91

G.F.T

Groupe de Femmes de Turquie.
19, rue de l'Echiquier.
75010 PARIS
Tél : 523.48.08

G.F.L.A

Groupe de Femmes Latino-Américaines.
C/O Maison des Femmes.
8, cité Prost
75011 PARIS
Tél : 348.24.91

C.F.R

Collectif féministe contre le Racisme.
Maison des femmes
8 cité Prost
75011 PARIS
Tél : 48.24.91

POINT RENCONTRE FEMMES

Mini laverie
12 quartier de la Peupleraie
91350 GRIGNY
Tél. (1) 921.10.02

FEMMES AU PETIT COLOMBES

Association de femmes d'un quartier -
ilôt sensible
3 rue de Metz
92700 COLOMBES
Tél : 780.82.61

LA LUMIERE

Association des femmes immigrées de
différentes origines.
14/2 rue Edgar Degas
Hiène d'or Dreux
28100 DREUX
Tél : 50.11.95

ELLES OUVRENT LA PORTE

Diverses activités pour les femmes de
toutes nationalités
26 bis rue du Pressoir
GENNEVILLIERS
Tél : 790.54.14

**ASSOCIATION LA PAILLE ET LE
MIL**

27 rue d'Estienne d'Orves
93310 PRE ST GERVAIS

ANGI

Association nouvelle génération im-
migrée
3 allée G. Courbet
93300 AUBERVILLIERS

FEMMES IMMIGREES ACTIONS

Zahia Akardjoue
Bât H La Grappinière
69120 VAUX EN VELIN

A.F.A.I.F

Association des femmes Arabes
immigrées
30, bld Beaumarchais
92 320 GENNEVILLIERS
Tél : 791.32.22

A.F.A

Association des Femmes Arabes
Réunion une fois par semaine à la maison
pour tous des Amonts.
Tél : 907.02.03

A.F.M

Association des Femmes Maliennes.
83, rue Edouard Branly
93100 MONTREUIL
Tél : 857.20.83

U.D.F.C

Union Démocratique des Femmes
Camerounaises.
BP 18
95400 VILLIERS LE BEL
Tél : 419.22.50

L.R.P.F

Lieu de Rencontre pour les Femmes.
La Courneuve
Tél : 836.98.89

**ASSOCIATION DES MERES DE
FAMILLE VICTIMES DE CRIMES
RACISTES**

5 bis, chemin des Echarmeaux
69120 VAUX EN VELIN

LUNE NOIRE

Groupe de Femmes Arabes.
14, rue de Couples
67000 STRASBOURG

M.F.H

Maison des femmes du Hedas
12, rue de R. Fournets.
64000 PAU

FEMMES DE TOUS PAYS

Association de femmes maghrébines à
Rillieux
chez F. Belmiloud
72 avenue de l'Europe
69140 LYON

ESPACE LIBRE

Association Maghrébine.
13, rue Mathieu Dursugey.
69150 SAINT FOND

ARPTT

Jeunes - projet de coopérative
modélisme, couture en lien avec la
mission locale
Souad Chaouch
5 impasse de Sète
13010 MARSEILLE
Tél : (91) 80.27.52

GFI

Groupe femmes immigrées
Centre social Charrier Berriat
10 rue Henri le Chatelier
38000 GRENOBLE

PROJETS — PROJETS

ISTRES : LE PROJET SOUC

Regroupant une trentaine de femmes de 10 nationalités, l'association SOUC (société ouvrière d'union culturelle) a été créée en janvier 1984 pour élaborer et réaliser une SCOP. Après avoir visité plusieurs coopératives de la région, les femmes de SOUC ont abandonné leur projet initial (la confection) suite à une rencontre avec l'union régionale des SCOP, alors que l'exposition sur le marché d'Istres de leurs premières réalisations avait suscité un grand intérêt et amené plusieurs adhérentes nouvelles.

SOUC est alors passée à un nouveau projet : création d'un lieu d'animation qui serait à la fois un restaurant où l'on pourrait écouter de la musique et s'initier à des techniques artisanales.

La diversité des femmes et leur savoir faire traditionnel est à cet égard un atout important. Pour vérifier la viabilité du projet, SOUC a réalisé une enquête auprès de la population. Un questionnaire a été réalisé par les femmes qui ont questionné 1000 personnes et ont dépouillé l'enquête. Deux d'entre elles ont suivi un stage de formation à la gestion et des dossiers de subvention ont été déposés.

SOUC.

La Respelida - La Paty
13800 Istres.

LA SEYNE SUR MER : UNE ENTREPRISE DE PAPIER RECYCLE.

Ce projet est né à partir d'un cours d'alphabétisation fréquenté par des sénégalaises, des maghrébines et des yougoslaves, au centre social de la ZUP de Berthe à la Seyne sur Mer. Le groupe « *Les amis de la Terre* » de Toulon a participé à l'élaboration du projet en procédant à une étude de marché. □

Centre Social et Culturel
Quartier Berthe
833500 La Seyne sur Mer.

LES MUREAUX : UN CENTRE D'HEBERGEMENT.

Près de trente femmes, dont une quinzaine de maghrébines et de sénégalaises du quartier de « *La Vigne Blanche* », aux Mureaux, ont fondé, en mars 1984, l'association « *Du côté des femmes* », avec le projet de créer une structure d'hébergement en urgence pour les femmes qui souhaitent quitter le domicile conjugal (polygamie, ...). Cette structure souple devrait permettre à ces femmes de préparer un projet d'avenir. Elle pallierait la rigidité des structures traditionnelles d'hébergement. Un dossier de subvention a été déposé et un projet de formation pour des femmes sénégalaises est en cours d'élaboration.

« DU CÔTÉ DES FEMMES »

10 rue de la mairie
78410 La Falaise.

MARTIGUES : UN JOURNAL FÉMININ.

Créée en mai 1982, l'association NEDJMA regroupe jeunes garçons et jeunes filles. Outre la participation à diverses mobilisations (la Marche, vote symbolique des émigrés en mars 1983), l'association, qui intervient sur plusieurs villes de l'étang de Berre, près de Marseille, organise des soirées durant le mois de Ramadan et diffuse régulièrement des films sur le Maghreb ; un travail régulier en lien avec la mission locale, et les enseignants est organisé. Les filles de l'association, qui avaient déjà participé à la rédaction de « *Chouf* », le bulletin de Ndjema, veulent créer un journal féminin. □

NEDJMA
15 HLM Croix Sainte
13500 Martigues.

MARSEILLE : UNE ASSOCIATION DE FEMMES A LA SAVINE.

Une quarantaine de femmes de diverses origines (françaises, maghrébines, asiatiques) de cette cité des quartiers nord de Marseille se rencontrent régulièrement, pour envisager la création d'une association.

Depuis le 15 mars 1984, elles disposent d'un appartement, prêté par la LOGIREM. Les projets de l'association qu'elles veulent créer sont multiples : des ateliers de poterie, mécanique, des cours d'alpha et de gym, une garde d'enfants. Ce groupe, encore informel a néanmoins fait une vente de pâtisseries à l'occasion des 10 ans du centre social. La recette a été versée au compte de la future association, et les cours de gym ont déjà commencé. □

ASSOCIATION DES FEMMES DE LA SAVINE.

*Appartement J4 La Savine.
13015 Marseille.*

MANOSQUE : UN RESTAURANT CAFÉ THÉÂTRE.

Avec l'aide d'une équipe d'éducateurs, Naia, Saida et Fatima préparent depuis le début de l'année, un projet de restaurant café théâtre à Manosque. L'idée a surgi à la suite d'un couscous organisé par les filles après une sortie de ski avec des éducateurs.

Depuis, les trois filles ont visité de nombreux restaurants et café-théâtres à Nice et Marseille. Elles ont obtenu l'accord verbal de la mairie pour la cession d'un local, rencontré des architectes ; elles vont effectuer plusieurs stages en service et cuisine. Après avoir travaillé cet été dans la restauration, elles effectuent actuellement des stages, « *jeunes volontaires* », tant dans la cuisine (qualification), que dans la gestion.

Une quatrième amie devrait se joindre au groupe pour s'occuper des dossiers et démarches administratives. □

PROJET RESTO
AEMO. 6 rue Quintrand.
04100 Manosque.

PARIS : UNE FORMATION D'ÉCRIVAIN PUBLIC

Le métier d'écrivain public revient à « *la mode* ». En fait, c'est le symptôme d'un besoin et d'un manque : une partie de la population éprouve des difficultés par rapport à la chose écrite.

Au centre Solidarité Français Migrants de Paris, une initiation à la dactylographie était proposée aux femmes émigrées. Toutes voulaient travailler, au moins à mi-temps, mais l'association ne pouvait leur apporter une qualification suffisante en sténo-dactylo ; de toute façon, il n'y a pas de débouchés.

A la suite d'une rencontre avec une femme écrivain public (le terme n'a pas de féminin) l'association leur a proposé d'apprendre ce métier : les femmes feront une formation avec l'aide de SFM, qui les aidera ensuite à trouver un lieu de travail.

Il y a longtemps, l'écrivain public écrivait des lettres d'amour... Aujourd'hui, sans doute en écrit-il encore, mais ce sont surtout des lettres administratives, des traductions, des lectures de courrier...
SFM.

*4 Square Vitruve.
75020 Paris. Tél : 360.58.70*

HYERES : DES ATELIERS DE VOILERIE

Implantée dans un port, Hyères, l'association « *Cultures et Migrations* », créée en janvier 1982, a des activités sociales, culturelles et économiques. A partir des besoins constatés à Hyères, et du fort taux de chômage parmi les jeunes, l'association veut créer plusieurs ateliers axés sur la couture : cuir, voile, retouches... Des contacts avec des entreprises d'Hyères ont permis de constater la viabilité du projet ; le caractère touristique de la ville pousse l'association à envisager des structures de prestation de services dans la restauration.

CULTURES ET MIGRATIONS.

*Centre Médico-Social.
Bât L. Val des Rougières
83400 Hyères.*

**ENFANTS « RETENUS » A L'ETRANGER.
C'EST AVANT QU'IL FAUT AGIR.**

Juillet 1984, « *un bateau pour Alger* » au départ de Marseille : c'est ainsi que les mères d'enfants « retenus » en Algérie, regroupées autour de l'organisation de défense des enfants enlevés (1) et la Ligue du Droit International des Femmes (2) ont tenté de se rendre en Algérie pour dialoguer directement avec les autorités algériennes.

Le bateau n'a pas pu partir, mais une revendication a été satisfaite : la reconnaissance du droit de visite, sous certaines conditions.

Les parents (ils sont officiellement près de trois cent) qui désirent rencontrer leurs enfants, restés — ou emmenés — en Algérie, sont accueillis dans quatre consulats de France : Alger, Annaba, Constantine, Oran. Une inscription préalable doit être effectuée soit auprès du Bureau d'Entraide Judiciaire International (3), soit auprès du conseiller chargé des affaires sociales à Alger (4).

Cependant, il n'existe encore aucune convention bilatérale entre les deux pays en ce qui concerne l'application des décisions judiciaires en matière de divorce et de garde d'enfant. Cela signifie que les autorités algériennes ne sont pas tenues de prendre des mesures pour que les enfants retenus sur leur territoire soient rendus aux parents, restés en France, et à qui la garde a été confiée.

C'est ainsi que, chaque année, plus d'un millier d'enfants sont emmenés à l'étranger ; sans parler de ceux dont le parent-responsable refuse d'appliquer le droit de visite. la France n'a pas passé de convention avec tous les pays, et quand elle existe, elle est plus ou moins bien respectée.

Pour éviter que de telles situations ne se reproduisent trop souvent, le Ministère de la Justice (5) a publié une plaquette sur les droits des enfants des couples mixtes. Elle est distribuée gratuitement dans les tribunaux, par les assistantes sociales, dans les mairies, dans les représentations françaises à l'étranger...

Elle explique les démarches à suivre pour éviter qu'un enfant soit emmené à l'étranger par l'un des parents, sans l'accord de l'autre. Il est possible de faire établir des interdictions ou des oppositions de sortie du territoire, que les parents soient mariés ou non, divorcés ou séparés. Si l'un des parents réside à l'étranger, il est recommandé d'exiger une reconnaissance préventive de la décision de justice (droit de visite...) par la justice de ce pays.

(1) : DEFENSE DES ENFANTS ENLEVES BOITE POSTALE 405
07004 Privas. Tél : (75) 64.32.96

(2) : LIGUE DU DROIT INTERNATIONAL DES FEMMES.
54 avenue de Choisy 75013 Paris Tél : 585.11.37

(3) : BUREAU D'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONAL.
Ministère de la Justice 13 place Vendôme 75042 Paris.

(4) : m. ROBY BOIS, conseiller aux affaires sociales.
Ambassade de France 6 rue Larbi-Alik. Alger-Hydra.

(5) : DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU.
13 place Vendôme 75042 Paris Cedex 01. Tél : 261.80.22

Pour vos animations quelques productions

PORTUGAISE D'ORIGINE

Réalisation : Serge Gordey

Durée : 22mn. Film disponible en 16 mm et en vidéo 314 pouce, VHS

Contact : Collectif Centopeia 24 rue St Ambroise 75011 Paris

Tél : (1) 200.47.90

VENUES D'AILLEURS

Réalisation : Centre National de Documentation Pédagogique

Durée 26 minutes couleur en vidéo-cassette

Contact : ISM 12 rue Guy La Brosse 75005 Paris

Tél : (1) 535.75.84

QUI SONT ELLES ?

Montage Audio-Visuel

Contact : AFMA

Yamina Benchenni. Centre Social des Flamants

rue George Braque 13014 Marseille

LES FEMMES A GENNEVILLIERS

Durée : 20 minutes

Réalisation : Centre Simone de Beauvoir

30 Bld Beaumarchais 75011 Paris.

DEUX REPERTOIRES INDISPENSABLES

POINT DE RENCONTRE FEMMES : FASTI-DOC NUMERO 7 OCTOBRE 1983.

Avec les adresses :

- des associations de femmes immigrées
- des associations de solidarité
- des centres d'accueil et d'information
- des centres régionaux d'information sur les droits des femmes.
- des centres d'hébergement de la région parisienne.
- la liste des ASTI ayant des activités « femmes »

10F FASTI 4 Square Vitruve 75020 Paris Tél : (1) 360.84.41

GUIDE DES ASSOCIATIONS FEMININES

Édité par le CIDF BP 470-08. 75366 Paris Cedex 8

Tél : (1) 225.05.05

Disponible dans les délégations régionales.

CREER SON ENTREPRISE

Quelques adresses

**DELEGATION A L'EMPLOI
FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI**

55 avenue Bosquet 75007 Paris. Tél : (1) 567.55.44

MISSION PROMOTION DE L'EMPLOI

9 rue Georges Pitard 75015 Paris Tél : (1) 842.68.00

COMITE DE LIAISON DES BOUTIQUES DE GESTION

559 avenue de la République 59700 Marcq en Barœul

Tél : (20) 31.98.09

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE

24 avenue Hoche 75008 Paris. Tél : (1) 359.94.94

AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISE

142 rue du Bac 75007 Paris. Tél : (1) 544.38.25

Quelques publications

— **GUIDE PRATIQUE EDITE PAR LE CREDIT MUTUEL ET LA REVUE AUTREMENT SUR LA CREATION ET LA GESTION DES ASSOCIATIONS.**

— **GUIDE SUR LE CHOIX D'UN STATUT JURIDIQUE REALISE PAR LA CAISSE D'EPARGNE DE PARIS ET LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS.**

— **ARTISANS 1. CREER SON ENTREPRISE**

ARTISANS 2 GERER SON ENTREPRISE.

CES OUVRAGES SONT PUBLIES ET DIFFUSES PAR LES CAISSES REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE.

— **GUIDE PRATIQUE POUR UNE AUTRE ENTREPRISE : DES OUTILS POUR CREER.**

DIFFUSION : ALTERNATIVE

36 rue des Bourdonnais 75001 Paris. Tél : (1) 233.08.40

BIBLIOGRAPHIE COMPLETE A L'ANCE. AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISE

142 rue du Bac 75007 Paris. Tél : (1) 544.38.25

LEILA HADDAD : « REHABILITER LA DANSE ORIENTALE »

Avec ses jeans et sa chemise brune rehaussant la peau mate et la chevelure bouclée, aux reflets de henné, Leila Haddad cultive le look de la jeune femme moderne.

Fait rare à Paris : Leila a ouvert deux cours, l'un au Centre du Marais, l'autre au Square Delormel (1). Le choix de s'installer en France se veut fortuit. Londres où cette méditerranéenne s'est rendue, il y a quelques années pour perfectionner une maîtrise d'anglais aurait pu lui convenir.

A l'origine, seuls Tunis ou Djerba ont été des lieux proscrits. Dans une famille traditionnelle aisée, les filles sont encouragées à poursuivre un cursus scolaire élevé, mais non à danser ! Pour réaliser son rêve d'enfance, Leila a essuyé la vindicte parentale. Le statut d'artiste n'existe pas en Afrique du Nord. Autant la danse fait partie de l'univers quotidien, autant il paraît inconvenant d'en vivre. S'exhiber est un signe de déchéance !

L'accueil n'a guère été plus chaleureux en Europe. « *La danse orientale est un art méprisé. Certains de mes amis, y compris des intellectuels, ont rejeté ce que je faisais. Quand j'ai commencé à donner des leçons, je ne cessais de recevoir des coups de téléphone pornos* ».

La détermination et l'optimisme de Leila ont vaincu les préjugés. Combat acharné de l'africaine qui ressentait le besoin vital de redorer le blason de ce patrimoine culturel minoré, discrédité par la colonisation. « *J'enseigne à des femmes de toutes les nationalités, d'âges et de conditions sociales divers. Mais je retrouve des libanaises, des syriennes. Un jour j'ai choqué des compatriotes en arrivant les ongles teints au henné. La fois suivante, plusieurs avaient osé s'en mettre. Mes cours sont aussi le prétexte à se retrouver entre femmes, écouter de la musique comme chez moi, lors des fêtes familiales. La danse offre une reconnaissance du corps féminin. Elle est sensuelle, érotique, jamais vulgaire* ». A sa manière, Leila reste fidèle à la démarche de « Zulu », une troupe de théâtre amateur dont elle a fait partie, qui sillonnait la France et la Belgique, pour protester, avec la musique et le chant contre l'apartheid.

Depuis qu'elle est pourvue d'un solide press-book, Leila songe retourner au pays : « *je me sens de taille à affronter les critiques* » affirme t-elle avec aplomb. Mais son humeur est vagabonde : « *j'ai reçu des propositions de Norvège et des Etats Unis. J'espère bientôt m'y rendre et ouvrir un cours là bas...* »

Marie-Christine Peyrière

A partir de la mi-janvier, Leila Haddad donnera un cours le jeudi et le samedi au Centre Américain à Paris.

* centre du marais 41 rue du Temple 75003. Tél : 277.58.19

* le square henri delormel 75014. Tél : 542.50.57

* centre américain 28 Bld raspail.

POUR VOS PRODUITS AFRO-AMERICAIN

afro stars

soins capillaires
tresses artistiques
curly américain
défrisage à froid
et à chaud

*Dans une ambiance jeune et
sympathique, un personnel
hautement qualifié vous propose
une nouvelle manière
d'exprimer votre personnalité.*

32, bd de Strasbourg, 75010 Paris
Tél. : 206-92-54
(M° Château d'Eau)



coiffure 15

soins du cheveu
défrisage à froid
et à chaud
tresses

*Un personnel hautement qualifié
vous propose une nouvelle manière
d'exprimer votre personnalité.*

15, Bd de Strasbourg 75010 Paris
Tél. : 770.32.36 770.06.31
(M° Strasbourg St-Denis)



NOUVEAU



DNTEDIS

FABRICANT DE SECHOIRS ET CASQUES

Outillages · Produits · Fournitures · Matériels
pour Professionnels de la Coiffure

Distributeur toutes marques et Afro-américain
20, Boulevard de Strasbourg
8, Rue Gustave Goublier
75010 PARIS

☎ 208.27.81
245.60.25

R.C. Paris 57 8 6581 • METRO : Strasbourg-Saint-Denis et Château d'Eau

VENTE PRIX GROS DETAXE A L'EXPORT.

DANS QUELQUES MOIS
LE NOUVEAU SANS FRONTIERE
CHAQUE SEMAINE DANS LES KIOSQUES
EN ATTENDANT
LES GUIDES SANS FRONTIERE
SERONT BIENTÔT DISPONIBLES

TARIFS D'ABONNEMENT

A L'ORDRE DE «SANS FRONTIERE»
33 BOULEVARD SAINT-MARTIN 75003 PARIS
CCP : 420900F PARIS

FRANCE : 1 AN 220F 6 MOIS 120F
PAR AVION 320F ET 170F

NOM **PRENOM**
ADRESSE
CODE POSTAL **VILLE** **PAYS**

Les guides Sans Frontière seront servis à nos abonnés gratuitement.
Merci Sans Frontière

LES GUIDES 25F

LES FRANCO-MAGHREBINS

LES ANTILLAIS

LES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE

L'ISLAM EN FRANCE

COLLECTION 83 ET 84 - 100F CHAQUE

ALBUM PHOTOS MARCHE - 50F

SPECIAL FRANTZ FANON - 15F

Marseille - Paris



je marche, moi non plus ...

EDITIONS SANS-FRONTIERE

la première
marche
pour
l'égalité,
et contre
le racisme
en 103
photos.

Les étapes
Les portraits des marcheurs
Les initiatives autour de la marche

50.F l'exemplaire format 30x42 Editions «Sans-Frontière»
33 Bld St Martin 75003 Tel 278.44.78

**MAGHREBINES, ANTILLAISES OU NOIRES, VENUES
DU PORTUGAL OU DE YOUGOSLAVIE, ETRANGERES
OU DE NATIONALITE FRANÇAISE, LES FEMMES
AUXQUELLES CE GUIDE EST CONSACRE BOUGENT,
TENTENT CHACUNE A SA FAÇON, INDIVIDUELLEMENT
OU DE MANIERE COLLECTIVE, DE FAIRE
BOUGER LES CHOSES.
DANS TOUS LES DOMAINES, DANS LEUR QUARTIER
OU AU SEIN DE LEURS ASSOCIATIONS, A LA MAISON
OU — PHENOMENE NOUVEAU — SUR LE TERRAIN
ECONOMIQUE, ELLES PRENNENT L'INITIATIVE.**